

1600
Université Lumière

Lyon II

MEMOIRE DE DEA

Sciences de l'Information et de la
Communication

Option :

Langage et symboliques de la communication et
des médias

LE BRESIL SELON

LE MONDE DIPLOMATIQUE ET
LE COURRIER INTERNATIONAL

Les sources d'information et leur parole
dans la formation de l'opinion

Marcio Augusto FLEXA SANTOS

Sous la direction de :

Jean-François Tétu



Septembre 1999

Université lumière
Lyon 2

École Nationale Supérieure
Des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques
Essisb

Université Jean Moulin
Lyon 3

Université Lumière

Lyon II

MEMOIRE DE DEA

**Sciences de l'Information et de la
Communication**

Option :

**Langage et symboliques de la communication et
des médias**



**LE BRESIL SELON
LE MONDE DIPLOMATIQUE ET
LE COURRIER INTERNATIONAL**

**Les sources d'information et leur parole
dans la formation de l'opinion**

Marcio Augusto FLEXA SANTOS

Sous la direction de :

Jean-François Tétu

Septembre 1999

Université lumière
Lyon 2

Ecole Nationale Supérieure
Des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques
Enssib

Université Jean Moulin
Lyon 3

1999
DEA
11

Université Lumière

Lyon II

MEMOIRE DE DEA

**Sciences de l'Information et de la
Communication**

Option :

**Langage et symboliques de la communication et
des médias**

LE BRESIL SELON

**LE MONDE DIPLOMATIQUE ET
LE COURRIER INTERNATIONAL**

**Les sources d'information et leur parole
dans la formation de l'opinion**

Marcio Augusto FLEXA SANTOS

Sous la direction de :

Jean-François Tétu

Septembre 1999

**Université lumière
Lyon 2**

**Ecole Nationale Supérieure
Des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques
Enssib**

**Université Jean Moulin
Lyon 3**

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu voir le jour sans le soutien constant et les encouragements de M. Rudy Cochez, Mme Darcy Flexa et la direction de M. Jean-François Tétu. Merci aussi, à Mme et Mlle Önen, Mme Chantal Cayrier et tous les professeurs du DEA.

Que tous soient assurés de ma reconnaissance.

SOMMAIRE

Introduction	4
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les personnages

1- Les personnages dans le texte	8
2- Qui sont-ils ?.....	12
a- Le journaliste comme principal acteur de son texte.....	14
b- Les acteurs institutionnels et politiques.....	20
c- Simples particuliers.....	26

DEUXIEME PARTIE

La parole

1- La parole dans le texte.....	33
2- Qui a le droit à la parole.....	34
a- Les journalistes.....	36
b- Les acteurs politiques.....	41
c- Les simples particuliers.....	45
3- Le mécanisme de la citation	49
a- l'identification des personnages parlants.....	50
b - Par la description physique ou du comportement du sujet parlant.....	51
c - Par le statut du sujet parlant.....	54
d – la dénomination floue	59
4 –L'utilisation du discours de l'autre dans les textes	63
a- L'exploitation de la parole pour présenter une réalité.....	64
b- l'effet de fait	65

5 - Les titres. Comment présentent-ils la réalité du Brésil ?.....70

TROISIEME PARTIE

La formation de l'opinion

1-L'opinion et les médias.....77

2-Le discours du journal comme formateur d'opinion80

En guise de conclusion.....83

Bibliographie.....85

Annexes.....89

LE BRÉSIL SELON LE MONDE DIPLOMATIQUE ET LE COURRIER INTERNATIONAL

Les sources d'information et leur parole
dans la formation de l'opinion

Marcio Augusto FLEXA SANTOS

Sous la direction de :

Jean-François Tétu

Résumé :

La couverture donnée au Brésil par *Le Monde Diplomatique* et le *Courrier International*. Recherche des éléments du discours pouvant contribuer à la formation d'une opinion sur ce pays. Traitement donné aux pays dits émergents dans la presse française. Analyse de deux années et demi (1997, 1998, mi-1999) des articles traitant du Brésil. Identification des sources d'information : qui sont-elles ? qui a le droit à la parole ? quel est leur rôle et celui de leur parole dans le discours de la presse ?

Descripteurs français : Brésil ; médias ; analyse du discours de presse ; *Courrier International* ; *Le Monde Diplomatique*.

Abstract :

Brazil according to *Le Monde Diplomatique* and the *Courrier International*. Research work on elements of the press that would enable readers to have an opinion on that country. Treatment given to those emerging nations in the French press. Analysis of two and a half years (1997, 1998, mid-1999) of articles dealing on Brazil. Identification of information sources : which are they ? who has the right to talk ? what is their part and the role of their expression in the press.

English keywords : Brazil, media, discourse analysis, press, public opinion, *Courrier International* ; *Le Monde Diplomatique*.

INTRODUCTION

L'étude de l'opinion publique a fait partie de diverses discussions pour la compréhension de phénomènes humains. C'est une question toujours liée à la démocratie et à la liberté d'expression. Opinion dominante, opinion publique, opinion irrationnelle, opinion des foules, sens commun, manipulation, liberté d'expression, opinion des masses, principe de légitimité, attitude actualisée, suffrage universel, opinion du peuple, telles sont des marques variées tirées d'univers d'étude qui débouchent tous sur la recherche de la compréhension du phénomène.

Nous centrerons principalement notre travail sur une approche des mécanismes de formation de cette opinion publique pour établir les bases d'une réflexion plus profonde sur ses effets. Notre étude se situe au niveau des structures de la communication centrée sur le message, qui pour nous est formatrice d'opinion.

Pour Patrick Champagne, toute opinion est sentiment et action, prise de position personnelle et attitude actualisée. Ce qui sert de moteur d'actualisation de cette opinion est la présentation du problème, l'événement, l'occasion qui est l'objet de l'opinion. Dans le livre "Médias et Société", Francis Balle, en se questionnant sur les influences que les médias exercent sur les comportements et les opinions, explique que plus qu'objets d'étude, les médias sont désormais un moyen de percevoir l'univers social. En conséquence, nous pensons que les médias occupent un espace particulier dans ce que nous appelons mécanismes de formation d'opinion. Une grande partie de ce que nous pensons ou disons peut être actualisée par ce « quatrième pouvoir ».

Notre objectif, dans ce travail est de réaliser une étude qui puisse s'appuyer sur la psychosociologie et être centrée sur le processus formateur de l'opinion publique.

Pour Patrick Charadeau, l'opinion est la réaction d'un sujet face à un fait. Elle explique que l'opinion n'est pas l'énoncé d'une vérité mais un point de vue sur les vérités du monde. Historiquement, l'opinion publique se définit plus clairement avec l'apparition des grands journaux du XIX siècle. Pour certains auteurs comme Gabriel Tarde, c'est la presse qui donne les conditions d'expression à l'opinion publique et influence sa formation. C'est Tarde lui-même qui explique que l'opinion existe naturellement dans l'individu et qu'un fait, comme ceux qui sont transmis par la presse, est l'élément qui l'actualise.

Nous partons aussi du principe que la formation de l'opinion publique fait partie du processus de construction sociale des significations. Comme les individus dans la société contemporaine forment leurs opinions sur ce qui se passe dans le monde à travers les médias et leurs relations interindividuelles, nous nous intéressons au message d'un type de presse : la presse écrite¹.

La démarche

Pour le corpus d'analyse, nous nous limiterons à l'examen de deux années et demie (1997, 1998 et la première moitié de 1999) des journaux suivants :

- *Le Monde Diplomatique* ;
- *le Courrier International*.

Nous les avons choisis en raison de leur couverture particulière des faits internationaux : le premier parce qu'il porte un regard critique sur l'actualité et qu'il propose de nouvelles formes de développement aux pays dits du « tiers monde » ; le second parce qu'il reproduit les visions de journalistes issus de différents pays.

Dans un premier temps, nous nous proposerons d'extraire des textes les sources d'information. Cette démarche nous permettra d'identifier les sujets qui

¹ En dehors de la presse écrite, nous observons un grand nombre d'articles sur le Brésil dans les journaux télévisés. Notre choix de la presse écrite doit beaucoup à ce qu'elle fournit un contenu palpable de matériaux pour l'analyse. Mais nous reconnaissons aussi l'importance de l'influence du message d'autres types de presse dans la formation de l'opinion.

ont droit à la parole dans le discours journalistique et d'examiner comment ces sources sont reconnues par ce discours.

De cette façon, nous pourrions savoir qui sont les sujets responsables de la formation de l'opinion, quand le thème est la vie politico-socio-culturelle dans un pays comme le Brésil. Pour cela, nous partirons du principe que les sujets identifiés sont des leaders d'opinion ou des sujets actualisant une attitude à l'égard d'un certain thème.

Dans un second temps, nous identifierons la parole, le discours des sujets, tout en examinant le traitement réservé à ce discours. Cette démarche nous fournira des pistes pour identifier l'utilisation de la parole de la source comme stratégie pour convaincre.

Les résultats obtenus lors des deux étapes de notre travail devraient nous donner les fondements nécessaires à la mise en relation des stratégies discursives avec la théorie des mécanismes de formation de l'opinion publique. L'objectif principal de notre travail est de vérifier les hypothèses faites au début de cette recherche :

- les personnages rencontrés dans le texte journalistique, dans la presse internationale, sont utilisés comme stratégie discursive pour convaincre, pour rendre une opinion acceptable ;
- l'utilisation à parole de ces personnages sources d'information est aussi une stratégie pour convaincre, pour montrer une image du pays et, partant, pour former une opinion.

Il'est également important de préciser que nous avons choisi le message de la presse écrite comme objet d'analyse parce que nous partons du principe que tout message a pour but de convaincre, autrement dit de rendre acceptable une opinion. Nous avons en effet deux niveaux de transmission du message : celui de la voix de la source et celui de la transmission par les auteurs du texte qui rapportent la parole de la source.

PREMIERE PARTIE

Les personnages

1- Les personnages dans le texte

Dans le numéro de mars 1999 du *Monde Diplomatique*, dans l'article « Ces débats médiatiquement corrects », Serge Halimi cite la catégorie des « intermédiaires de l'opinion ». Ils sont présentés comme les gardiens de la démocratie et décident des problèmes que la société doit ou ne doit pas discuter.

La presse est constitué de plusieurs personnages. Ce qui se lit dans un journal, se voit à la télévision ou s'écoute à la radio, est un ensemble des voix, de mots qui se joignent pour former un discours final. La parole qui sort de la source, se fond dans la parole des reporters, des rédacteurs en chef et des éditorialistes, et finit par se faire la parole d'un ou d'un groupe de lecteurs :

« du journal quotidien, ne pourrait-on pas dire qu'il est une chambre d'échos où résonne le concert de voix qui, sans lui, n'auraient pas d'échos ? » (*Le journal quotidien*, Jean-François Tétu)

Notre travail de recherche s'attache au repérage des deux éléments de ce phénomène : le personnage source et sa parole. Pour cela, nous partons du principe qu'« un travail se fait lors de la production de la parole, qu'un sens s'élabore, que des transformations s'opèrent ¹» Par la recherche des nuances de l'énoncé, nous prétendons arriver au sens qui conduit à choisir tel ou tel sujet pour raconter sa réalité dans le texte journalistique concernant le Brésil. Nous rappelons que nous considérons que la transmission de message est avant tout un processus de communication : dire, raconter, narrer, c'est aussi convaincre,

¹ BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, PUF, Le Psychologue, Vendôme, 1977, 233 pages .

déconstruire et reconstruire une réalité. Pour cela, il est nécessaire que l'auteur convainque le lecteur d'adhérer à une opinion.

« Tout acte visant à convaincre d'une façon générale, suppose un message, c'est-à-dire la mise en forme d'une opinion donnée [...]. L'acte de convaincre n'est pas une information sur ce que pense l'orateur, c'est une mise en forme en vue de transformer le point de vue de l'auditoire, de rendre une opinion acceptable. » (Philippe Breton, *La parole manipulée*, La Découverte/Essais, Paris, 1997, p.75)

Donner la parole à un sujet fait partie intégrante du processus de transmission d'une réalité ou d'une opinion pour convaincre. Le lecteur considère la présence de ce sujet comme preuve irréfutable de la véracité du message. C'est pourquoi l'analyse du choix d'une source pour la faire parler dans le texte fait partie de notre recherche. Pour mieux mettre en relief l'importance de la présence du sujet comme source dans le texte journalistique, nous établirons une relation entre le sujet et le personnage de roman en littérature.

Michel Raimond, dans « Le Roman » (Editions Armand Colin, Paris, 1998, 182 pp) définit le personnage comme un « être de papier ». Il explique que le romancier, pour le faire vivre utilise de nombreux procédés comme le monologue intérieur, qui nous plonge dans sa conscience, ou le discours indirect libre, l'analyse psychologique, l'indication d'un geste ou d'un comportement, etc.

De la même façon, dans le texte journalistique, l'auteur, pour donner une vie propre à son personnage, utilise la parole de la source, décrit les caractéristiques de sa personnalité, ses caractéristiques psychologiques, son milieu, sa profession, les fonctions qu'il a occupées, les travaux qu'il a réalisés, etc.

Selon l'auteur de « Le Roman », la force de ces « êtres de papier » est d'incarner les tendances profondes de leur époque et de donner une forme à leur réalité : « Les rapports que le lecteur entretient avec eux sont fort complexes, faits de complicité, de connaissance intime, d'interrogations sur leurs secrets, d'attention aux traits de leurs visages ou aux vêtements qu'ils portent. Les personnages incarnent nos désirs ».

Le personnage du texte journalistique, pour sa part, convainc en raison de sa présence dans la réalité décrite. Il est le complice du lecteur. Il confirme la fidélité de la narration. De là naît le procédé utilisé, dans la rédaction journalistique, de la description des carrières brillantes de ses sources, ou du discours d'expertise d'un politique, d'un directeur, d'un avocat, d'un médecin, d'un professionnel hautement reconnu, c'est-à-dire des couches dirigeantes de la société. Il peut parler, il est compétent pour expliquer, il sait ce qu'il dit, c'est pour cela qu'il est dans le texte.

« L'information, sous peine de paraître mensongère, ou de paraître ne pas être information, doit donner l'impression qu'elle « reproduit » la réalité, ou que, d'une certaine façon, elle l'« imite ». Aussi, avant de décrire quelques modes d'argumentation qui ont pour effet de déterminer la relation du lecteur aux contenus assertés, il convient d'analyser la façon dont le journal construit l'illusion de réalité » (Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon 1989, 202 p.)

La source, le personnage du texte journalistique, exerce son influence en attestant la véracité des faits. C'est un autre procédé utilisé par l'auteur dans l'intention de « faire croire » à son texte. Ce sont ces raisons qui nous amènent à choisir les sources d'information comme objet d'analyse particulièrement

représentatif de la construction de « l'effet de réel », sources qui, dans notre recherche, peuvent fonctionner comme formateurs d'opinion ¹.

¹ Nous partons aussi du principe que pour savoir comment le journal fait croire qu'il reproduit la réalité, il faut analyser les groupements actantiels dans l'organisation des personnages, comme le proposent Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, s.

2- Qui sont-ils ?

Le personnage politique est le plus fréquent dans les articles analysés. C'est pourquoi nous pouvons affirmer, dans un premier temps, que raconter le Brésil, c'est raconter sa vie politique et celle des acteurs qui font la politique du pays. Dans les deux années et demie sur lesquelles s'appuie notre corpus de travail, la politique vient en premier lieu dans la fréquence des thèmes rencontrés.

Dans ces deux dernières années et demie, le Brésil ressent les premières conséquences de la politique néolibéraliste de son président Fernando Henrique Cardoso. Il commence son gouvernement en cherchant la stabilité monétaire par l'augmentation de l'endettement extérieur. Pour cela, il ouvre le marché brésilien à la mondialisation et commence une période de privatisation des entreprises publiques. Quelques-unes de ces entreprises privatisées sont les seules qui dominent les technologies modernes dans le domaine aéronautique, spatial, pétrochimique, sidérurgique et informatique du pays. La base de sa politique est la croyance en la politique libérale internationale qui exporte vers les pays de l'hémisphère Sud l'espérance que le développement est la conséquence unique de la politique d'ouverture au marché international.

La bipolarité des opinions sur la politique libérale de Fernando Henrique Cardoso est le centre du débat, tant dans la presse nationale que dans l'ensemble des articles analysés dans notre travail. La conséquence directe de ce débat, c'est que le personnage principal, dans les articles de la presse internationale qui concernent le Brésil, est la figure même du président de la République qui est présent dans 18 des 61 articles analysés.

Ainsi nous remarquons que parler du Brésil dans la presse internationale, c'est montrer les actions des hommes politiques et de leurs auxiliaires. Un autre

facteur important que nous analyserons plus tard, c'est que dans les articles où Fernando Henrique Cardoso est cité, sa parole n'est jamais rapporté. Son discours est le discours des membres de son gouvernement qui pour lui parlent.

Un autre personnage fréquent dans les articles analysés est le personnage anonyme. Il fait partie des résultats des statistiques du gouvernement et il est à peine cité comme illustration d'une réalité. Il n'a pas voix mais sa présence dans le texte journalistique ne peut pas être négligée parce qu'il fonctionne aussi comme un élément représentatif de la construction de l'effet de réel.

Comme procédé méthodologique, nous décidons de mettre en relief les groupes les plus représentatifs parmi ceux que nous rencontrons dans les textes. Cette représentativité vient de la fréquence que ces personnages ont dans le corpus de textes.

La présence et la fréquence de ces sujets dans le texte nous indiquent également dans quelle mesure ces personnages et leurs discours sont utilisés dans la construction de l'effet de réel.

« L'effet de réel et l'affirmation du vrai ont la même finalité : accréditer le discours de l'autre » (Maurice Mouillard et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon 1989, 202 p.)

En faisant croire au discours de l'autre, on convainc aussi. Autrement dit, l'acte de convaincre n'est pas une information sur ce que pense l'émetteur mais c'est, avant tout, rendre acceptable une opinion.

a- Le journaliste comme principal acteur de son texte

L'auteur du texte est la première présence notable dans son œuvre. Nous pouvons affirmer qu'il est le personnage le plus fréquent et le plus important formateur d'opinion. Il est le médiateur entre la réalité du Brésil et le lecteur étranger. Selon Patrick Charaudeau dans « Le Discours de l'opinion médiatique », le journaliste exerce des fonctions variées dans le texte : comme médiateur, témoin et révélateur de l'information et des faits, « et enfin comme expliciteur, se rêvant éducateur de l'opinion publique » (p.87).

Dans l'article du *Courrier International* n° 357, du 4 au 10 septembre 1997, « **MERCOSUR** Washington sème la zizanie au sud », d'Oscar Raul Cardoso, du **Clarín** de Buenos Aires, nous pouvons relever des marques explicites de la présence du journaliste qui crée le soupçon, choisit, décide et raconte les faits.

Dans le surtitre :

« La montée en puissance du Brésil ne plaît pas à la Maison-Blanche. Pour contrecarrer Brasilia, l'administration Clinton s'appuie donc sur Buenos Aires. Dernière pomme de discorde : la place au Conseil de Sécurité de l'ONU qui serait donnée à un pays du sous-continent »,

et dans l'intertitre :

« Carlos Menem est le meilleur allié des Etats-Unis »,

nous pouvons remarquer la présence de ce juge. Quand à partir d'une lecture critique du texte, nous nous demandons qui est arrivé à la conclusion que

« la montée en puissance du Brésil ne plaît pas aux Etats-Unis », la réponse s'avère être : l'auteur du texte. Et quand nous nous demandons de quelle source l'auteur a obtenu cette information, nous n'obtenons pas de réponse.

Les citations du texte sont, en grande partie, faites par allusion. L'auteur fait des commentaires sur la parole des sources mais il ne les cite pas. La présence de l'auteur est également remarquable dans certaines insinuations dont l'origine n'est, à aucun moment, clairement identifiable. C'est le cas, par exemple, dans le passage suivant :

« Or tout porte à croire que les discussions diplomatiques bilatérales à ce propos n'ont pas été des plus franches. »

Plus loin, l'auteur évoque une certaine affaire entre le Brésil et l'Argentine qui aurait surgi des « déclarations de Menem, et de répliques peu nuancées de Cardoso et de son ministre des Affaires Etrangères, Felipe Lampréia ». Cette tension entre les deux pays, que l'auteur présente comme la question centrale de l'article, est la querelle au sujet d'une place au Conseil de Sécurité de l'ONU, que l'Etats-Unis utiliseraient pour « semer la zizanie au Sud ».

Pour donner force à l'argument selon lequel il est réellement survenu une crise, l'auteur utilise la déclaration d'un ministre brésilien :

« En juillet dernier, Felipe Lampreia a déclaré à un groupe de journalistes argentins : *La candidature brésilienne au conseil de sécurité ne figure pas parmi les priorités du gouvernement Cardoso* ».

Par la suite, l'auteur émet une réserve quant à la déclaration du ministre brésilien : « si c'est bien le discours qu'ont tenu Cardoso et Lampreia face à

Menem et son ministre des Affaires Etrangères Guido Di Tella - des sources diplomatiques assurent que cela a été le cas à plusieurs reprises - les Brésiliens n'ont pas été d'une sincérité à toute épreuve ».

L'article analysé plus haut donne un exemple de la présence de la parole journalistique dans le texte, présence marquée par ses jugements, soupçons et insinuations sur la parole des deux plus grands pays d'Amérique latine ; elle ne relate pas un fait, elle construit un conflit. Nous pouvons supposer que le journaliste a ses propres sources mais que, pour certaines raisons, il ne les cite pas, et que le conflit est un fait non négligeable. Toutefois, cela n'est pas explicité dans le texte :

« Le travail du journaliste, en effet, ne se limite jamais au « faire savoir » constitutif de l'information ; il contient toujours aussi au moins un « faire croire que ce qu'on dit est vrai », par quoi se définit la persuasion. L'information, à proprement parler, n'est que la communication d'un savoir » (Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.) (p.176)

Au début du texte, l'auteur utilise des modalisateurs pour commencer un discours :

« A la suite, **semble-t-il**, d'un dialogue... » ;

du discours objectif, il passe par un premier stade où nous pouvons percevoir sa subjectivité :

« ... **que n'a pas caractérisé la sincérité**,... »

Ensuite, il poursuit ce va-et-vient entre la prise de distance et le jugement :

« Or **tout porte à croire** que les discussions diplomatiques bilatérales à ce propos **n'ont pas été des plus franches**. »

Cela nous indique la présence d'un auteur qui, intentionnellement, argumente, afin d'amener le lecteur à adhérer à une opinion plus qu'à constater un fait.

Par ailleurs, dans l'article « En Amérique latine, l'industrie des enlèvements » du *Monde Diplomatique* de novembre 1997, les auteurs Humbert Prolongeau et Jean-Christophe Rempal apparaissent plus neutres. Mais leur présence est toutefois décelable.

L'écriture du texte à la troisième personne et l'absence presque totale de jugements de valeur répondent manifestement à une intention des auteurs. Mais le choix même des pays est une marque de leur subjectivité. Nous détectons également la présence de termes modalisateurs :

« Pourtant, s'ils restent les plus rentables, les étrangers ne sont pas les plus visés, **sans doute** parce que leur disparition met en jeu des forces importantes ».

Le choix des deux exemples nous paraît justifié par les points suivants : les deux textes citent le Brésil à peine plus que comme un élément de l'Amérique Latine. Que l'auteur s'engage clairement, comme dans le premier texte, ou qu'il s'efforce, comme dans le second, de prendre de la distance par rapport aux faits rapportés, sa présence dans le texte n'est jamais négligeable.

Un autre point qui mérite l'attention est la présence de textes où seul l'auteur du texte a droit à la parole. Dans le n° 385 du *Courrier International*, dans l'article « Quel espoir autour d'un président », l'auteur fait un historique du

parcours de Fernando Henrique Cardoso et porte des jugements de valeur tout au long du texte.

A cet égard, il est intéressant de remarquer l'analogie entre le début de cet article et l'incipit d'un roman réaliste : l'auteur fournit des indications précises et objectives comme la date, l'événement ou l'identité du personnage qui créent un effet de réel, mais sa subjectivité transparaît au travers de commentaires plus difficilement vérifiables comme l'état d'esprit ou les attentes d'un peuple :

« En 1994, l'élection de Fernando Henrique Cardoso **a fait naître l'espoir** qu'un gouvernement théoriquement social démocrate ferait **souffler un vent nouveau** sur la vie politique et sur l'administration. »

Dans le passage :

« **Mais il serait imprudent, ridicule**, d'attribuer les dysfonctionnements brésiliens essentiellement à la conjoncture internationale **au regard des mesquineries et des bassesses auxquelles on assiste ici** »,

les termes dépréciatifs utilisés trahissent la subjectivité du regard de l'auteur sur les faits. Celui-ci, l'auteur se livre à une mise en scène de ces faits et les critiques se poursuivent, à travers, par exemple, les expressions :

« Le consensus national autour du Plan real **a fini quasiment a détruire l'identité, déjà bien tenue, de la majorité des partis politiques**, phénomènes encore amplifiés par les **ralliements d'opportunistes** de tout poil. »

et les jugements sévères comme :

« Mais on a rarement vu au cours de l'histoire de la République brésilienne des périodes d'une telle **pauvreté dans la vie politique**. »

L'auteur est le seul dans le texte à avoir droit à la parole. Cette absence de prise de distance s'explique par le fait que ce texte a été extrait d'un éditorial et son nature n'est pas identifié. Ce texte est constitué, dans sa majeure partie, d'affirmations qui immergent le lecteur dans un marais d'opinions, de jugements de valeur, de préjugés qui peuvent déjà donner une idée préconçue d'un fait ou d'un groupement de faits.

Comme nous pouvons le remarquer, le rôle du journaliste dans le texte n'est pas seulement le rôle d'être auteur mais aussi « d'un pourvoyeur d'information (médiateur, témoin) ; révélateur d'information ; interprète des événements et enfin expliciteur se rêvant éducateur d'opinion publique »¹

¹ CHARAUDEAU (Patrick), le discours d'information médiatique – la construction du miroir social. Nathan, Noisy-le-Grand. 1997, page 87.

b- Les acteurs institutionnels et politiques

Dans le corpus analysé, la politique est le sujet numéro un quand il est question du Brésil. La vie du plus grand pays d'Amérique latine est, de préférence, son « faire politique ». Le Brésil, « huitième économie mondiale », « pays continental », « économie émergente du scénario mondial » possède avant tout des groupes politiques qui décident de la vie du pays ; la situation que vivent les citoyens ordinaires est surtout le reflet du jeu politique de la classe dirigeante.

Il faut partir de l'analyse de ce jeu politique pour comprendre la vie du peuple brésilien. Ainsi, dans l'article n° 371 du 11 au 17 décembre 1997 du *Courrier International*, pour parler du mouvement culturel tropicaliste et de l'incarcération du chanteur brésilien Gaetano Veloso.

Deste jogo político se parte para a compreensão da vida do povo brasileiro, por exemplo, no artigo do *Courrier International*, n° 371 du 11 au 17 décembre 1997, il part d'une action du président de l'époque pour arriver au fait :

« Le président Costa et Silva qui, en 1968, fait fermer le Congrès et signe la Loi institutionnelle n° 5, qui révoque le mandat des parlementaires et inaugure la phase la plus dure du gouvernement militaire ».

Le procédé en question se justifie par le fait que ce mouvement de contestation du système politique au Brésil a été principalement réprimé pendant la période où le président a signé le décret et à partir du moment où le Brésil a commencé à vivre cette situation.

Nous pouvons encore trouver un exemple de cette relation de cause à effet dans une citation extraite du « bloc-notes d'Alexandre Adler » du *Courrier*

International : l'éditorial explique que la situation de « renaissance » que vit le pays aujourd'hui est due au « centre gauche de Fernando Henrique Cardoso **qui s'est imposé à une droite libérale impuissante à pacifier politiquement le pays** » ainsi qu'à ses technocrates issus de la gauche marxiste [qui] parviennent à gérer au plus près le compromis national nécessaire à l'enracinement de la démocratie. »

De même, pour parler du racisme et de la situation du noir au Brésil, dans l'article n° 385, « le réveil afro-brésilien a sonné », du *Courrier International*, provenant de « Newsweek » de New York, l'auteur évoque l'expérience d'un ministre brésilien pour illustrer le thème :

« Grand, digne, les cheveux grisonnants coupés court, Edivaldo Brito est l'image même du calme. Mais l'indignation transparaît dans sa voix quand il parle de sa dernière rencontre avec la police de São Paulo, cinquième incident de ce genre en moins d'un an. « *J'étais dans ma voiture officielle, qui a une plaque noire distincte indiquant mon rang* » raconte-t-il. Pourtant, on l'a fait sortir de son véhicule mains en l'air et on l'a retenu ainsi dans la rue pendant près d'une heure. N'importe qui aurait trouvé un tel traitement scandaleux. Mais pour M. Brito, ministre de la justice de São Paulo, professeur de droit et ancien maire de Salvador (Etat de Bahia), cette mésaventure avait un autre sens : elle confirmait le regrettable statut des Noirs au Brésil. Tout ce qu'a vu l'agent prêt à l'arrêter, poursuit M. Brito, c'est « *c'est une voiture de luxe occupé par trois noirs – mes gardes du corps et moi* » Et le représentant de la loi est parti du principe que c'était une voiture volée. « *J'ai essayé de lui expliquer l'importance de ma position, mais il ne m'a pas cru* ». Alors que le policier lui-même était noir, il « *avait des préjugés* ». »

Ce qui est intéressant, c'est que pour parler de ce problème, l'auteur l'illustre d'exemples de personnages politiques, alors que le racisme au Brésil touche particulièrement les classes les plus pauvres de la population. Parmi les

personnages qu'il cite, on trouve : **Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil ; Le ministre des Transports, Eliseu Padilha ; le ministre des sports, Pelé, et Le chef de M. Brito, Celso Pitta, maire de São Paulo.**

En ce qui concerne le *Monde Diplomatique*, Fernando Henrique Cardoso est le personnage numéro un des critiques que le journal adresse à la politique néolibérale du Brésil. Dans l'article « La résistance des sans terre du Brésil » de septembre 1997, ce sont « les douteuses alliances politiques du président de la République, M. Fernando Henrico Cardoso » qui interdisent toute réelle tentative de réforme sociale ».

Dans l'article « Le pacte des élites » d'octobre 1998, l'auteur fait un historique des personnages politiques suivants :

- Le président Fernando Henrique Cardoso
- Getulio Vargas, dictateur entre 1930 et 1945
- Tancredo Neves, élu en 1985 par le Collège électoral
- José Sarney qui remplace Tancredo Neves
- Fernando Color de Mello qui succéda à José Sarney en 1989
- M. Itamar Franco jusqu'à l'élection du ministre de l'Economie, M. Fernando Henrique Cardoso, etc.

La grande différence avec les autres articles dans le traitement donné ici aux personnages politiques, c'est que, dans *Le Monde Diplomatique*, ils apparaissent comme faisant partie d'un groupe d'élite et comme responsables de la situation du pays. Dans l'autre, ils apparaissent à peine comme des hommes politiques ou comme des porte-parole d'une réalité à expliquer.

Les deux journaux ont pour centre des débats la vie politique du Brésil ; le lecteur a un certain nombre d'informations sur la façon dont se fait le jeu politique

dans le pays. Ce qui les différencie, c'est la façon de présenter les faits qui varie en fonction de la tendance politique de chacun.

De l'homme politique, nous passons au traitement donné aux citoyens ordinaires de la vie du pays. Ils sont souvent présentés comme des personnages secondaires, passifs devant jeu politique.

Selon Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *dans Le journal quotidien*, pour répondre à la question de savoir comment le journal fait croire qu'il reproduit la réalité, il est nécessaire de déterminer trois niveaux d'analyse : « le premier niveau est celui des structures « de surface » : les lexiques, l'ordonnance des descriptions, etc. Le second niveau repose sur des structures plus « profondes » : ce sont les séquences types, les syntagmes narratifs, les groupements actantiels dans l'organisations des personnages, etc. Le troisième niveau met en relation des deux premiers [...]. Il apparaît que le discours informatif a tendance à mimer les discours qu'il reproduit, ce qui revient à dire qu'il établit une relation entre un lexique et un personnage ».

Pour des raisons méthodologiques, nous nous situons au niveau de l'analyse des groupements actantiels. Le procédé le plus fréquent pour identifier ces personnages, c'est de faire leur biographie :

*« ...auparavant lié à Leonel Brizola, l'ex-gouverneur de Rio de Janeiro, et aujourd'hui proche de l'ancien ministre Ciro Gomes, du Parti Social-démocrate du Brésil (PSDB) » (« GAUCHE, LE GRAND VIRAGE LIBERAL », *Courrier International* n° 349) ;*

*M. Brito, ministre de la justice de São Paulo, professeur de droit et ancien maire de Salvador (Etat de Bahia) (« Le réveil afro-brésilien a sonné », *Courrier International*, n° 385) ;*

« CRISTOVAM BUARQUE

*Le gouverneur du District fédéral de Brasilia est un homme politique qui monte. Cet ingénieur titulaire d'un doctorat en économie obtenu à Paris a été en 1994 l'un des deux membres du parti des travailleurs (PT) élus pour la première fois à un poste aussi élevé. A 53 ans, Cristovam Buarque est avant tout un homme de gauche qui tient à son indépendance et qui n'hésite pas à contredire les dogmes du parti trotskiste. Il n'est pas contre les privatisations et n'hésite pas à recourir à la force dans la capitale. Son credo : une administration efficace au service d'un gouvernement attaché aux programmes sociaux. » (« Nouveaux Visages, nouvelle impulsion », *Courrier International* n° 385) » ;*

« Francisco Correa Weffort, 61 ans, docteur en sciences politiques de l'Université de São Paulo (USP), est ministre de la Culture et auteur de *Qual Democracia ?* (*Companhia das Letras*, 1992), entre autres ouvrages. » (*Courrier International* n° 400) ;

« Cette augmentation du nombre d'enlèvements fait lancer un cri d'alarme à M. Ruben Dario Raminéz, directeur du Programme présidentiel pour la défense de la liberté personnelle. » (« En Amérique latine, l'industrie des enlèvements », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1997) ;

« Et les enquêtes récemment effectuées chez les salariés de Fiat (1) n'enregistrent pas les grondements sourds d'avant-révolte, mais évoquent plutôt le ronflement tranquille d'un moteur bien rodé. Note : (1) « Solange Maria Pimenta, " Le Tournant de la Fiat Mineira, travail, imaginaire et citoyenneté dans l'expérience des travailleurs ", thèse de doctorat, Paris-I, Institut d'études du développement économique et social, 1996.("Dans les laboratoires de l'exploitation", *Le Monde Diplomatique*, janvier 1997

« Maintenant, ce sont les salariés qui, individuellement, demandent le privilège d'être exploités et, en entrant dans ce type d'organisation, de devenir des citoyens de première catégorie (3). Note :(3) Lire Robert Cabanes, Jean Copans, Monique Selim, Salariés et entreprises dans les pays du Sud, contribution à une anthropologie politique, Karthala, Paris, 1995 ; et Robert Cabanes, Bruno Lautier, Profils d'entreprises au Sud, les politiques de gestion face aux cultures et aux statuts, > Karthala, Paris, 1996. ("Dans les laboratoires de l'exploitation", *Le Monde Diplomatique*, janvier 1997.

c- Simples particuliers

La préférence des sujets pour le champ politique dans la presse analysée a pour conséquence que le personnage politique occupe une place principale dans les textes. Nous nous proposons d'abord d'analyser le groupe des « acteurs » qui sont en marge du champ politique. Ces groupes occupent un rôle secondaire dans les textes qui ont le Brésil pour sujet. Ils sont traités comme des sujets passifs dans le jeu politique brésilien. Ils sont utilisés pour renforcer le discours politique ou pour illustrer le fait commenté par un expert.

Ils renforcent aussi l'effet de réel dans le texte en participant au partie du procès de description de la réalité. Presque toujours, ils sont cités comme élément d'un groupe, comme un résultat statistique, ou sont insérés dans une collectivité. Ils ont de fait une fonction d'illustration.

Dans les textes étudiés, rares sont les exemples où ces personnages ont droit à la parole. Un de ces rares exemples se trouve dans l'article « Face à la misère, le ciel se fait attendre », du prêtre progressiste Leonardo Boff, *Courrier International* n°350, du 17 au 23 juillet 1997, extrait du journal *PAGINA 12*, de Buenos Aires.

Le texte raconte les expériences du prêtre avec les enfants pauvres du Brésil. Les personnages sont : Lucio, un jeune âgé de 16 ans - il est le personnage principal - mort à 16 ans et Ziza, la mère de Lucio. Ce texte est l'un des rares où il n'y a pas d'analyse d'experts, d'intellectuels ou d'hommes politiques. La fonction des personnages dans ce texte est d'« ancrer » ce qu'ils représentent dans la réalité..

Nous choisissons cet exemple parce que, dans ce texte, les personnages reçoivent un autre traitement que dans le texte journalistique. Le texte, comme

nous l'explique la note de fin, « a été extrait du livre, à paraître sous le titre espagnol, El recipiente de la inmundicia que Dios no hizo (le réceptacle des immondices que Dieu n'a pas créées). ». Cet exemple nous sert aussi à mettre en relief la différence de traitement donné aux personnages dans le texte journalistique et dans la littérature.

Un autre exemple où le gens « ordinaires » sont mis en relief, c'est quand ils illustrent une situation qui sera analysée plus tard par un personnage expert. Dans « **Sainte Edwige, sauvez-nous des créanciers** », du *Courrier International* n° 378, texte extrait du WASHINGTON POST, les personnages : « Maria, blanchisseuse de 31 ans » et « Marcelo Ferreira de Santana, 22 ans, un commerçant a forte carrure qui a récemment eu recours à la sainte... » illustrent le texte qui parle de la situation économique du pays. Leur rôle est d'illustrer la croyance en la sainte protectrice de gens endettés. Tous les deux n'ont pas besoin d'expliquer pourquoi ils sont là, mais ils illustrent le « fléau de l'endettement » qui sera expliqué par quelque économiste.

C'en est de même dans « Modernisation économique, difficultés sociales » du *Courrier International*, n° 385, dans l'article extrait du THE WASHINGTON POST, où « Maria Iracema da Silva a peur. Agée de 61 ans, elle habite un quartier ouvrier de São Paulo, troisième ville du monde par sa taille. Fonctionnaire, jouissant de la sécurité de l'emploi, elle a vécu pendant des années l'esprit tranquille. Elle a travaillé la majeure partie de sa vie comme secrétaire dans un lugubre immeuble de bureaux de l'administration. ». Cette dame est là pour servir d'exemple pour que « les économistes » et « Pedro Malan, ministre des Finances » expliquent la situation économique du Brésil.

L'autre point à remarquer est le cas où ces personnages n'ont pas de nom, de carrière historique, etc. Ils font partie d'un échantillon, d'une collectivité, d'un groupe social, politique, ethnique ou de résultats d'enquêtes et de recensement :

« **Les Brésiliens qui ont peur et ont déclenché des manifestations violentes** » (« Modernisation économique, difficultés sociales » du *Courrier International*, n° 385, du 19 au 25 mars 1998, article extrait du WASHINGTON POST) ;

« **des partisans du changement** » (*Courrier International*, n° 385, du 19 au 25 mars 1998, extrait du WASHINGTON POST) ;

« **La société civile** » (« Cardoso au secours du real », *Courrier International* n° 368, du 20 au 26 novembre 1997, extrait du journal « FOLHA DE SAO PAULO ») ;

« **2,8 millions de jeunes** qui se disputeront les 616 000 places dans les facultés et les universités brésiliennes », « Stress et bachotage entre prozac et chocolat » (*Courrier international* n° 394, du 20 au 27 mai 1998, extrait du magazine VEJA de São Paulo) ;

« les enfants d'Amérique latine qui « sont désavantagés par les carences de l'école publique » (« Les carences de l'école freinent l'expansion », *Courrier International* n° 396, du 4 au 10 juin 1998, extrait du NUEVO HERALD de Miami ») ;

« Les travailleurs latino-américains qui ont passé en moyenne cinq ans sur les bancs de l'école, contre neuf en Asie de l'Est et douze aux Etats-Unis. » (« Les carences de l'école freinent l'expansion », *Courrier International* n° 396, du 4 au 10 juin 1998, extrait du NUEVO HERALD de Miami) ;

« Les chefs d'entreprises qui « savent que le bas niveau d'instruction de leurs salariés les empêche de recruter du personnel formé à l'étranger, mais aussi qu'il explique en grande partie l'opposition au libre-échange. » (« Les carences de

l'école freinent l'expansion », *Courrier International* n° 396, du 4 au 10 juin 1998, extrait du EL NUEVO HERALD de Miami) ;

« 45 000 visiteurs venus de l'étranger » (« Stalone et Gates, touristes incognito en Amazonie », *Courrier International* n° 396, du 4 au 10 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« 2 000 touristes brésiliens » (« Stalone et Gates, touristes incognito en Amazonie », *Courrier International* n° 396, du 4 au 10 juin 1998, extrait du magazine VEJA de São Paulo) ;

« 80 000 Sud-Coréens qui vivent au Brésil » (Les Sud-Coréens, nouveaux dragons de São Paulo, *Courrier international* n° 397, du 11 au 27 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« Les immigrants coréens qui forment une colonie importante au Brésil. » (« Les Sud-Coréens, nouveaux dragons de São Paulo », *Courrier international* n° 397, du 11 au 27 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« Les Sud-Coréens qui se sont embarquées pour le Brésil dans les années 60 » (« Les Sud-Coréens, nouveaux dragons de São Paulo », *Courrier international* n° 397, du 11 au 27 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« Les 5 millions de Sud-Coréens qui vivent à l'étranger » (« Les Sud-Coréens, nouveaux dragons de São Paulo », *Courrier international* n° 397, du 11 au 27 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« Le 1 million de Sud-Coréens qui vivent aux Etats-Unis » (« Les Sud-Coréens, nouveaux dragons de São Paulo », *Courrier international* n° 397, du 11 au 27 juin 1998, extrait du magazine VEJA, de São Paulo) ;

« 24% des personnes interrogées qui estiment qu'il est le meilleur joueur de l'équipe devant, Dunga et César Sampaio (selon une enquête de l'Institut GPP, réalisée au lendemain de la rencontre Brésil – Chili.) » (« Cafu bat Ronaldo », *Courrier International*, n° 400, du 2 au 8 juillet 1998, extrait du journal O Globo, do Rio de Janeiro)

Dans les articles du *Monde Diplomatique*, nous observons que ce type de classification est moins fréquent. Le journal utilise plutôt le terme « secteurs » :

« ...elle mit fin à l'hégémonie des **secteurs exportateurs de matières primaires...** » (« Le pacte des élites », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998).

« ...tout en faisant peser la charge sur les **secteurs populaires..** » (« Le pacte des élites », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998).

« Cette recolonisation rencontre cependant une puissante résistance dans tous **les secteurs de la société** » (« Recolonisation programmée au Brésil », *Le Monde Diplomatique*, mars 1999).

En guise de conclusion, nous constatons la prédominance du personnage politique quand il s'agit de raconter le Brésil. L'homme politique est le personnage central de la réalité du Brésil. A côté de ce personnage nous trouvons le personnage institution qui a une fréquence non négligeable dans le texte. Dans l'article « Recolonisation programmée au Brésil » du *Monde Diplomatique* de mars 1999, ce que nous remarquons est le jeu constant entre les institutions, par exemple :

« les investisseurs » ;

« le Fonds monétaire international » ;

« le capital étranger » ;

« les secteurs de la société » ;
« le gouverneur de l'institut d'Emission » ;
« les créanciers du Brésil » ;
« le gouverneur nouvellement élu » ;
« les spéculateurs » ;
« les institutions de Washington » ;
« l'équipe économique » ;
« le gouvernement » ;
« la population » ;
« les syndicats » ;
« l'Association commerciale » ;
« les « organisations de tout type », etc.

Notre but , en faisant cette analyse, est d'identifier ces personnages qui racontent, qui font, qui créent la réalité du Brésil selon la presse internationale française. En partant de l'identification de ces « agents relais », ¹ nous prétendons arriver au point central de notre recherche qui est la transmission de la réalité présentée par ces agents. A partir de cette réalité, nous pensons étudier la situation du lecteur comme récepteur du message.

Dans la prochaine partie, nous essaierons de rendre compte de la parole des personnages identifiés, de voir comment elle est traitée dans le texte et quel type d'effet elle peut produire dans la formation de l'opinion des lecteurs.

¹ LASWELL, Harold D. *Structure et fonction de la communication dans la société* (1948). Article paru dans *Sociologie de l'information, textes fondamentaux, rassemblés et commentés par Francis Balle et Jean Padioleau*, Larousse, Paris, 1973, et repris de l'ouvrage de Lyman Bryson, *The Communication of Ideas* (Harper, New York, 1948, 296 P.)

Deuxième partie

La parole

1- La parole dans le texte

Nous passons maintenant au traitement de la parole dans le texte journalistique qui a pour sujet le Brésil dans la presse internationale française. Nous rappelons que nous partons du principe que la formation de l'opinion à travers le message écrit est un procès de communication et que communiquer, c'est « toujours faire avec : composer avec les autres sujets (à la fois rivaux et complémentaires) de l'interaction, comme avec les infrastructures du corps, de codes, des médias et des institutions qui amplifient et ou relaient tel message »¹

Dans cette deuxième étape, nous nous occuperons du traitement par la presse internationale de la parole des sources d'information dans le procès de la communication concernant la transmission du message entre le journaliste et son public. Nous nous limiterons au traitement donné par les auteurs à la parole de l'autre, à sa source. Ce traitement est pour nous révélateur de l'univers du procès d'argumentation à travers le discours de l'autre. Dans un premier temps, nous identifierons le sujet qui parle, nous examinerons de qui il s'agit et la raison pour laquelle il est dans le texte. Ainsi, nous essaierons de répondre à la question de savoir qui a droit à la parole dans ce type de presse.

Dans un deuxième temps, nous traiterons de l'exploitation de la parole de ces sujets par les auteurs de textes journalistiques. Nous verrons comment ils utilisent cette parole pour décrire une réalité. Enfin, nous consacrerons une partie au mécanisme de la citation. Cette analyse nous fournira des éléments nécessaires pour établir un rapport entre le sujet qui parle et l'utilisation de sa parole.

¹ BOUGNOUX, Daniel. *Sciences de l'information et de la communication*. Textes Essentiels, Larousse, Paris, 1993, P. 466.

1- Qui a le droit à la parole

Selon Heinz Von Foerster, nous construisons notre environnement à partir de notre capacité de perception du monde¹. Pour lui « l'environnement, tel que nous le percevons, est notre invention ». En partant de cette affirmation, nous nous permettons de supposer que l'action de parler est alors l'action de construire une réalité.

Le sujet qui parle est responsable de la recréation d'une réalité. Le mot « information » trouve son origine dans l'acte de donner forme à une réalité. Informer, c'est alors construire et reconstruire. Transmettre une réalité c'est donc la construire. Ceux qui parlent peuvent-ils alors être qualifiés de constructeurs de la réalité au Brésil ?

Dans cette phase de notre travail, nous identifierons les sujets qui ont droit à la parole dans la presse envisagée. Ce sont les auxiliaires dans le procès de construction d'une réalité que le journaliste essaye de transmettre au lecteur. Quand le sujet est la presse internationale, cette transmission d'une réalité devient plus forte.

Harold Laswell, dans son article « Structure et fonction de la communication dans la société », examinant les problèmes de la société dans la communication humaine, identifie trois catégories de spécialistes :

« Un groupe qui enquête dans l'environnement politique de l'Etat, un second qui coordonne les réactions de l'ensemble de l'Etat à l'environnement, et un troisième qui transmet certains modèles de réponse des anciens membres aux

¹ BOUGNOUX, Daniel. *Sciences de l'information et de la communication*. Textes Essentiels, Larousse, Paris, 1993, P. 180)

néophytes. Diplomates, attachés et correspondants étrangers sont les spécialistes de l'environnement. Editeurs, journalistes et porte-parole coordonnent la réponse interne. Educateurs familiaux et scolaires transmettent l'héritage social »

Nous limiterons l'analyse aux premier et second groupes de médiateurs ayant pour base la transmission du message venu de l'étranger. Lasswell, dans son exposition, traite aussi de cet aspect. Il explique que dans ce type de communication, les informations venues de l'étranger passent par différentes chaînes dans lesquelles plusieurs émetteurs et récepteurs sont liés ; c'est le cas des messages émis par un diplomate ou un correspondant étranger qui peut passer par l'intermédiaire du bureau d'un éditorialiste et atteindre un large public. En suivant ce procès, nous pouvons constater que la parole de la source dans la presse internationale passe par plusieurs chaînes avant d'atteindre le lecteur.

a- Les journalistes

Nous avons déjà remarqué la présence du journaliste dans son texte à travers ses jugements, comme s'il était un éducateur de l'opinion publique. Nous souhaitons analyser la parole de cet auteur : « évidemment, le locuteur est impliqué dans chacun des choix qu'il fait à chaque instant : choix du lexique, choix syntaxique, et, plus évidemment encore, choix rhétorique »¹

Pour cela, nous partons du principe que la fonction du journaliste, dans un certain sens, consiste particulièrement à « construire un discours à partir d'autres discours »². Ainsi le choix de ses sources est un facteur qui indique aussi sa présence. Il choisit ceux qui peuvent faire partie de son discours.

Nous notons une différence entre les deux journaux analysés : le *Courrier International* est un journal qui publie surtout des textes extraits de la presse locale. Il transmet le discours d'un autre journal qu'il identifie lui-même :

1 - A FOLHA DE SÃO PAULO 400 000 ex., quotidien. Née au début du siècle, « la Feuille de São Paulo » a fait une cure de jouvence au début des années 80 avec pour maîtres mots : objectivité, modernité, ouverture, et pour point fort : l'économie.

2 - GAZETA MERCANTIL 100 000 ex., Brésil, quotidien. Fondé en 1928, sérieux et informé, c'est incontestablement le journal des décideurs paulistes.

¹ Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.) (p.37)

² Ibid

3- REPUBLICA 70 000 ex., Brésil, mensuel. Edité à São Paulo, ce magazine d'informations générales et politiques s'adresse à la nouvelle élite brésilienne. Créé en 1996, son ambition est de devenir rapidement hebdo.

4- VEJA 800 000 ex., Brésil, hebdomadaire. Le plus grand newsmagazine brésilien dépasse largement son électorat pauliste. Sa rigueur, son mordant et son excellente couverture de l'économie et de l'international le rendent indispensable à l'ensemble des cadres supérieurs et moyens du Brésil.

5- ISTO E 500 000 ex., Brésil, hebdomadaire. « C'est-à-dire », né en 1980, est l'organe critique de la société brésilienne, le poil à gratter de centre gauche produit à São Paulo¹.

La presse locale dont les textes sont extraits exprime une opinion moins critique que les textes issus de revues internationales comme *The Wall Street Journal*, *The Washington Post*, *Newsweek*, tous trois de New York, *Pagina 12* et *Clarín*, tous deux de Buenos Aires.

La signature et l'identification de la provenance par le propre *Courrier International* donne plus de force à l'authenticité des articles. Un problème se pose : le journal en question publie un discours qui n'est pas le sien ; ainsi il court le risque de propager des visions idéologiques² qui ne lui sont pas propres.

¹ Ces explications sont extraites du « *Courrier International* » dans la section « Les sources de *Courrier International* cette semaine »

² Nous partons du principe qu'un journal est un appareil idéologique de l'information et aussi que chaque individu doté d'une conscience qui croit aux idées que sa conscience lui inspire agit en accord avec ces idées. En même temps, « on peut penser avec Althusser, que l'homme, animal économique et politique, est aussi un « animal idéologique » « L'idéologie imprègne toutes ses activités[...] elle est présente dans les attitudes et les jugements politiques... » (« Théorie et politique » : Luis Althusser, *Positions*, Editions Sociales, Fayard, Paris, 1974 (p. 199)

Dans *Le Monde Diplomatique*, l'effet d'authentification se fait à la fois par la signature de l'auteur et par l'identification des personnages dans les notes de fin :

« Par Carlos Gambetta, journaliste, Barcelone » (« Tempête sur les économies d'Amérique latine », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1998)

« Par notre envoyé spécial Philippe Revelli, journaliste ».

« Par Emir Sader, professeur de sociologie à l'université de São Paulo et à l'université de l'Etat de Rio de Janeiro » (« le pacte des élites », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998)

« Par DAMIEN HAZARD » (« Portion congrue pour les droits humains », *LMD*, octobre 1998)

« Par MARIANO AGUIRRE » (Directeur du Centro de Investigación para la Paz, Madrid). Chercheur au Transnational Institute, Amsterdam).

Le fait que les auteurs choisissent qui peut parler dans leur texte, ou qui a compétence pour exposer un sujet déterminé permet la sélection d'un discours comme l'expliquent les auteurs Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu dans *Le journal quotidien* :

« La signature d'un journaliste en bas d'un article constitue un élément de la stratégie du journal, elle contribue à produire un effet de sens, mais elle risque d'occulter le fait que cette question (qui parle ?) est beaucoup plus générale et porte d'abord sur le choix de ce qui sera ou de ce qui fera l'information »

Pour illustrer notre analyse, nous comparerons deux textes de chaque journal. Les deux articles ont pour point commun la même période de publication.

Les deux évoquent la situation économique du Brésil pendant la période des élections présidentielles d'octobre 1998. La façon de se positionner par rapport à la politique de Fernando Henrique Cardoso est pour nous révélatrice de la présence des auteurs dans leur texte, essayant de convaincre, de rendre acceptable une opinion :

La différence de position des deux auteurs se manifeste, dans un premier temps, dans la titraille :

Le Monde Diplomatique, novembre 1998.

Surtitre : « Malgré les sacrifices imposés aux populations »

Titre : « Tempête sur les économies de l'Amérique latine »

Chapeau : « C'est sur fond de naufrage financier que les Brésiliens se sont rendus aux urnes le 4 octobre dernier. M. Fernando Henrique Cardoso, le favori des libéraux brésiliens et étrangers, ayant été réélu et l'effondrement du Brésil risquant de provoquer une récession sur tout le sous-continent, le FMI devait accorder à Brasilia, à la fin octobre, un prêt « historique » de plus de 30 milliards de dollars. Mais un ajustement drastique devra suivre, peu soucieux des énormes problèmes sociaux, car ce sauvetage n'a qu'un but : rassurer les marchés financiers »

Courrier International, n° 451 du 15 au 21 octobre 1998

Titre : « BRESIL Le président Cardoso a rendez-vous avec l'histoire »

Chapeau : « Fernando Henrique Cardoso vient d'être réélu président du Brésil. Une performance. Mais, dans le contexte de crise financière mondiale, il se doit d'être un chef d'Etat visionnaire et exceptionnel. »

Dans le surtitre du *Monde Diplomatique*, nous remarquons de quel discours il s'agit dans le texte. Le lecteur a comme premier contact le fait qu'il y a une population opprimée à laquelle sont imposés de lourds sacrifices. Ensuite le

titre annonce une tourmente sur les mêmes populations déjà opprimées. Pour sa part, le *Courrier International*, annonce le résultat d'« une performance ». Le sujet central est la victoire, la compétence, la louange d'un personnage.

La différence entre les deux est révélatrice du « cadrage » fait par un énonciateur qui est présent dans le texte. Dans *Le Monde Diplomatique*, la cause de la tempête peut être associée aux énonciations : sacrifice imposé + tempête + la réélection de Fernando Henrique Cardoso et effondrement du Brésil. Par ailleurs, pour le *Courrier International*, Fernando Henrique a été réélu justement parce qu'il existe une crise accidentelle indépendante de son administration antérieure. Son nom peut être associé à l'énoncé « chef d'Etat visionnaire et exceptionnel » qui « a terrassé l'hyperinflation et modernisé le pays ».

Nous prenons pour preuve le titre parce qu'il est hors de sa fonction d'organisation du texte. Dans la page, il est le premier indicateur de la valeur d'une information. C'est lui aussi qui « supporte la valeur illocutoire du discours du journal »¹ Il constitue aussi le premier contact du lecteur avec la réalité présentée dans le texte.

Les faits sont les mêmes ; ce qui diffère est le « cadrage » des articles. Selon *Le journal quotidien*², chaque événement est un fragment extrait d'une totalité. Ce que nous identifions dans les deux textes sont des extraits différents d'une même réalité. Ce qui, pour le *Courrier International*, est « Un homme d'Etat visionnaire [...] un homme politique compétent et un président correct », est pour *Le Monde Diplomatique* un président qui fait de « douteuses alliances politiques qui interdisent toute réelle tentative de réforme sociale » (*Le Monde Diplomatique*, « La résistance de « sans-terre » du Brésil », septembre 1997)

¹ Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.) (p. 66).

² Ibid

b- les acteurs politiques

Comme nous avons identifié la prédominance de la politique dans l'ensemble des sujets qui constituent notre corpus d'analyse, nous identifions la prédominance du discours politique dans l'ensemble des paroles analysées. Nous nous proposons de porter une attention particulière au traitement donné aux voix de ces personnages dans le texte.

Comme procédé, nous adopterons la comparaison entre deux textes des deux journaux analysés. Les textes choisis ont comme ressemblance l'approche de la question foncière au Brésil. Ce débat a une fréquence importante dans la presse internationale. D'abord, nous fournissons quelques pistes pour la compréhension de la situation agraire au Brésil :

La superficie du Brésil est de 8.511.965 m² ; plus ou moins la moitié de cette superficie, quelque 400 millions d'hectares, est considérée comme propre à l'utilisation et au développement agricole. Actuellement seuls 60 millions d'hectares sont utilisés dans la culture régulière des grains. Le reste se trouve en état d'improductivité, abandonné.

Il s'y trouve 4.800.000 familles de travailleurs ruraux sans terre. Cette inégalité dans la distribution des terres est la cause de plusieurs conflits qui, entre 1964 et 1995, ont causé 1635 victimes mortelles dans les différents Etats brésiliens. La question de la réforme agraire a commencé à faire l'objet de débats à partir de la Constitution de 1946, suite au mouvement de démocratisation qu'a vécu le Brésil après la deuxième Guerre Mondiale.

Si nous examinons comment les quatre derniers présidents de la République gèrent la question de la réforme agraire, on constate que cette question est souvent utilisée comme stratégie.

Dans l'article « La résistance des « sans-terre » du Brésil » du *Monde Diplomatique*, septembre 1997, la voix du personnage politique est utilisée soit pour ajouter une voix dans le débat, soit pour analyser politiquement la question.

Le premier personnage ayant droit à la parole, identifié dans le débat, est le journaliste lui-même : « notre envoyé spécial Philippe REVELLI ». Ensuite, l'actrice de télévision Patricia Pillar, représentante de l'institution télévision, qui, au Brésil, représente de plus près la société brésilienne.

« La télévision répond parfaitement à deux objectifs internes : celui des modèles sociaux conformes aux idéologies politiques du moment et celui de répondre à une certaine demande du public brésilien, [...] elle répond admirablement à l'énorme demande d'émotion et d'affectivité du peuple »¹

La voix de l'actrice, dans le texte, est utilisée comme un simple constat d'injustice. Son discours est le discours de quelqu'un qui ne comprend pas bien la situation. Elle réclame un débat, une aide extérieure, et exprime son incapacité à réfléchir seule.

« Au Brésil, la répartition de la terre est injuste ; en débattre constitue déjà une aide pour nous »

L'autre personnage institutionnel qui a la parole dans le débat est la Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB). Dans leur discours, ils ne font pas une simple constatation mais une analyse des causes et des conséquences. Leur parole est utilisée dans le texte pour illustrer une analyse qui est déjà faite par l'auteur du texte lui-même.

¹ PEBAYLE, Raymond, *Le Brésil, Que sais-je ?*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, 125 p.

Plus loin, l'institution église a encore une fois droit à la parole : " J'ai entendu la clameur de mon peuple ». Cette déclaration est présentée par l'auteur comme « un nouvel engagement de la hiérarchie catholique ». Ce que nous pouvons remarquer est l'effet d'authenticité que cette parole provoque dans le contexte du débat.

Ce courant de l'église catholique brésilienne fait partie d'une nouvelle réflexion appelé « théologie de la Libération » qui a été élaborée par des hommes laïques et religieux. Elle a comme principal but d'encourager et d'organiser la lutte des pauvres pour leur propre libération. Pour cela, ils se servent d'éléments de la théorie marxiste de la lutte des classes¹.

Nous pouvons ainsi constater que le choix de cette institution pour authentifier le texte est dû à l'identification idéologique de l'auteur avec le discours de l'institution en question. Il réunit plusieurs discours semblables pour n'en former qu'un seul qui sera renforcé par cette union.

La parole de l'institution église se fonde aussi sur la parole des experts comme l'économiste Celso Furtado, le sociologue José de Souza Martins, et des dirigeants du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre. Ces discours ont des ressemblances idéologiques.

D'autre part, dans le *Courrier International*, n° 385, du 19 au 25 mars, texte extrait du magazine *Veja*, de Sao Paulo « La réforme agraire avance à prix d'or », les personnages changent parce qu'il existe aussi un changement de discours. Le premier point de divergence qui indique une opposition idéologique apparaît dans le chapeau de chacun des articles où le jeu de causes et conséquences se différencie.

Dans le chapeau du *Monde Diplomatique*, la question de la réforme agraire au Brésil est retardée par les « Les douteuses alliances politiques du président de la République, M. Fernando Henrique Cardoso, qui interdisent toute réelle tentative de réforme sociale ». Dans l'article du *Courrier International*, extrait du magazine brésilien, la cause du retard est due aux « étranges alliances entre les représentants des sans-terre et les gros propriétaires ».

Les personnages aussi sont différents dans le *Courrier International* : le premier à parler est le président de l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA), Milton Seligman. La fonction de sa parole est justement d'annoncer que le gouvernement a l'intention « d'inverser la situation ». Comme nous pouvons le remarquer, les personnages se différencient en fonction du discours des auteurs.

Dans *Le Monde Diplomatique*, ceux qui parlent du côté des institutions sont les analystes politiques, les économistes, la conférence d'évêques progressistes, les sociologues qui portent un jugement critique sur les institutions elles-mêmes, et qui critiquent l'Etat qui, selon eux, est responsable des inégalités dans la distribution des terres au Brésil. Dans le *Courrier International*, on note une inversion : l'institution critique la société qui fait mauvais usage des mesures pour mettre fin à l'inégalité.

¹ ibid

c- Les simples particuliers

Comme nous l'avons remarqué dans la partie où nous avons identifié la présence de ces personnages, leur fonction dans le texte est d'être une ressource supplémentaire de l'effet de réel. En parlant d'eux, on parle des groupes dans lesquels ils sont insérés : des secteurs de la société, des résultats d'enquêtes, des recensements, etc. Maintenant, nous nous proposons de nous charger de l'analyse de leur voix. Est-ce qu'ils ont vraiment droit à la parole dans le texte ? Si oui, comment leur parole est-elle traitée ? Est-ce qu'ils participent au débat sur le Brésil dans la presse écrite internationale ? Telles sont les questions que nous nous posons avant de commencer cette tâche et auxquelles nous espérons répondre au cours de notre analyse.

Quand nous réfléchissons à la fonction que ces sujets ont dans le texte, nous nous demandons si leur présence dans le texte est plus importante que leurs opinions et leur parole. Dans les articles analysés, nous trouvons bien sûr des exemples où leurs voix sont écoutées. C'est le cas dans les exemples suivants :

(1) « Les populations indigènes affirment qu'« avec l'ayahuasca elles entrent en contact avec l'esprit de la plante qu'elles veulent connaître : l'esprit se manifeste et leur dit à quoi elle sert » (*Courrier International* n° 395 du 28 mai au 3 juin 1998, « AMAZONIE Un hallucinogène au secours de drogués », Pedro Lipcovich, PAGINA 12, Buenos Aires)

(2) Viviane Kunisawa, une lycéenne âgée de 17 ans, affirme que « ce concours l'obsède jour et nuit ». (*Courrier International* n° 394 du 20 au 27 mai 1998, BRESIL Stress et bachotage entre Prozac et chocolat, Valéria França et Roberto Paixão, *Veja*, São Paulo)

(3) A 26 ans, Jerusa Novaes, originaire de l'Etat du Ceará [nord-est du Brésil] [...] : « *Je suis une travailleuse de la mondialisation* », se félicite Jerusa. [...] « *J'ai envoyé mon CV et ils m'ont appelée immédiatement* » dit-elle. (*Courrier International* n°380 du 12 au 18 février 1998, « BRESIL Microsoft embauche des informaticiens brésiliens », Manoel Fernandes, VEJA, São Paulo)

(4) Maria, blanchisseuse de 31 ans [...] : « *Sainte Edwige fait des miracles, elle va avoir pitié de moi* », lance Maria, sûre que la sainte va l'aider à sortir de la spirale de l'endettement [...]

« *Je ne peux même plus payer ma facture d'eau, mais sainte Edwige va me tirer d'embarras* », murmure Maria, qui s'avoue trop gênée pour dire son nom.

« *Je suis sûre qu'elle va m'entendre.* »

(*Courrier International* N° 378 du 29 janvier au 4 février 1998, « Sainte Edwige, sauvez-nous des créanciers. », Anthony Faiola, The Washington Poste (de São Paulo).

Selon Danielle Laroche-Bouvy¹, les citations dans le journal sont des recours qui proviennent de deux types de sources : textes écrits et déclarations orales. Ces dernières ont une fréquence aussi importante dans les textes du *Courrier International* que dans *Le Monde Diplomatique*. En revanche, les citations des textes écrits sont plus fréquentes dans *Le Monde Diplomatique*.

Quand l'aspect est la parole des personnages, que nous appelons simples particuliers, les citations sont presque exclusivement des déclarations orales.

¹ LAROCHE-BOUVY, Danielle, *Emergence de l'interaction dans la presse écrite : fonction de la citation*, article publié dans *La presse, produit, production, réception*, sous la direction de Patrick Charaudeau, Collection « Langages, discours et sociétés, Didier Erudition, Paris, 1998.

Quant aux fonctions de ces citations, nous remarquons l'occurrence plus importante de la fonction de l'authenticité¹.

Dans le *Monde Diplomatique*, on peut identifier une fréquence plus importante de l'utilisation de la parole de simples particuliers que dans le *Courrier International*. Il y a des exemples où ces personnages font partie des résultats d'enquêtes mais, même de cette façon, ils ont droit à la parole. Mais nous remarquons que leur parole n'est jamais jugement ou opinion, elle est essentiellement destinée à illustrer une situation qui a été ou sera analysée plus tard, dans l'article. Ainsi, nous pouvons donner les illustrations suivantes :

(1) « Ce n'est certainement pas grâce à eux que, selon un sondage récent, 85% des habitants de la métropole *gaucha* connaissent l'existence du budget participatif, et que 80% d'entre eux déclarent que « *c'est une bonne chose* » (Démocratie participative à porto Alegre, *Le Monde Diplomatique*, août, 1998).

(2) « Mais à quelques kilomètres de là, 400 familles cultivent les terres de la *fazenda* San Bento et produisent du manioc, du maïs, des haricots... « *vingt-trois fois la police nous a expulsés*, raconte Mme. Edina Toreani, militante du MST, *La vingt-quatrième a été la bonne* » (La résistance des « sans-terre » du Brésil, le *Monde Diplomatique*, septembre 1998).

Dans ces cas, la citation de la parole des personnages a également pour fonction d'authentifier le discours de l'auteur du texte. Ils interviennent pour attester que la parole des spécialistes est valable. Toujours passifs, ils subissent l'action des personnages politiques. Parfois, dans le texte, ils sont présentés comme un peuple saturé par l'injustice, prêt à la révolte, mais aussi comme un peuple dupe qu'on peut manipuler et qui a besoin que quelqu'un le conduise.

¹ Selon l'auteur, la fonction de ce type de fonction est donc d'authentifier les propos rapportés et, dans

Dans la partie suivante de notre travail, nous analyserons un des derniers points essentiels : les mécanismes de citation. Nous pensons qu'ils constituent un des recours les plus expressifs utilisés par l'auteur d'un texte pour présenter une réalité. En identifiant le discours rapporté, nous achèverons l'analyse des éléments nécessaires à la confirmation nos hypothèses. Nous établirons ainsi des bases sur lesquelles nous pourrions fonder un travail des recherches des mécanismes de formation de l'opinion publique.

3-Le mécanisme de la citation

Le journal est un ensemble des voix. « Discours rapporté, le journal l'est, sous une autre forme, par le développement de l'information – internationale en particulier – qui fait qu'il est de moins en moins à l'origine de ses énoncés »¹. Pour présenter une réalité d'un autre pays que celui du lecteur, les auteurs des textes journalistiques ont souvent le recours à la citation.

Nous mettrons en relief la façon dont la citation est attribuée : l'indication des différents personnages parlants, les verbes introductifs, l'utilisation de la parole des personnages dans le texte. Dans l'analyse, nous partons du principe que la citation est l'utilisation du discours de l'autre afin d'authentifier le droit à la parole de l'auteur du texte. La citation est aussi une façon d'utiliser un discours pour en légitimer un autre. C'est l'utilisation de la parole pour convaincre, c'est-à-dire rendre une opinion acceptable².

Notre démarche consiste à rechercher des éléments utilisés pour convaincre dans le texte. Convaincre, pour nous, c'est former une opinion, autrement dit, actualiser une attitude chez les lecteurs. Pour cela, nous partons du principe que le texte de presse est un acte de langage en action³ et que parler, c'est aussi convaincre.

¹ Maurice Mouillard et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.)

² BRETON, Philippe, *La parole manipulée*, La Découverte/Essais, Paris, 1997, 210 pp. (p.75)

³ BOUGNOUX, Daniel, *L'action parlée*, Sciences de l'information et de la communication, Textes essentiels, Larousse, Paris, 1993.

a - L'identification des personnages parlants

Nous observons, en analysant l'identification du personnage qui parle dans la citation, qu'à ce moment s'authentifient les paroles de l'auteur du texte. C'est là que nous pouvons identifier le discours d'expertise. C'est là aussi que nous constatons que l'auteur indique les raisons pour lesquelles ces personnages ont droit à la parole.

Notre préoccupation est de chercher ces personnages qui sont à l'origine de l'information et qui sont qualifiés de source. La mise en scène de ces sources est une stratégie révélatrice de la lisibilité du message. « Pour cette instance, c'est le média qui est responsable de la lisibilité de celles-ci, ce qui fait que, par retour, celui-ci est contraint de fournir au récepteur des moyens pour les identifier. »¹

Pour l'analyse suivante, nous partons de la définition selon laquelle un énoncé cité est une image et que les différentes variantes de la citation affectent la transparence de cette image². Nous mettrons en relief, à partir de cette image donnée dans le texte, la description identifiant les personnages qui parlent.

Notre analyse nous amènera à faire la distinction entre trois types de caractérisation du sujet parlant. Il s'agit d'abord de la description par les caractéristiques physiques ou la personnalité du personnage, puis de celle qui s'effectue par des caractéristiques professionnelles du personnage. et enfin de la description plurielle du personnage dans le texte.

¹ CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours d'information médiatique – la construction du miroir social*, Nathan, Noisy-Le-Grand, 1997, 286 pp. (p. 148)

² Définition de Maurice Mouillard et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.)

b – L'identification par la description des caractéristiques physiques ou le comportement du sujet parlant.

L'identification du personnage par les sentiments qu'il éprouve nous donne des informations sur sa personnalité. Parfois cette identification du sentiment du personnage parlant est en rapport avec la situation décrite et indique son rôle dans cette situation. Comme notre corpus d'analyse possède une vaste gamme d'articles, nous nous limiterons à l'analyse des cas les plus significatifs, comme les suivants¹ :

- (1) « A 26 ans, Jerusa Novaes, [...] **s'exprime maladroitement en anglais, ne connaît les Etats Unis que par Internet ...**» (Microsoft embauche des informaticiens brésiliens, Courrier International n° 380)
- (2) « Iracema Maria da Silva **a peur** » (Modernisation économique, difficultés sociales, Courrier International n° 385)
- (3) « « *Je n'ai pas vraiment perdu les élections* » a-t-elle affirmé, une fois connu son score dans l'Etat de São Paulo. Son étonnant succès électoral tient peut-être en partie à **son apparence fort peu conforme** à l'image que les électeurs ont du candidat *petista* [du PT] » ». (la gauche caviar marque des points, Courrier International n° 418)
- (4) « Wilson Zamiro (17 ans), Efrain Choque (21 ans), et Senon Felipes (25 ans) ressortissants boliviens, ont débarqué voilà deux ans à São Paulo **avec leurs rêves** pour seul bagage. [...] «

¹ Dans les exemples suivants, c'est nous qui utilisons les caractères gras.

Je crois que nous serons enfin comme des êtres humains »
déclare Choque, l'un de ces jeunes Boliviens ».

(5) « Grand, digne, les cheveux grisonnants coupés courts, Edivaldo Brito est l'image même du calme. Mais **l'indignation transparait** quand il parle de sa dernière rencontre avec la police de São Paulo[...] « *J'étais dans ma voiture officielle, qui a une plaque noire distincte indiquant mon rang* », raconte-t-il »

Ces extraits du *Courrier international* nous montrent que ce type de description est fréquent au début du texte (1, 2, 3, 4 et 5). Ils servent à pour accrocher immédiatement le lecteur. Dans l'exemple (1), le recours est utilisé pour illustrer la contradiction résidant dans le fait que le personnage n'a pas le profil de quelqu'un qui est embauché par une grande compagnie comme Microsoft, ou qui n'a pas le profil d'une « travailleuse de la mondialisation », mais qui a pourtant été embauché.

Dans l'exemple (3), il nous semble que l'auteur veut aussi montrer une contradiction déjà exprimée, dans le titre, par les mots « gauche » et « caviar ». Cette tentative de l'auteur est plus manifeste encore quand il attribue le succès de la candidate, non à sa compétence politique, mais à son « image ».

Dans l'exemple (4), cette stratégie nous semble révéler le fait que l'auteur a une certaine sympathie pour le thème qu'il propose. La ressource du titre, dans ce cas, est l'auxiliaire de l'utilisation de la description des personnages et nous révèle la stratégie suivante : le titre annonce une mesure du gouvernement, les personnages arrivant « avec leurs rêves » et le gouvernement qui leur permet enfin d'« être traités comme êtres humains »

Dans le dernier cas, la stratégie est d'accrocher le lecteur. Le récit est situé dans le début du texte. L'auteur utilise la citation pour marquer une contradiction de sentiments. Il commence en décrivant les caractéristiques, pour arriver jusqu'au fait que le personnage n'est pas un citoyen commun mais un ministre qui a vécu cette situation. Ainsi nous pouvons déjà remarquer que le choix d'un personnage et de son discours fait partie de la stratégie argumentative pour convaincre et rendre une opinion acceptable.

Dans *Le Monde Diplomatique*, nous remarquons une rare utilisation des descriptions de personnages et du recours à la citation. Certes, une grande partie des citations du journal sont extraites de textes écrits. Comme nous l'avons déjà remarqué dans la partie où nous analysons les personnages, dans *Le Monde Diplomatique* les auteurs des citations peuvent être identifiés par des notes de fin. Ces notes servent toujours à indiquer les sources qui, dans presque tous les cas, sont des auteurs des études, ou des autorités compétentes sur le sujet Amérique Latine ou Brésil.

c– L’identification par le statut du sujet parlant

Jean-François Tétu et Maurice Mouillaud, dans *Le journal Quotidien*¹, attirent l’attention sur le fait que, dans le journal, les voix qui proviennent du champ politique sont posées en tant que telles. Nous pouvons en effet remarquer que les personnages qui ont un tel statut dans le texte sont les personnages qui reçoivent une véritable identification de la part de l’auteur du texte.

Dans *Le Monde Diplomatique*, nous percevons la difficulté de faire la séparation entre le discours du journal et le discours des sources. Nous pouvons affirmer que l’« isotopie »² entre les discours nous semble moins forte dans ce journal que dans les textes du *Courrier International*. Autrement dit, la continuité entre les deux discours est une constante, sauf quand elle est interrompue par les notes de fm ou par les rares citations relatives aux déclarations orales du texte.

Comme les citations du *Monde Diplomatique* sont, en grande partie, faites d’emprunts explicites³, l’identification se fait à partir de la compétence du personnage parlant, comme dans le dossier « Fiat-Brésil, un modèle d’entreprise-providence », de janvier 1997, d’où nous retirons les notes de fm suivantes, comme illustrations⁴ :

- (1) « Solange Maria Pimenta, " Le Tournant de la Fiat Mineira, travail, imaginaire et citoyenneté dans l’expérience des travailleurs ", thèse de doctorat, Paris-I, Institut d’études du développement économique et social, 1996. »

¹ Page 130, dans le chapitre « Les stratégies de la citation »

² idem, page 132.

³ Idem, page 146, sur la typologie de la citation.

⁴ Dans les exemples suivants, c’est nous qui utilisons les caractères gras.

- (2) « **Michel le Ven**, " Trabalho e democratia : a experiencia dos metalurgicos mineiros 1978-1984 ", thèse de doctorat, université de Sao Paulo, 1987 ».
- (3) « **Lire Robert Cabanes, Jean Copans, Monique Selim**, Salariés et entreprises dans les pays du Sud, contribution à une anthropologie politique, Karthala, Paris, 1995 ; et Robert Cabanes, Bruno Lautier, Profils d'entreprises au Sud, les politiques de gestion face aux cultures et aux statuts, > Karthala, Paris, 1996 ».
- (4) « **Serge Halimi**, " Sur les chantiers de la démolition sociale ", Manière de voir, n° 28, novembre 1995 (trimestriel édité par *Le Monde diplomatique*).

Dans l'article écrit par Damien Hazard, « Portion congrue pour les droits humains », octobre 1998, l'auteur ne met pas de note de bas de page indiquant les sujets parlants dans le texte mais il utilise souvent la citation des organismes qui parlent de la situation :

- (5) « La Commission internationale des droits de l'homme de l'Organisation des Etats Américains (OEA) rapporte que « l'Etat brésilien n'a pas encore offert les garanties nécessaires à des secteurs importants de la population brésilienne en assurant leurs droits humains, soit au travers d'institutions préventives, de police ou de justice, soit par des efforts institutionnels pour réduire l'inégalité des chances socio-économiques et culturelles.

Les exemples nous révèlent que l'identification des personnages par leur statut est fréquente dans *Le Monde Diplomatique*. C'est l'authentification par la compétence de la source, dotée d'une certaine expertise, qui est utilisée dans le texte.

Dans *Le Courrier International*, l'identification des sujets parlants, quand il s'agit des personnages du champ politique, se fait de façon détaillée. Quand il s'agit des personnages qui n'ont pas de statut professionnel ou qui représentent une institution, l'identification se fait plutôt par la description des caractéristiques physiques ou émotionnelles du personnage.

Pour les personnages politiques, la description de leur statut professionnel est parfois accompagnée de leur position politique, comme nous observons dans le fragment de l'article intitulé « GAUCHE Le grand virage libéral », extrait du magazine *Exame*, de São Paulo :

« Il s'agit d'un extrait du document ayant servi de base aux discussions qui ont eu lieu entre quarante leaders de partis latino-américains de gauche lors d'une rencontre organisée à Marbella, au Chili, au mois de mai. Il a été rédigé par le professeur Roberto Mangabeira Unger, de l'université Harvard, auparavant lié à Lionel Brizola, l'ex-gouverneur de Rio de Janeiro, et aujourd'hui proche de l'ancien ministre de l'économie Ciro Gomes, du Parti Social-démocrate du Brésil (PSDB) ». (*Courrier International* n° 349).

Comme nous pouvons le constater, la description de leur statut arrive même à être exhaustive. Tout cela valorise le texte de l'auteur en authentifiant son discours. En comparant cette description à l'identification des autres personnages du texte, nous remarquons que la description varie en fonction de la valeur du personnage dans la stratégie argumentative de l'auteur, comme nous pouvons le noter dans d'autres fragments du même article du *Courrier International* :

(1) « Je souscrirais à certaines de ces idées », a déclaré le ministre brésilien [de droite] Pedro Malan. (*Courrier International* n° 349). »

(2) « L'idée est de chercher des alternatives politiques au néolibéralisme, distinctes du projet social-démocrate, et capables de rassembler un champ de forces à gauche et dans des secteurs de centre gauche », dit l'historien Marco Aurélio Garcia, secrétaire aux relations internationales du Parti [brésilien] des travailleurs (PT).

L'identification du personnage parlant par la description de son statut suit plus ou moins une règle définie : nom du personnage + le titre du personnage + fonction. « Ce qui signale la technicité de la source »¹ :

(1) « *La stabilisation de la monnaie a été une rude bagarre et la réélection une nouveauté, mais, pour que les changements engagés par FHC deviennent historiques, il faut les consolider* », estime le philosophe José Arthur Giannot, professeur retraité de l'université de São Paulo, confrère et ami de longue date du Président. » (« Le président Cardoso a rendez-vous avec l'histoire », *Courrier International* n° 415).

(2) dans le chapeau : « Le scrutin du 3 octobre s'annonce plus serré que prévu. Le sortant Fernando Enrique Cardoso fait face à une remontée dans les sondages de Luis Ignacio Lula da Silva, le candidat de gauche. Sa garde rapprochée donne la voix : ici, Francisco Correa Weffort*, le ministre de la Culture. [* Francisco Correa Weffort, 61 ans, docteur ès sciences politiques de l'université de São Paulo (USP), est ministre de la Culture et auteur de *Qual Democracia ?* (Companhia das Letras, 1992), entre autres ouvrages.] » (« Le candidat Lula embarrassé par l'économie » *Courrier International* n° 400, extrait de la *Folha de São Paulo*.)

¹ ibid

(3) « *La production fait de plus en plus appel aux technologies et les gens qui manquent d'instruction n'ont pas les compétences qu'il faut pour les appréhender* », explique Jeffrey Puryear, spécialiste des systèmes éducatifs latino-américains à l'organisation Dialogue interaméricain, à Washington. »

d - La dénomination floue

Au contraire de la description exhaustive de personnages qui représentent l'autorité et le prestige, nous trouvons des exemples où se note l'absence de description pour identifier le personnage parlant, comme dans les fragments de l'article « La prison où les détenus font la loi », *Courrier International* n° 410, extrait de la revue *Veja*, de São Paulo :

(1) « *La discipline est relativement souple, essentiellement en raison du nombre de détenus : il est très difficile de surveiller 7 000 prisonniers dans des installations qui ont été prévues pour en abriter la moitié* », déclare un surveillant ».

(2) « D'après l'un d'eux, « prendre un mari à l'intérieur de la prison, cela signifie surtout laver et recoudre son linge, et être obligé de jouer à Xica da Silva avec son contratador » .

Cette utilisation de la « dénomination floue »¹ vise à préserver l'anonymat de la source dans une situation de violence comme celle qui est le sujet de l'article, mais nous nous demandons aussi comment le lecteur qui veut croire à la véracité de l'information peut recevoir cette stratégie pour valider l'information.

Dans le corpus de notre analyse, nous trouvons une importante fréquence d'utilisation de ce recours à l'anonymat. Peut-être celui-ci est-il utilisé comme dans l'exemple du début de cette partie, mais nous trouvons une gamme d'autres exemples où diverses situations se révèlent :

¹ CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours d'information médiatique – la construction du miroir social*, Nathan, Noisy-Le-Grand, 1997, 286 pp.

(1) « L'une des vedettes de telenovelas avoue son angoisse : « *Lorsque je tourne ces scènes, j'ai toujours peur de me blesser et de blesser mon partenaire* ». Une autre y voit « *un encouragement à la violence* » (« Amour, hématomes et Audimat », *Courrier International* n° 390)

(2) « Les syndicats affirment que les chiffres du gouvernement ne disent pas tout et que le chômage, à São Paulo par exemple, atteint en réalité 16% de la population active. » (« Modernisation économique, difficultés sociales », *Courrier International* n° 385, extrait du *Washington Post*.)

(3) «...des sources diplomatiques assurent que cela a été le cas à plusieurs reprises » (« Washington sème la zizanie au Sud », *Courrier International* n° 357, extrait du Clarín, de Buenos Aires)

(4) « Le rapt fut et demeure l'un des principaux moyens de financement de certains mouvements guérilleros. Chez les combattants de la forêt colombienne, en particulier, où la frontière entre criminalité et politique est de plus en plus ténue. « *C'est notre impôt. Nous n'avons d'autres ressources* », disent-ils. » (« En Amérique latine, l'industrie des enlèvements » *Le Monde Diplomatique*, novembre 1997.)

(5) « Alors que les autres pays du continent mettaient un terme à la période coloniale par des guerres d'indépendance qui fondèrent les Etats nationaux, au Brésil, c'est le monarque portugais lui-même qui, en 1822, posa la couronne sur la tête de son propre fils, avant qu'un aventurier quelconque ne s'en empare ». (« Le pacte des élites brésiliennes », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998).

Comme nous pouvons le remarquer, le recours à la dénomination floue est fréquent dans ces fragments de textes. Il est utilisé comme moyen de préservation

de l'anonymat de la source.¹ Il est aussi un recours beaucoup apprécié pour les articles politiques².

Dans l'exemple (1), la dénomination floue de la source n'appartient pas aux cas où il y a une exigence d'anonymat. Il nous semble davantage une option de style pour donner un effet d'enquête comme si l'auteur, après avoir écouté plusieurs personnes, avait choisi de mettre la parole de ces deux personnages. Selon Danielle Larouche-Bouvy, ce type de recours est fréquent dans les enquêtes sur un phénomène de société³.

Dans le deuxième cas, il n'y a pas de véritable utilisation du recours d'anonymat mais l'auteur donne la voix à une institution. Nous l'avons choisi parce qu'il représente une dénomination floue qui concerne un groupe d'institutions. Dans le troisième exemple, le recours est utilisé, il nous semble, avec l'objectif de préservation de la source :

« Certains des propos rapportés sous cette forme discrète sont sans doute authentiques, le journaliste habitué aux coulisses du monde politique ne voulant pas « griller » son informateur, ou le journaliste qui reçoit témoignages et confidences respectant l'anonymat exigé par les témoins. On est cependant en droit de supposer que certaines citations peuvent être fabriquées pour obtenir un *effet d'authenticité*. »¹

La non identification des sujets parlants arrive même au point où ils ne sont pas - ou vaguement- identifiés. Dans l'exemple (4), nous pouvons faire

¹ CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours d'information médiatique – la construction du miroir social*, Nathan, Noisy-Le-Grand, 1997, 286 pp.

² LAROCHE-BOUVY, Danielle, "Emergence de l'interaction dans la presse écrite : fonction de la citation », article publié dans *La presse, produit, production, réception*, sous la direction de Patrick Charaudeau, Collection « Langages, discours et sociétés, Didier Erudition, Paris, 1998,

³ Ibid.

l'identification au moins d'un groupe de sources qui sont les guérilleros. Dans l'exemple (5), l'absence de verbes introductifs peut causer une certaine confusion entre la parole de l'auteur du texte ou celle de l'auteur de la citation.

L'utilisation de ce type de dénomination floue met en évidence une question : l'imprécision dans l'identification de la source d'information provoque-t-elle une diminution de la crédibilité du texte de la part du lecteur ? Ou le message transmis est-il suffisant pour donner de la crédibilité à l'information. Les réponses à ces questions pourraient être apportées dans un travail plus approfondi lors de la continuation de notre recherche.

Nous allons maintenant procéder à une approche des éléments identifiés et de l'utilisation des citations dans le texte. Cela nous permettra de finir cette phase du travail pour aborder la formation de l'opinion publique, notre propos central.

¹ Ibid.

3- L'utilisation du discours de l'autre dans le texte.

Pour pouvoir aborder la formation de l'opinion, nous essaierons d'abord de mettre au point l'utilisation du discours des autres dans les deux journaux analysés. Nous arrivons maintenant à la présentation d'une réalité par les discours qui ont comme objet le Brésil dans la presse internationale.

Nous allons ainsi essayer de rendre compte des différentes façons dont le journal procède pour légitimer son discours à partir du discours de l'autre, c'est-à-dire la manière dont il utilise cette parole pour présenter une réalité comme vraie à partir de l'articulation des différents discours.

Pour cela nous partirons du principe que le journal endosse un énoncé comme une information¹ et le légitime comme un réel. Un personnage qui fait partie d'une réalité et qui a la fonction de source dans le texte, comme témoin de cette réalité, est capable d'actualiser une attitude chez le lecteur.

Ce personnage est aussi susceptible de propager un discours idéologique qui sera renforcé par le discours du média qui lui donne voix. Cette étape est d'une importance fondamentale pour pouvoir arriver à la conclusion de ce travail. Comme méthodologie, nous nous appuyons sur les concepts extraits du chapitre « Les stratégies de la citation » du *Journal Quotidien*.

¹ Définition de Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p.)

a - L'exploitation de la parole pour présenter une réalité.

Quand nous trouvons, dans les textes analysés, le défilé des personnages et de leur parole, nous nous demandons quelles sont les stratégies qui font la distinction entre les différents discours présents dans le texte. L'énoncé produit, selon Maurice Mouillard et Jean-François Tétu, dans *Le journal quotidien*, doit avoir une isotopie, c'est-à-dire faire disparaître la solution de continuité entre les discours¹.

Ce qu'il nous semble important de remarquer, ce sont les discours qui peuvent être propagateurs d'une certaine image du Brésil chez les lecteurs qui, de leur côté, peuvent recevoir ce discours comme le réel. Pour arriver à ce point, nous extrairons du texte les énoncés qui sont les plus susceptibles d'être reçus comme tels.

Dans les citations où le lecteur est directement mis en présence de l'énonciation primaire², il nous semble que l'actualisation d'une opinion peut s'effectuer. L'effet de fait nous semble tout à fait intéressant parce qu'il confère une autorité au discours qui provient de l'effet du réel reçu du journal.

Ainsi nous rechercherons, dans l'ensemble des articles étudiés, la reproduction faite de façon à provoquer cet effet chez le lecteur. Nous partirons du principe que tout acte de communication cherche à provoquer chez le récepteur un effet qui est de rendre une opinion acceptable.

¹ Maurice Mouillard et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p. (p. 133).

² Ibid

b-L'effet de fait.

Dans l'article « Le président a rendez-vous avec l'Histoire » (*Courrier International*, extrait de *Veja*, São Paulo, nous trouvons un texte plein d'assertions où les citations se donnent toujours comme une reproduction de l'instance primaire de l'énonciation.

« *Le président a une grande conscience de ce moment historique* », déclare le sénateur Antonio Carlos Magalhães »

« *La stabilisation de la monnaie a été une rude bagarre et la réélection une nouveauté, mais pour que les changements engagés par FHC deviennent historiques, il faut le consolider* », estime le philosophe José Arthur Giannotti, professeur retraité de l'université de São Paulo, confrère et ami de longue date du Président.

Les deux exemples des citations sont représentatifs de la façon dont le journal met le lecteur directement en relation avec l'instance primaire de l'énonciation. Ainsi l'énonciation vient avant la source qui est mise au second plan, l'assertion est validée et dès lors le lecteur est plus susceptible de recevoir le message comme légitime.

La force de ce type de message réside aussi dans le fait qu'il s'agit d'une assertion affirmative. Le personnage est là pour raconter sa réalité, son témoignage est pris dans le texte comme le « dire le réel ». Nous prenons les deux exemples initiaux pour montrer le type d'assertions que nous extrairons des textes. Mais pour ne pas faire d'un exemple une règle générale, nous approfondirons notre analyse plus loin.

Nous présentons un échantillon d'exemples tirés des deux journaux pour illustrer notre analyse. Le grand nombre de numéros du *Courrier international* par rapport à ceux du *Monde Diplomatique* dont nous disposons nous fait prendre plus d'exemples de l'un que de l'autre. Dans les éditions analysées, nous trouvons plusieurs exemples parmi lesquels nous prenons le plus significatifs pour ne pas alourdir l'ensemble du travail :

Dans *Le Courrier International* :

« L'enseignement est devenu un aspect essentiel du débat sur la pauvreté » ; estime Robin Rosenberg, directeur adjoint du Centre Nord-Sud, à Miami. « Les entreprises considèrent désormais l'éducation comme un élément clé de la compétitivité. Elles savent que seule le manque de productivité des masses freine leur expansion. » (« Les carences de l'école freinent l'expansion », *Courrier International* n° 396, extrait du texte de Katherine Ellison de Rio de Janeiro - EL NUEVO HERALD Miami.)

« *La gauche latino-américaine a abandonné toute référence au socialisme. Plus surprenant, elle ne s'oppose plus aux privatisations ou au système de retraite privé. Une évolution que salue la revue économique libérale « Exame » (Chapeau, « GAUCHE Le grand virage libéral » *Courrier International* n° 349, extrait de la revue économique EXAME (São Paulo).*

« *Au Brésil, le système bancaire est encore sain* », souligne Carlos Kawall, directeur des études économiques à la Citibank de São Paulo. (« Sainte Edwige, sauvez-nous des créanciers », *Courrier International* n° 378, texte de Anthony Faiola, *The Washington Poste* (de São Paulo).

« *Il n'y a pas de différence qualitative entre le professionnel étasunien et le brésilien* », estime Carlos Lucena, professeur à l'Université catholique de Rio

de Janeiro et à l'Université de Waterloo au Canada [Ontario] » (« Microsoft embauche des informaticiens brésiliens », *Courrier International* n°380, texte de Manoel Fernandes VEJA São Paulo).

« *L'université est valorisée dans la mesure où le capital d'un citoyen moyen est aujourd'hui son parcours scolaire* », affirme Gisela Taschner, sociologue à la Fundação Getúlio Vargas, à São Paulo (*Courrier International* n° 394, « Stress et bachotage entre Prozac et chocolat », texte de Valéria França et Roberto Paixão, VEJA São Paulo).

Dans *Le Monde Diplomatique* :

« La concentration des terres, accentuée par la modernisation agricole et par le modèle de développement adopté par le pays, a conduit au démantèlement de petites propriétés et à l'expulsion de milliers de personnes de la campagne, provoquant un exode rural désastreux à l'intérieur du pays », estime la Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB). » (« La résistance des « sans-terre » du Brésil », novembre 1998).

« Le MST est une organisation impressionnante qui dispose d'un énorme pouvoir de pression et de dirigeants très capables », estime l'économiste Celso Furtado (idem)

« L'élection de l'économiste Fernando Henrique Cardoso anesthésie les forces progressistes », estime M. João Pedro Stédile, un dirigeant du MST. (idem).

« Ces nouveaux secteurs ont permis de faire participer des acteurs jusque-là rebutés par le saucissonnage : universitaires, industriels et classes moyennes en général », nous explique M. Tarso Genro, qui les instaura pendant

son mandat. (« Démocratie participative à Porto Alegre », août 1998, texte de Bernard Cassen).

Dans tous les cas cités, le lecteur est mis en présence de l'énonciation primaire de manière directe. La force de ces énoncés vient de ce qu'ils ont conservé la propriété de dire le réel. Entre eux et les lecteurs, il n'y a pas de médiation explicative avant l'énoncé qui a été dit pour quelqu'un. En faisant une lecture linéaire du texte, on trouve des faits qui font partie du discours du journal. Sans préavis, le lecteur ne se rend pas compte de la coupure dans le discours du journal avant d'entrer dans le discours de la source. Ensuite, les verbes déclaratifs suivis du statut du personnage légitiment la parole et la façonnent comme vérité.

Les verbes déclaratifs nous révèlent aussi la modalité de mise en scène du discours de la source. Ils représentent la modalité du « faire croire » à quelqu'un et du « faire savoir ». Tous ces verbes trouvés ont en commun cette modalité qui façonne le vrai dans la parole de la source :

Estimer - déterminer la valeur de quelque chose par une appréciation, considérer, tenir pour.

Expliquer - faire connaître, faire comprendre nettement en développant[...], exposer. 2. Rendre clair, faire comprendre ce qui est ou paraît obscur[...] faire connaître la raison ou la cause de (qqch.)[...].

Souligner - [...] 2. Fig. Accentuer ; mettre en valeur.

Affirmer - donner (une chose) pour vraie, énoncer (un jugement) pour vrai, certifier, soutenir 2. Manifester de façon indiscutable.¹

Tout cela renforce l'effet d'explication comme preuve de la véracité de l'information. Selon Patrick Charaudeau : « Cette validation construit un réel de l'« origine »[...] Les moyens utilisés pour entrer dans cet imaginaire donnent à

¹ Définitions du « Le Robert de poche ».

comprendre ce qui n'est pas explicite et relèvent du procédé de l'élucidation¹ ». Pour l'auteur, cette preuve de la véracité de l'information justifie le recours à la parole des spécialistes, d'experts et de savants qui sont censés pouvoir apporter des preuves scientifiques et techniques, d'autre part justifie aussi la mise en question d'opinions diverses par le biais d'interviews, d'interrogatoires, de confrontations et de débats de façon à faire surgir une vérité moyenne.

¹ Selon l'auteur l'élucidation c'est tout jeu de raisonnement qui dit : « voilà pourquoi cela est ainsi ». CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours d'information médiatique – la construction du miroir social*, Nathan, Noisy-Le-Grand, 1997, 286 pp.

4 – Les titres. Comment présentent-ils la réalité du Brésil ?

Le lecteur, lors de son premier contact avec les textes de la presse concernant le Brésil, trouve la titraille faisant souvent une assertion pour accrocher le lecteur. Ce premier contact est révélateur d'un discours qui dévoile l'intention de l'auteur et le développement qui va suivre. Comme le souligne Patrick Charaudeau : « le titre est un texte qui est livré au regard des lecteurs, comme tenant sur la scène de l'information ».¹

Nous nous proposons dans un premier temps de faire un inventaire des titres de ces deux années et demie des articles que font partie de notre corpus d'analyse. Nous allons extraire de cet inventaire les éléments fournissant de pistes vers une réalité. Reste à se demander si ces éléments pourront compter dans le procès d'actualisation d'une opinion ou d'une attitude. Pour arriver à cela, nous examinerons les titres afin de trouver des pistes du discours du journal dans ces énoncés courts et visibles. Ces titres pourront également nous fournir des éléments pour une identification de ce qui est plus fréquent dans l'ensemble des articles ayant le Brésil comme point central.

Comme procédure méthodologique de cette phase de notre travail, nous rassemblons, en fonction de la proximité des thèmes, les textes qui font partie de notre corpus d'analyse. A travers de ce rassemblement, nous procéderons à une analyse comparative des différents titres.

Au premier regard, nous remarquons que la grande fréquence de thèmes dans notre corpus d'analyse concerne les sujets politiques et économiques. A cet égard, les titres se révèlent comme la manière première de montrer ce qui se

¹ CHARAUDEAU, Patrick « Scripture et écriture dans la communication », article publié dans *La presse – Produit, Production, Réception*, sous la direction de Patrick Charaudeau, Collection « Langages, discours et sociétés, Didier Erudition, Paris, 1998,

passé dans le pays, ils sont révélateurs aussi du traitement que la presse donne au pays dans son discours informationnel, comme nous pouvons le remarquer dans ce premier groupe :

Le Brésil comme pays nous semble être évoqué à travers ses proportions gigantesques de pays continental et sa représentation dans le marché mondial. Le groupe d'articles parus dans l'édition spéciale du *Courrier International*, du 19 au 25 mars nous semble être représentatif de cette approche :

(1) « **BRESIL : LE TEMPS DE LA RENAISSANCE** »

(2) « **Le géant de l'Amérique latine se réveille** »

(3) « **Plus encore que l'économie** »

(4) « **Modernisation économique, difficultés sociales** » (tous du *Courrier International* n° 385)

Les textes extraits de cette édition – il s'agit d'articles d'abord publiés dans la presse brésilienne – révèlent le climat politique du pays au moment concerné. Le Brésil, en 1997, venait de subir les premières conséquences du projet d'insertion internationale poursuivie dans les pays d'Amérique latine en réaction aux tendances de globalisation et de régionalisation du nouvel ordre Mondial.

C'est comme représentant de cette tendance qu'entre en scène le Président Fernando Henrique Cardoso avec sa politique qui a pour objectifs principaux l'ouverture du marché et des paiements, le renforcement de l'intégration régionale, les privatisations et la dérégulation des assurances sociales.

« Cette stratégie d'insertion internationale était toutefois différente des stratégies mises en action aux Etats-Unis, en Europe ou en Orient : elle se présentait comme une réaction passive, sans prospective. »¹

Dans le titre n°1, nous pouvons remarquer le traitement donné à l'entrée du pays dans la phase de l'expression hyperbolique de la « renaissance d'un géant ». Le responsable de ce moment politique du pays est aussi représenté de différentes manières dans l'ensemble des titres :

(1)« **BRESIL ECONOMIE Cardoso au secours du real** » (*Courrier International* n° 368)

(2)« **Que d'espoir autour d'un président !** » (*Courrier International* n° 385)

(3)« **BRESIL L'art de vendre un président** » (*Courrier International* n° 413)

(4)« **BRESIL Le président Cardoso a rendez-vous avec l'Histoire** » (*Courrier International* n° 415)

Tous les titres de cet échantillon nous indiquent une ressemblance : le rôle de responsable actif du personnage président et l'absence de critiques ou autrement dit l'adhésion à une politique. Nous trouvons important de remarquer qu'aucun titre ne présente de marques d'opposition à cette politique. Quand nous insérons d'autres titres extraits des articles du *Monde Diplomatique*, cette opposition se révèle, comme se révèle aussi la tendance politique de chacun des deux journaux :

(1)« **Le pacte des élites brésiliennes** » (*Le Monde Diplomatique*, Octobre 1998)

(2)« **Paradoxes brésiliens** » (*Le Monde Diplomatique*, janvier 1999)

(3)« **Recolonisation programmée au Brésil** » (*Le Monde Diplomatique*, mars 1999)

¹ ROLLAND, Denis avec SARAIVA, José Flávio SOMBRA et CERVO, Amado Luis, *Le Brésil et le monde*, Pour une histoire des relations internationales des puissances émergentes, Centre d'Etudes sur le Brésil, Recherche Amériques latines – Série Brésil L'harmattan,

(4)« **Portion congrue pour les droits humains** » (*Le Monde Diplomatique*,
octobre 1998

Cette opposition entre les deux façons de cadrer la réalité brésilienne se révèle nette également quand nous comparons deux titres traitant de deux manières distinctes un même sujet : la réforme agraire au Brésil:

(1)« **La réforme agraire avance...à prix d'or** » (N° 385)

(2)« **La résistance des « sans-terre » du Brésil** » (*Le Monde Diplomatique*,
septembre 1997)

Dans le titre n° 1, nous pouvons remarquer que la réforme agraire se fait et même si elle avance à prix d'or. Le choix du cadrage nous montre que pour parler du même sujet le *Courrier International* a choisi de considérer, pour son titre, la réforme qui existe, alors que *Le Monde Diplomatique* a pris comme référence le mouvement contestataire de la politique agraire dans le pays. L'opposition est aussi remarquable quand le sujet est la propre opposition politique dans le pays :

(1) « **GAUCHE Le grand virage libéral** » (*Courrier International* n° 349).

(2)« **BRESIL Le candidat Lula embarrassé par l'économie** » (*Courrier International* n° 400)

(3)« **AMERIQUE LATINE La gauche fait peau neuve** » (*Courrier International* n° 408)

(4)« **BRESIL POLITIQUE La gauche caviar marque des points** » (*Courrier International* n° 418)

(5)« **Démocratie participative à Porto Alegre** » (*Le Monde Diplomatique*, août 1998

Quand le sujet est la gauche, les titres n° 1, 2, 3 et 4 extraits du *Courrier International* utilisent plutôt les mots dans une forme contractée de phrase : gauche / grand virage libéral – cette opposition marque une certaine adhésion aux idées opposées, adhésion renforcée par le titre n°3 qui fait allusion à un changement et aussi par le n° 4 qui marque l’opposition entre la gauche et le mot caviar¹. La différence, c’est que pour parler de la gauche *Le Monde Diplomatique* a préféré utiliser l’expression « démocratie participative » qui montre de façon positive l’expérience administrative de cette même gauche au Brésil.

Mais, malgré les différences nous avons trouvées, il existe quelques marques de ressemblance entre le contenu de deux journaux., quand le sujet touche à la rivalité entre le Brésil et les Etats-Unis :

(1)« **MERCOSUR Washington sème la zizanie au sud** » (*Courrier International* n° 357)

(2)« **L’Arrogance de Washington est insupportable...** » (*Courrier International* n° 385)

(3)« **...mais nous avons intérêt à nous entendre avec les Etats-Unis** » (*Courrier International* n°385)

(4)« **Washington manoeuvre contre le Mercosur** » (*Le Monde Diplomatique*, février 1998)

Comme nous pouvons le remarquer, les titres sont « l’inscription du journal par excellence¹ ». Ils marquent la stratégie que le journal utilise pour accrocher le lecteur à la lecture dans un premier contact. Dans une étude de ces inscriptions, nous pouvons rencontrer les marques générales du style du journal ainsi que des marques significatives de son contenu.

¹ Il est important de noter qu’au Brésil, l’opposition est marquée par le Parti des Travailleurs sorti du mouvement syndical ouvrier.

Il est avant tout un résumé des informations que le lecteur peut trouver lors de la lecture de ses articles. Cette analyse comparative que nous venons de faire est pour nous révélatrice du fait que le journal défend un type de discours et qu'avant tout, il a pour objectif de convaincre, de rendre acceptable une opinion.

²Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p. (p. 113).

TROISIEME PARTIE

La formation de l'opinion

1 - L'opinion et les médias

Pour Gabriel Tarde, toute opinion existe déjà chez l'individu et il faut la trouver comme l'on trouve un objet qui se dissimule ; cette découverte se donne au niveau social dans un courant d'imitation, il se produit une rencontre nécessaire entre divers flux sociaux qui donnera naissance à une opinion nouvelle¹.

Comme nous avons pu le constater dans notre analyse, le message porte en soi une charge idéologique. Les personnages qui parlent sont des éléments propagateurs d'un message et, de nos jours, les individus forment leurs opinions sur ce qui se passe dans le monde, d'une part, par l'intermédiaire des médias, d'autre part à travers leurs relations interindividuelles. Nous pouvons affirmer que le message est l'élément responsable de la formation de cette opinion.

Ce concept de Gabriel TARDE renvoie à un autre concept formulé par MUCCHIELLI qui dit que toute opinion révèle et spécifie une attitude latente et préétablie, faisant partie de l'univers culturel de l'individu. Patrick CHARADEAU explique que cet univers culturel donne des moyens au public de recevoir et de réinterpréter à sa façon les objets d'information susceptibles de combler son attente et qui décideront au moment d'une prise de position. Le même processus existe chez MUCCHIELLI qui dit que l'individu recherche les informations qui s'accordent avec ses opinions préexistantes à travers une exposition sélective et aussi un rejet sélectif. C'est pourquoi nous supposons que les messages de la presse écrite que nous avons étudiés peuvent être reçus par le public comme des faits qui peuvent l'aider à prendre une décision. Cette opinion sera ou acceptée ou rejetée mais, de toute façon, elle sera discutée.

¹ TARDE, Gabriel, *L'opinion et la foule*, Presses Universitaires de France, 1989, Paris, 184 p.

Si toute transmission du message est avant tout un processus de communication : dire, raconter, narrer, c'est aussi convaincre, déconstruire et reconstruire une réalité. Pour cela, il est nécessaire que l'auteur convainque le lecteur d'adhérer à une opinion. Nous le rappelons :

« Tout acte visant à convaincre d'une façon générale, suppose un message, c'est-à-dire la mise en forme d'une opinion donnée [...]. L'acte de convaincre n'est pas une information sur ce que pense l'orateur, c'est une mise en forme en vue de transformer le point de vue de l'auditoire, de rendre une opinion acceptable. » (Philippe Breton, *La parole manipulée*, La Découverte/Essais, Paris, 1997, p.75)

Donner la parole à un sujet fait partie intégrante du processus de transmission d'une réalité ou d'une opinion. Le lecteur considère la présence de ce sujet comme preuve irréfutable de la véracité du message. Nous avons vu que le choix de donner la parole à un personnage fait aussi partie de cet acte de convaincre ; nous pouvons ajouter que les journaux analysés fournissent au lecteur des données :

- surtout sur la vie des hommes politiques du Brésil, en particulier du Président de la République Fernando Henrique Cardoso, (le lecteur peut trouver différentes informations sur les actes de leur gouvernement) ;
- qui émanent essentiellement des commentaires et analyses de ces hommes politiques ;
- assez rarement sur des personnages communs de la vie du Brésil (le lecteur ne trouve pas autant d'informations sur eux que sur les personnages de la couche dirigeante du pays, et quand ils apparaissent dans le texte, ils servent à illustrer les conséquences des actions des dirigeants, dans les résultats d'enquêtes, les recensements, etc.) ;

- qui dépendent de la ligne éditorial du journal qu'ils lisent.

2- Le discours du journal comme formateur d'opinion

Selon Philippe Breton,¹ la parole est ce qui spécifie l'humain. A la différence des animaux, « l'humain est un être de convictions animé par le désir de convaincre. Sa parole englobe trois registres, exprimer, informer, convaincre ». D'autre part, il remarque aussi que le monde moderne se divise en deux : ceux qui ont une cause à défendre et qui mettent tout en œuvre pour convaincre, et ceux qui – sans pour autant qu'ils n'aient pas d'opinion – constituent un public à gagner.

Si nous considérons la presse d'un côté (l'instance de production) et le public de l'autre (l'instance de réception), il est clair que la presse ne représente qu'un média, mais les acteurs sont les mêmes que ceux qui ont déjà été identifiés : ceux qui convainquent et le public à gagner. Patrick Charaudeau explique que la construction de l'opinion publique se réalise dans la relation entre ces deux instances. Les médias sont du côté de l'instance de production. Ils traitent les affaires de corruption, les problèmes de société, les grandes questions internationales et influent sur les opinions et les arguments qui circulent dans une société à propos de ces thèmes.

Nous pouvons illustrer cette affirmation de Charaudeau en prenant l'acte de choisir la source comme une contrainte de cette instance de production. L'auteur du texte fait le tri de ceux qui parlent et utilise sa parole qui est reçue par les lecteurs comme un discours légitimé. De fait, l'information est donnée à consommer « comme dans un musée, où sont exposés, selon diverses stratégies, des objets (matériels, événementiels, informationnels) ; le public de son côté reçoit et réinterprète à sa façon ces objets d'informations offerts à son attente, sans pouvoir interpeller à son tour l'instance qui la lui présente.

¹ BRETON, Pilippe, *La parole manipulée*, La Découverte/Essais, Paris, 1997, 210 p.

Le pouvoir des médias dans la formation de l'opinion se réalise de cette façon : à travers l'influence, le « faire croire », le « faire savoir ». Les stratégies de tri de la source, les stratégies de la citation, l'effet d'authentification, l'effet du réel sont des stratégies qui ont pour but le convaincre. Après, viennent les leaders d'opinions qui dépendent plus des médias que le reste de la société. Cette influence des médias, il nous semble, est le principe du phénomène d'imitation de Gabriel Tarde.

Dans le cas de notre analyse, nous nous interrogeons sur la façon dont le *Courrier International* aborde le Brésil quand nous trouvons des articles du type : « BRESIL : LE TEMPS DE LA RENAISSANCE », « Le géant de l'Amérique latine se réveille », exaltant la politique libérale qui, selon eux, a été la cause de cette « renaissance ». Nous laissons la réponse à cette question pour un travail sur la réception plus approfondi, de recherche ultérieure.

Ce que nous pouvons dire de la formation de l'opinion par les messages de la presse écrite, c'est qu'elle peut éliminer la distance entre un locuteur distant – dans le cas qui nous concerne, il se trouve au Brésil – et son récepteur. Dans l'effet de fait où le lecteur est mis directement dans la situation primaire de communication, cette distance disparaît. De fait, la parole visant à convaincre, que cette source propage, arrive à son récepteur, légitimé par le journal, comme le réel.

« l'autorité du discours cité provient de l'effet de réel qui lui est conférée par le journal. Celui-là s'impose au lecteur sans qu'il ait la possibilité de s'en distancier »¹

¹ Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu, *Le journal quotidien*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 202 p. .

Dans ce cas il s'agit de rendre une opinion acceptable. Alors, d'autres questions s'imposent : en partant du principe que l'être humain est animé par l'acte de convaincre et qu'il est aussi un « être idéologique »¹, le message est-il aussi idéologique ? Tous les mécanismes de formation d'opinion, les stratégies pour convaincre et les stratégies discursives sont-elles aussi idéologiques ?

D'abord, nous avons conscience que les réponses que nous pouvons donner à ces questions ne seront pas satisfaisantes, mais le problème central de notre travail est plutôt d'identifier dans un premier moment les artifices visant à convaincre utilisés dans le message, afin répondre à nos deux hypothèses :

- les personnages rencontrés dans les textes journalistiques, dans la presse internationale, sont utilisés comme stratégie discursive pour convaincre, pour rendre une opinion acceptable.
- la parole de ces personnages sources d'information est aussi stratégie pour convaincre, pour montrer une image du pays et, partant, pour former une opinion.

¹ KARS, Saül, *Théorie et Politique* : Luis Althusser, Fayard, Paris, 1974, p.199. Selon Luis Althusser l'idéologie est inséparable de l'être humain « L'idéologie imprègne toutes ses activités, y compris sa pratique économique et sa pratique politique ; elle est présente dans les attitudes envers le travail, envers les agents de la production, envers les contraintes de la production ; elle est présentée dans les attitudes et les jugements politiques, le cynisme, la bonne conscience, la résignation ou la révolte, etc. »

IV - EN GUISE DE CONCLUSION

Le choix de ce sujet a été déterminé par une interrogation sur l'image du Brésil dans la presse internationale. Souvent, nous trouvons, dans la presse brésilienne, les répercussions qu'ont les faits nationaux à l'extérieur. La reprise de l'éclairage sous lequel la presse internationale aborde le Brésil paraît servir à justifier les actes et les décisions des couches dirigeantes du pays.

D'abord, nous avons pensé réaliser un travail sur le terrain pour savoir vraiment, « in loco », ce que l'opinion publique pensait quand il s'agissait du Brésil, mais cela s'est avéré trop difficile à mettre en œuvre.

Notre choix de l'étude du message comme point de formation de l'opinion publique dans la presse internationale s'est fixé lors de la découverte de l'option « langage et symbolique de la communication et des médias », qui nous a révélé l'importance du message dans le procès de la communication humaine.

Dans un premier temps, une étude se proposant de découvrir dans le message les marques susceptibles de faire partie des mécanismes de la formation d'opinion nous a paru sans réel fondement, parce que chaque fois qu'on évoque l'opinion publique, on parle de sondages d'opinion électoraux et d'opinion sur les questions des grandes crises mondiales.

Mais, partant du principe identifié par Patrick Champagne, selon lequel toute opinion est attitude actualisée, sentiment et action, prise de position personnelle, l'opinion existe déjà et ce qui l'actualise n'est pas seulement le fait mais le message transmis sur ce fait.

Ensuite, nous avons pris les journaux qui avaient le plus d'articles sur le Brésil et nous avons essayé de repérer des messages l'ayant pour thème. C'est sur ces messages que nous avons centré notre étude, mais nous avons laissé pour plus tard la vérification de leur effet sur le public.

Quant à nos deux hypothèses :

- 1- les personnages rencontrés dans le texte journalistique, dans la presse internationale, sont utilisés comme stratégie discursive pour convaincre, pour rendre une opinion acceptable,
- 2- la parole de ces personnages sources d'information est aussi stratégie pour convaincre, pour montrer une image du pays et, partant, pour former une opinion,

nous pensons avoir trouvé un certains nombres d'éléments propres à les confirmer, comme les stratégies utilisées par les différents auteurs pour rendre leurs opinions et celles de leurs personnages acceptables. D'autres indices décelés par notre analyse peuvent nous donner de nouvelles pistes de recherche :

- les articles sur le Brésil dans les deux journaux analysés comportent surtout des informations sur la vie des hommes politiques du Brésil – et en particulier du Président de la République Fernando Henrique Cardoso - et le lecteur peut trouver différentes informations sur les actes de leur gouvernement ;
- les informations émanent essentiellement des commentaires et analyses de ces hommes politiques et des analyses d'experts ;
- quant aux informations sur les personnages communs de la vie du Brésil, elles sont rares, contrairement à celles qui concernent ceux de la couche dirigeants du pays.
- ces personnages sont surtout mis en scène en tant qu'éléments passifs qui subissent l'action des dirigeants, et, quand ils apparaissent dans le texte, ils servent à illustrer les conséquences de leurs actions, dans les résultats d'enquêtes, les recensements, etc.

Nous nous demandons donc si la réalité transmise est vraiment la réalité du Brésil ou si c'est la réalité des médias sur le Brésil. Nous nous demandons également s'il y a un rapport étroit entre les opinions et l'action dans notre conscience, permettant de former un système qui puisse résister à l'information contraire et qui nous rendre capables de nier l'évidence. Alors, ces messages actualisent-ils les attitudes à l'égard le Brésil ?

BIBLIOGRAPHIE

AKOUN (André), *Sociologie des communications de masse*, Nathan, Paris, 1997, 157 pages.

BARDIN (Laurence), *L'analyse de contenu*, Presses Universitaires de France, Le Psychologue, Vendôme, 1977, 233 pages.

BALLE (Francis), *Médias et Société*, Mont Chrétien, Paris, 1980, 785 pages.

BRAUMAN (Rony) et BACKMAN (René), *Les médias et l'humanitaire – Ethique de l'information ou charité spectacle*, CFPJ éditions, Paris, 1996, 174 pages.

BRETON (Philippe), *La parole manipulée*, La Découverte/Essais, Paris, 1997, 222 pages.

BRETON (Philippe) et PROULX (Serge), *L'explosion de la communication*, La Découverte, Paris, 1989, 285 pages.

BOUGNOUX (Daniel), *Sciences de l'information et de la communication*, Larousse, Paris, 1993, 811 pages.

CHAMPAGNE (Patrick), *Faire l'opinion – le nouveau jeu politique*, Les éditions de minuit, Paris, 1990, 303 pages.

CHARAUDEAU (Patrick), *Le discours d'information médiatique – La construction du miroir social*, Nathan, Noisy-le-Grand, 1997, 286 pages.

CHARAUDEAU (Patrick) (sous la direction de), *La Presse, produit, production, réception*, Didier Erudition, Paris, 1988, 188 pages.

CHARON (Jean-Marie), « La presse française dans la tourmente », in : *Cahiers Français*, n° 266, mai-juin 1994, pages 31-38.

COLOMBANI (Olivier), *Paysans du Brésil, la lutte de sans-terre*, La Découverte, Paris, 1987, 213 pages.

DERVILLE (Gregory), *Le Pouvoir des Médias – Mythes et Réalités*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1997, 147 pages.

DROULERS (Martine) (sous la coordination de), *Le Brésil – A l'aube du troisième millénaire*, IHEAL, Paris, 1990, 153 pages.

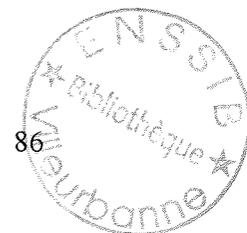
ECO (Umberto), *Les limites de l'interprétation*, B. Grasset, Paris, 1992, 406 pages.

ECO (Umberto), *Lector in fabula, le rôle du lecteur ou la Coopération interprétative dans les textes narratifs*, B. Grasset, Paris, 1985, 315 pages.

ENDERS (Armelle), *Histoire du Brésil contemporain, XIXème et XXème siècles*, éditions Complexes, Bruxelles/Paris, 1997, 282 pages.

FISCHER, Gustave-Nicolas, *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, éditions Dunod – Presses Universitaires de Montréal, Paris, 1987, 208 pages.

GREIMAS (Algirdas Julien), *Du Sens, Essais sémiotiques*, Seuil, Paris, 1983, 254 pages.



KARSZ (Saül), *Théorie et Politique : Louis Althusser*, Fayard, Paris, 1974, 340 pages.

KERBRAT-ORECCCHIONI (Catherine), *Enonciation – de la subjectivité dans le langage*, Armando Colin « Linguistique », Paris, 1997, 290 pages.

LAMIZET (Bernard), « Médiation, Culture et sociétés », in : *Introduction aux Sciences de l'information et de la communication*, sur la direction de BENOIT, Denis, éditions d'Organisation-enseignement supérieur, Paris, 1995, pages 129 - 185.

LAVOINNE (Yves), *Le Langage des médias*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1997, 131 pages.

LAZAR (Judith), *L'opinion publique*, éditions Dalloz Sirey, Paris, 1995, 147 pages.

MOSCOVICI (Serge) (sous la direction de), *Psychologie sociale*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, 596 pages.

MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le Journal Quotidien*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1989, 205 pages.

MUCCHIELLI (Roger), *Opinions et changement d'opinion*, les éditions ESF, Entreprise moderne d'édition – Librairies techniques, Paris, 1988, 103 pages.

PAILLIART (Isabelle) (sous la direction de), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, Grenoble, 1995, 211Pages.

PEBAYLE (Raymond), *Le Brésil*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, 128 pages.

- RABATEL (Alain), *La construction textuelle du point de vue*, Delachaux et Niestlé, Paris, 1998, 192 pages.
- RAIMOND (Michel), *Le Roman*, Editions Armand Colin, Paris, 1998, 182 pages.
- ROLLAND (Denis), *Le Brésil et le monde*, Harmattan, Paris, 1998, 255 pages.
- SARAMAGO (José), « Terra, direito e justiça », in : *Principios – Revista, Teórica et de informação*, n° 45, 1997, p. 9-13.
- SAUSSEZ (Thierry), *Nous sommes ici par la volonté des médias*, R. Laffont, Paris, 1990, 222 pages.
- SAUVY (Alfred), *L'opinion publique*, Presses Universitaires de France, Paris, 1997, 126 pages.
- TARDE (Gabriel), *L'opinion et la foule*, Presses Universitaires de France, Paris, 1989, 184 pages.
- TUDESQ (André-Jean), *Les médias acteurs de la vie internationale*, Apogée, Rennes, 1997, 181 pages.

ÉCONOMIE
Un euro sans
son politique :
gros risque

RP 1204

Courrier

INTERNATIONAL

ASIE
La poussée
chinoise
en Sibérie

Chaque jeudi, toute l'actualité d'un continent à l'autre N° 385 du 19 au 25 mars 1998

18 F

Spécial
Salon du livre

BRESIL

Le temps de la Renaissance

USSR, 1948 :
isque
antisémitisme
Etat sévissait
Kommersant/Vlast



LE BLOC-NOTES D'ALEXANDRE A

14, rue Pécqueurière, 75388 Paris Cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 24 44 24

Fax généraliste : 33 (0)1 53 24 41 47
Fax rédaction : 33 (0)1 53 24 41 86
Site Web : <http://www.courrierinternational.com>
E-mail : courrier@courrier.com
Services abonnés : lundi au vendredi de 15 heures à 18 heures
Téléphone abonnements : 33 (0)3 44 12 52 38
Fax abonnements : 33 (0)3 44 12 38 01

PRF, directeur de la publication : Justine Delour (44 12)
Directeur de la rédaction : Olivier Cymé (50 29)
Directeur éditorial : Christophe Ailler (43 23)
Éditeur : Frédéric Lacroix (43 23)
Rédacteur en chef : Philippe Thorez-Sangou (50 29)
Chef d'édition : Odile Cassard (50 29)
Rédacteur en chef adjoint : Sébastien Pignatelli (44 25)
Directrice artistique : Jocelyne Chabrier (44 34)
Assistante : Valérie Sognot (50 28)

REDACTION Afrique : Bénédicte Desages, Pierre Charran (50 29)
Afrique australe : Frédéric Couderc
Amérique : Pascal Bernheim (42 08)
Asie du Nord : Jacques Frenaud (chef de rubrique, 50 32)
Amérique Latine : Jean-Christophe Ranaivosoa (chef de rubrique, 50 37)
Laurence Ricard (40 75)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)
Asie : Bénédicte Duran (chef de rubrique, 50 38)
Claude Labèque (50 44)
Asie du Sud-Est, Pacifique : Marine Schmitt-Rena (42 07)

Sans Winston Churchill, qui se fit alors l'avocat intrépide de la France, c'est le Brésil que la majorité des experts du département d'Etat auraient bien vu comme cinquième membre permanent du Conseil de sécurité des nouvelles Nations unies. Dès 1945, en effet, le géant lusophone de l'Amérique latine faisait figure de puissance mondiale émergente : son armée avait fait bonne figure aux côtés des Américains, en Italie ; ses pionniers s'embaient en mesure d'ouvrir un nouveau front de défricheurs agricoles, du Mato Grosso à l'Amazonie ; tandis que la ville de São Paulo semblait partie pour rattraper le geste de Chicago, à l'autre pôle de l'hémisphère occidental. L'édification de Brasília tout comme les rêves géopolitiques pétrins de romanité conquérante du général Golbery ont symbolisé cette expansion continentale et protectionniste des années 50-60. A cette époque toujours, les Brésiliens faisaient l'expérience d'une démocratie presque achevée puisque le Parti communiste, après une brève période de proscription au début de la guerre froide, reprenait peu à peu sa place - importante - dans le débat politique national.

Les terribles années de la dictature militaire, qui s'écoulet de 1965 à 1985, allaient rattraper le Brésil. La poussée de la gauche - plus populiste que marxiste - de l'époque Goulart avait en effet réveillé dans toute son ardeur la violence latente du Brésil colonial du Nord-Est, avec ses luttes agraires sans merci, ses rémanences du long esclavage du continent américain, sa sévérité baroque : le Brésil est le seul pays d'Amérique latine à connaître pareil dualisme entre une société postcoloniale, celle du Nord sucrier et latifundiaire, et un Sud mis en valeur par l'immigration germano-italienne de la fin du siècle. Si la classe dirigeante - forgée par une armée disciple du positivisme d'Auguste Comte et une solide culture à dominante française plus encore que portugaise - est demeurée soudée et homogène du Rio Grande do Sul aux bouches de l'Amazonie, le dualisme brésilien, lui, a appris à tolérer d'immenses écarts régionaux de revenus, aujourd'hui perceptibles à l'intérieur même des grandes métropoles. De la même façon, la violence des rapports semi-esclavagistes du Nord, dénoncés en leur temps par des leaders syndicalistes comme Francisco Julião et aussi par le terrible *cinema novo* des Glauber Rocha et Ruy Guerra, a débouché peu à peu sur la guerre sociale des favelas de Rio et de São Paulo, à mesure que les populations anciennes et nouvelles se mêlaient. La dictature militaire parvint effectivement, à coups de trique et d'escadrons de la mort, à pacifier ces rapports explosifs, empêchant la jonction des mouvements étudiants guevaristes et de la violence sociale urbaine et rurale.

Le retour à la démocratie, depuis la seconde moitié des années 80, a fort heureusement modifié la donne en faveur du développement. Tour à tour, le Brésil maîtrisait d'abord la violence des affrontements politiques, grâce à un pluralisme réussi ; puis les déséquilibres de son industrialisation, en démantelant peu à peu ses barrières protectionnistes ; enfin, l'inflation chronique, à travers un plan de

stabilisation énergétique qui imposait une quasi-parité du nouveau real et du dollar. La clé de voûte de ce nouveau Brésil est double : d'une part, le système politique, autrefois dominé par une variété des caciques locaux, sorte de fœdalisés plus ou moins populistes mollement reliés par des partis fédéraux faibles, a laissé place à une coalition centriste et à un grand parti d'opposition, le Parti des travailleurs (PT). Ce parti est le résultat de la faillite du communisme orthodoxe brésilien, au début des années 70, et l'expression des nouvelles forces populaires issues de la vague d'industrialisation autoritaire de l'époque militaire : encadré par des intellectuels chrétiens de gauche et trotskistes, le PT donne corps à la classe ouvrière et lui apprend progressivement les usages du réformisme politique. Mais, trop turbulent et faiblement instruit sur le plan économique, le PT mettait en danger tout le système s'il parvenait au pouvoir. Du coup, les idées de gauche étant largement majoritaires dans le pays, c'est le centre gauche social-démocrate du président Fernando Enrique Cardoso qui a été imposé à une droite libérale impuissante à pacifier politiquement le pays. Ainsi, Cardoso et ses technocrates issus de la gauche marxiste parviennent à gérer au plus près les compromis nationaux nécessaires à l'enracinement de la démocratie.

Sur le plan régional, c'est la seconde clé de voûte, le Brésil a aussi domestiqué ses appétits de puissance en unissant sa destinée à celle de son rival argentin, pour le plus grand bonheur, jusqu'à présent, des deux partenaires. Certes, le maintien coûte que coûte de la parité du real est nécessaire pour que l'Argentine (qui assure une stricte équivalence du peso avec le dollar) ne se retrouve pas inondée de produits brésiliens bon marché. Certes, les Etats-Unis flattent les ressentiments argentins devant la perspective d'une entrée du Brésil au Conseil de sécurité comme membre permanent. Mais les ambitions conjointes et complémentaires des deux grands de l'hémisphère Sud, qui ont ensemble rejeté le passé composé des dictatures militaires et de laisser-aller populiste des Perón et des Vargas, devraient aboutir à la formation d'une entité politico-économique beaucoup plus ambitieuse que ne l'est l'association du Mexique avec les Etats-Unis et le Canada dans l'ALENA.

Pour toutes ces raisons, le Brésil est dans un cycle vertueux, monétaire, économique, démocratique. Ce n'est pas un atout négligeable pour l'Europe communautaire, qui parraine le Mercosur, et en particulier pour une France qui, de Fernando Braudel à Georges Bernanos, Roger Bastide et Claude Lévi-Strauss à, en ce XX^e siècle, nourri un cousinage intellectuel intense avec ce grand pays qui demeure tourné vers sa culture.

En couverture

"Brésil : le temps de la Renaissance", pp. 8 à 16.

LES SOURCES DE COURRIER INTERNATIONAL CETTE SEMAINE

AFRICAN BUSINESS 17 000 ex., Royaume-Uni, mensuel. Revue économique qui appartient au groupe ICI Publications, également éditeur de <i>New African</i> .	AL BAYAT 110 000 ex., Arabie Saoudite (siège à Londres). Enquêtes, reportages et culture.	THE NEW REPUBLIC 100 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Aujourd'hui plutôt porte-parole des libéraux neoconservateurs, ce magazine aime toujours prendre à revers ses lecteurs par des points de vue iconoclastes.	YEN 800 000 ex., Brésil, hebdomadaire. Le plus grand newsmagazine brésilien dépasse largement son lectorat pailliste. Sa rigueur, son mordant et son excellente couverture de l'économie et de l'international le rendent indispensable à l'ensemble des cadres supérieurs et moyens du Brésil.
AL-KAWAKIB 225 000 ex., Arabie Saoudite, quotidien. "Le quotidien international des Arabes", comme il se soust-tire lui-même, est édité par Saudi Research and Publishing Co., présidé par le prince Salman, frère du roi.	THE INDEPENDENT 250 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Un journal national d'excellente facture, mais qui peine à trouver sa place entre le <i>Guardian</i> et les grands titres de droite.	THE NEWS 120 000 ex., Pakistan, quotidien. Fondé en 1991, ce journal de Karachi, en langue anglaise, se définit comme libéral dans ses prises de position politique et économique.	THE WALL STREET JOURNAL 1 820 000 ex., Etats-Unis, quotidien. C'est la "bible des milieux d'affaires", et d'esprit - sur la vie des affaires dans le monde entier.
ARABIC WORLD 225 000 ex., Arabie Saoudite, quotidien. Créé par son opinion critique à l'égard des pouvoirs et son ouverture d'esprit.	LA LIBRE BELGIQUE 85 000 ex., Belgique, quotidien. Le "quotidien de qualité des Belges francophones, sans renfermer ses ornières catholiques conservatrices, maintient une haute tenue rédactionnelle.	NEWSWEEK 4 000 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Le regard des Etats-Unis sur le monde. Rapide et professionnel, utilisant l'actualité pour révéler les tendances du monde contemporain.	THE WASHINGTON POST 815 000 ex., Etats-Unis, quotidien. L'universel célèbre et célèbre depuis le Watergate, le <i>Post</i> reste le porte-parole et brillant de l'intelligentsia libérale de la côte Est.
ASIA MAGAZINE Depuis 1961, supplément hebdomadaire gratuit de 8 quotidiens asiatiques.	FINANCIAL TIMES 513 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Politique internationale, business, management... Le journal de référence, couleur saumon, de la City. Et du reste du monde.	REPUBLICA 70 000 ex., Brésil, mensuel. Edité à São Paulo, ce magazine d'informations générales et politiques s'adresse à la nouvelle élite brésilienne. Créé en 1996, son ambition est de devenir rapidement hebdo.	DER SPIEGEL 1 100 000 ex., Allemagne, hebdomadaire. L'un grand, très grand magazine d'enquêtes, d'investigation <i>documentaire</i> et d'expression indépendante. Un tantinet francophobe par ailleurs...
BRAYO 1 600 000 ex., Brésil, mensuel. Lancé en octobre 1997, par le même groupe que <i>Republica</i> , il surfe sur la vague culturelle actuelle.	A FILHA DE SÃO PAULO 400 000 ex., Brésil, quotidien. Ne se au début du siècle, "la Feuille de São Paulo" a fait une cure de jeunesse au début des années 80 pour maitres mots : objectivité, modernité, ouverture.	RUSSIE 165 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Prestigieuse revue créée en 1848. Elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de la science aux Etats-Unis et dans le reste du monde.	LA STAMPA 450 000 ex., Italie, quotidien. Totalement financé par la famille Agnelli, le quotidien de la Fiat a néanmoins su conserver son indépendance.
BUSINESS WEEK 985 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Le plus lu et le plus vivant des magazines anglo-saxons consacrés à la vie des affaires. Particulièrement pointu dans le domaine des industries de l'information.	FRANKFURTER ALLEMEINER ZEITUNG 594 000 ex., Allemagne, quotidien. Fondée en 1949, la FAZ, grand quotidien conservateur et libéral, est, avec son réseau de correspondants particulièrement dense, un outil de référence dans les milieux d'affaires allemands.	RUSSIE 165 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Prestigieuse revue créée en 1848. Elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de la science aux Etats-Unis et dans le reste du monde.	THE WASHINGTON POST 815 000 ex., Etats-Unis, quotidien. L'universel célèbre et célèbre depuis le Watergate, le <i>Post</i> reste le porte-parole et brillant de l'intelligentsia libérale de la côte Est.
COMUNICATET 51 000 ex., Turquie, quotidien. "La République", créé en 1924, est un quotidien kemaliste, laïque, sérieux.	GAZETA MERCANTIL 100 000 ex., Brésil, quotidien. Fondé en 1928, sérieux et informel, c'est incontestablement le journal des décideurs paulistes.	RUSSIE 165 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Prestigieuse revue créée en 1848. Elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de la science aux Etats-Unis et dans le reste du monde.	THE WASHINGTON POST 815 000 ex., Etats-Unis, quotidien. L'universel célèbre et célèbre depuis le Watergate, le <i>Post</i> reste le porte-parole et brillant de l'intelligentsia libérale de la côte Est.
THE DAILY TELEGRAPH 1 100 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Ce grand journal de droite offre à un public vieillissant une information de qualité dans le respect des "valeurs morales traditionnelles".	GAZETA MERCANTIL 100 000 ex., Brésil, quotidien. Fondé en 1928, sérieux et informel, c'est incontestablement le journal des décideurs paulistes.	RUSSIE 165 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Prestigieuse revue créée en 1848. Elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de la science aux Etats-Unis et dans le reste du monde.	THE WASHINGTON POST 815 000 ex., Etats-Unis, quotidien. L'universel célèbre et célèbre depuis le Watergate, le <i>Post</i> reste le porte-parole et brillant de l'intelligentsia libérale de la côte Est.
DIARIO DELLA SETTIMANA 25 000 ex., Italie, hebdomadaire. Créé comme supplément de <i>LL'Unità</i> .		RUSSIE 165 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Prestigieuse revue créée en 1848. Elle offre un panorama particulièrement fouillé et exhaustif de la science aux Etats-Unis et dans le reste du monde.	THE WASHINGTON POST 815 000 ex., Etats-Unis, quotidien. L'universel célèbre et célèbre depuis le Watergate, le <i>Post</i> reste le porte-parole et brillant de l'intelligentsia libérale de la côte Est.

Émergence de l'économie brésilienne contrariée par les Etats-Unis, qui voient d'un mauvais œil la montée en puissance du Mercosur

L'arrogance de Washington est insupportable...

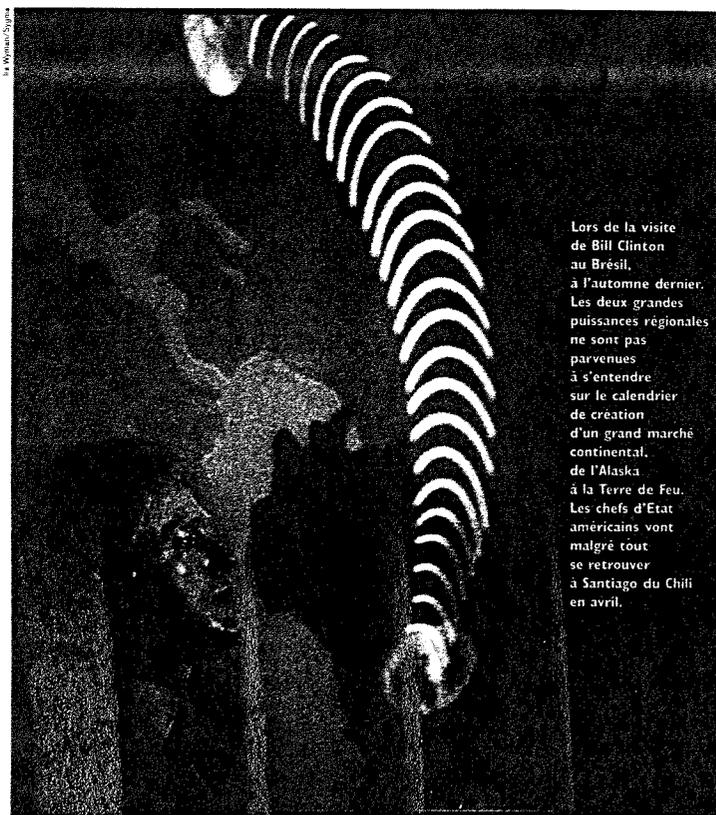
REPÚBLICA
São Paulo

A l'occasion de la visite du président Clinton au Brésil, à l'automne dernier, un mot est souvent revenu dans les colonnes des journaux : arrogance. En effet, les organisateurs étasuniens de ce séjour - qui, en principe, devait être placé sous le signe de l'cordialité - ont provoqué de la colère, en particulier à Rio de Janeiro. La ville venait de recevoir le pape. Cet événement, quel que soit son intérêt ou son opportunité, avait fourni l'occasion de festivités qui avaient enchanté tout le monde et même en avaient ému certains.

Un chef d'entreprise d'un important secteur industriel de notre pays, américanophile, de ceux qui possèdent un appartement à New York et une villa avec piscine à Miami, me téléphona pour m'avertir que l'homme d'affaires Roberto Campos, autre admirateur de la culture et des valeurs américaines, avait accordé une interview au *Jornal do Commercio*. Il y critiquait sévèrement la politique étasunienne vis-à-vis de l'Amérique latine, et plus exactement vis-à-vis

du Brésil. Je lus donc l'interview. Outre le terme d'arrogance, qui revenait à plusieurs reprises, M. Campos en utilisait un autre : celui de bêtise.

Parlons-en. L'arrogance est naturelle. Les Romains furent arrogants quand ils dominèrent le monde - et ils le firent pendant plusieurs siècles, performance que les Etasuniens auraient du mal à égaler, car l'hégémonie des Romains fut sans partage. Les Anglais aussi furent arrogants, à l'époque où les canons de la flotte de Sa Majesté leur assuraient une suprématie sur le marché mondial. Cette hégémonie dura quelque cent vingt ans, de la chute de Napoléon, en 1815, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, en 1939. Arrogants, ils le furent, sans aucun doute. Il n'en va pas de même pour les Etasuniens. Ils sont parvenus à la suprématie économique et technologique alors qu'ils étaient immatures, comme si cette jeunesse qui se disait perdue avait subitement dû assumer le pouvoir à un niveau international. Ils portent leurs échecs et leurs humiliations à fleur de peau. Les Etasuniens ont assassiné quatre présidents et ont failli en tuer un cinquième [Ronald Reagan], puisque



Lors de la visite de Bill Clinton au Brésil, à l'automne dernier, les deux grandes puissances régionales ne sont pas parvenues à s'entendre sur le calendrier de création d'un grand marché continental, de l'Alaska à la Terre de Feu. Les chefs d'Etat américains vont malgré tout se retrouver à Santiago du Chili en avril.

- en dépit de l'efficacité tant vantée des services de sécurité de la Maison-Blanche - la balle avait été tirée à trois mètres seulement de la cible. Si Reagan s'en est sorti, c'est que le tireur devait être bien mauvais.

Inutile de chercher plus loin : les Etats-Unis sont devenus plus arrogants après leur défaite humiliante au Vietnam. Toute une armée ainsi que des milliers de civils qui vivaient là, diplomates compris, ont dû fuir de façon pathétique,

allant jusqu'à se battre pour obtenir une place dans les hélicoptères d'évacuation. Le sauvetage qui peut sur le toit de l'ambassade étasunienne de Hanoi est resté comme l'image la plus lamentable de l'effondrement du colosse.

C'est ainsi qu'en ces temps de globalisation dominés par les Etats-Unis le reste du monde n'est pour les Etasuniens qu'un ridicule jardin, qui sert de dépotoir à leurs frustrations intérieures.

Carlos Heitor Cony

... mais nous avons intérêt à nous entendre avec les Etats-Unis

GAZETA MERCANTIL
São Paulo

On peut raisonnablement espérer que le contentieux commercial entre le Brésil et les Etats-Unis, source d'irritation constante ces dernières années, puisse trouver aujourd'hui sa solution. Les deux pays, dans un avenir, devraient pouvoir concilier leurs intérêts de manière à éviter des conflits aux conséquences plus lourdes. La motivation économique de ce nouveau rapprochement (si on peut employer ce mot, dans la mesure où il n'y a jamais de divergences fondamentales entre les deux) est claire. Le commerce entre le Brésil

et les Etats-Unis n'a jamais été aussi actif et doit continuer à croître rapidement, parallèlement à l'expansion des investissements étasuniens dans le pays. Opportunisme mis à part, il est vrai aussi que, avec la crise des pays asiatiques, les Brésiliens voient le marché étasunien comme une des options préférentielles pour leurs exportations. De la même manière, les marchés du Brésil et du Mercosur deviennent plus attractifs pour les exportateurs des Etats-Unis.

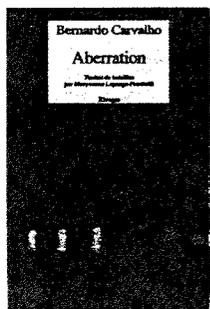
Le débat sur la date d'entrée en vigueur effective de l'Association de libre-échange des Amériques (ALCA) a perdu de son actualité. Le Congrès des Etats-Unis n'ayant pas accordé au président Clinton les pouvoirs pour

conduire des accords commerciaux à travers les mécanismes de *fast-track* [procédure directe et rapide], tout laisse à penser que l'ALCA n'existera en fait qu'à partir de 2005, comme le souhaitent d'ailleurs tous les pays latino-américains. C'est dans cet esprit que le ministre des Affaires étrangères, Luiz Felipe Lampreia, a effectué un voyage à Washington au cours du mois de mars. Le 16, il a signé avec la représentante étasunienne au Commerce, Charlene Barchevsky, un accord qui met fin à la controverse sur le secteur de l'automobile. Le Brésil s'engagea à ne plus concéder d'aides spéciales pour l'installation d'industries automobiles à partir de 1999. Il ne s'agit pas d'une concession extraordinaire. Le régime automobile a été créé pour donner aux constructeurs installés dans le pays le temps de s'adapter à la concurrence internationale (après avoir été, pendant des années, protégés par la fermeture du marché), tout autant que pour stimuler les investissements. La justification du premier objectif a perdu sa raison d'être, et pas seulement parce qu'il s'agit d'une exception dans le traitement donné par le gouvernement au secteur industriel dans sa totalité. L'importance du marché brésilien pour l'industrie automobile mondialisée dispense de ce type de protection. Et, comme le montre le volume des investissements étrangers au Brésil, le temps où il fallait des incitations exceptionnelles pour attirer le capital est révolu.

Mais, si les conditions ont changé du point de vue du marché, elles ont également été modifiées sur le plan de la législation, ce que

les Etats-Unis doivent reconnaître. Le ministre Lampreia a raison quand il rappelle que, du fait des lois approuvées par le Congrès sur les logiciens et sur la protection des droits de propriété intellectuelle, il est injuste que le Brésil figure sur la liste des pays qui pratiquent une concurrence déloyale en ce qui concerne la protection des brevets. De plus, il est étrange que le ministère du Commerce tarde à répondre à la suggestion de la Cour internationale du commerce sur l'abaissement de la marge anti-dumping pour l'acier brésilien. La bureaucratie de Washington continue, en contradiction avec la logique du capitalisme étasunien, à imposer des restrictions à des produits sidérurgiques parce qu'ils proviennent d'entreprises dénationalisées, sous prétexte que celles-ci ont reçu des subventions dans le passé.

Pour des motifs également extravagants, jamais expliqués par la diplomatie étasunienne, le Brésil continue à ne pas pouvoir exporter du sucre avec un taux zéro dans le Système général de préférences (SGP), bien qu'il y ait droit. Certains disent que les produits brésiliens sont défavorisés sur le marché étasunien en raison du très actif lobbying des pays concurrents, qui cherchent à éviter que le Brésil jouisse des avantages dont eux-mêmes bénéficient. Peut-être y a-t-il un élément de vérité dans ces suspensions, mais l'heure est venue de relever le niveau des relations entre les deux plus grandes démocraties des Amériques, qui sont également les deux plus grands marchés du continent. Objectivement, il y va de l'intérêt national des deux pays.



"A. est lui aussi tombé amoureux et il a été quitté, il a été lui aussi absolument convaincu qu'il allait mourir de désespoir et il a découvert ensuite qu'il s'était trompé. A. a lui aussi, à plus d'une reprise, abandonné des gens qui s'étaient épris de lui, jusqu'au jour où il est devenu écrivain et qu'il a tiré un trait sur les sentiments - il les gardait pour ses personnages - ainsi que sur les passions, qu'il a alors introduites dans ses romans,

à croire qu'il ne les extrayait pas de son propre passé. C'est uniquement lorsque cette actrice brésilienne l'a sorti de dessous la douche au beau milieu de la nuit en appelant de Los Angeles pour lui dire que les Américains voulaient acheter les droits du livre qu'il s'est souvenu pour la première fois que l'un au moins des personnages de son roman lui avait été inspiré par la réalité."

ABERRATION
Bernardo Carvalho, Rivages, 1997.

Pour le Salon du livre, le Brésil est exotique

Prendre compte de la richesse littéraire d'un pays est un exercice éreinté. Les écrivains qui seront présentés porte de Versailles du 20 u 25 mars ne font pas l'unanimité.

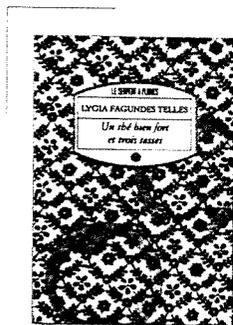
BRAVO !
São Paulo

Si le gouvernement brésilien avait décidé de rendre hommage à la culture française en invitant Françoise Sagan au lieu d'André Malraux, Edith Piaf au lieu de Raymond Queneau, les Français auraient trouvé cela très drôle. Mais, pourtant, nous, Brésiliens, prenons parfaitement au sérieux le Salon du livre de Paris quand il rend hommage à notre culture littéraire en invitant des personnes comme Chico Buarque, Frei Betto, Paulo Coelho, Fernando Gabeira, Zuenir Ventura, Luis Fernando Veríssimo et autres encore de même ou de moindre acabit.

Personne ne nierait que ces gens représentent, d'une certaine façon, la culture brésilienne. Mais de quelle manière ? S'il veut être représentatif de la culture d'un pays et d'une époque, l'écrivain doit satisfaire à trois critères essentiels. Il doit être de son temps, par ses œuvres et par ses actes. Il doit enfin avoir de l'influence, pouvoir, être très lu et très commenté. Parmi les 37 écrivains brésiliens auxquels le Salon du livre rend hommage, 3 seulement obéissent à ces critères : Carlos Heitor Cony, João Ubaldo Ribeiro et Antonio Olinto. Les autres n'y répondent que partiellement, voire pas du tout.

Certains sont d'excellents écrivains, mais pas plus actuels. Ce manque d'actualité, des livres mal lus, n'est pas le plus grave. Il réduit la représentativité sans pour autant diminuer les mérites. Jorge Amado et Rachel de Queiroz, pour remarquables que soient les œuvres qu'ils ont produites par la suite, ne représentent jamais que le "modernisme nordestin" : ils sont définitivement de cette époque, une époque révolue, la plus remarquable de notre littérature, mais qui n'a plus rien à voir avec la réalité d'aujourd'hui. Lygia Fagundes Telles est une excellente écrivaine, mais ce qu'elle a produit de mieux est déjà d'il y a vingt ans. Les œuvres de Milena Ferraz sont toujours aussi intéressantes, mais il n'existe personne pour soutenir qu'il y a eu ces vingt dernières années quelque chose de plus remarquable que *Um Elefante no Caos* (*Liberdade, Liberdade*). Gerardo Mello Mourão est un génie, mais il y a longtemps que l'on n'en parle plus de son œuvre. Et qui osera affirmer qu'Antonio Torres ne fait pas partie des grands écrivains ? Certes, mais il n'a pas grandi ces dernières années : sa renommée et ses meilleures œuvres sont indissociables des années d'obscurité de la dictature. On peut dire la même chose de Plínio Marcos. S'il est juste de leur rendre hommage, ce n'est pas eux que l'on choisit en priorité pour présenter à un peuple étranger la culture brésilienne d'aujourd'hui. Il existe ensuite le groupe de ceux qui sont présents et actuels, mais qui n'ont aucune influence dans la mesure où personne ne les a lus. Ils sont une possibilité, un espoir. J'espère que Adriano Espinola représentera le Brésil de demain, lorsque *Lingua-Mar* et *Táxi* seront lus dans toutes les écoles, comme ils le méritent. Le Brésil, aujourd'hui, sa renommée littéraire est encore qu'une promesse.

Le troisième groupe est celui des écrivains présents et actuels, sans être influents ni lus : ils ont récemment publié des œuvres qui n'ont eu aucune répercussion et pure coïncidence, sans doute - ne valent



"J'étais chauffeur de camion et je gagnais gros avec un type qui faisait de la contrebande. Je n'ai pas encore très bien compris aujourd'hui par quel hasard je me suis retrouvé dans la pension d'une certaine Madame, une Polonaise qui avait fait la noce dans sa jeunesse et imaginé ensuite ouvrir cette auberge de dernière catégorie. C'est ce que me raconta James, un type qui avalait des lames de rasoir et qui se trouva manger à la même table que moi pendant les quelques jours où je créchais là. Il y avait les pensionnaires et des

habitués plus ou moins réguliers qui entraient et sortaient en se curant les dents, une chose que je n'ai jamais supporté de devoir avoir sous les yeux. Je me souviens d'une bourgeoise que j'ai découragée seulement parce qu'à notre premier rendez-vous, après avoir mangé un sandwich, elle s'est fourragé les dents avec un cure-dent la bouche ouverte, sans rien m'épargner de l'opération."

UN THÉ BIEN FORT ET TROIS TASSES
Lygia Fagundes Telles,
Le Serpent à plumes, 1995.

rien non plus. Leur présence est une énigme insondable. Je ne citerai personne.

Le groupe le plus intéressant est celui de ceux qui sont uniquement influents et actuels. Ils se sont d'ailleurs spécialisés en ce sens et ne lèveraient pas le petit doigt pour devenir également excellents - soit parce qu'ils ignorent ce que cela peut bien vouloir dire, soit parce qu'ils imaginent que c'est exactement ce qu'ils sont. Cela peut paraître incroyable, mais ils forment le gros du bataillon. Ils sont donc l'illustration même du critère qui a inspiré la sélection. Ce sont précisément ceux que j'ai cités au début de cet article, ainsi qu'une dizaine d'autres, de valeur identique. C'est en analysant les raisons de cette sélection que nous découvrirons l'opinion que le Salon du livre parisien a du Brésil. On ne peut pas dire, je le répète, que ces noms

ne représentent pas la culture nationale. Ils la représentent, mais non pas comme ont pu le faire un Machado de Assis et un Villa-Lobos, un Gilberto Freyre et un Portinari, ou comme aujourd'hui (en remplissant les trois conditions dont nous parlions) Ariano Suassuna, Ferreira Gullar, Roberto Mangabeira Unger, Meira Penna, Edino Krieger et d'autres qui ne font pas non plus partie de la sélection.

Les noms retenus ne représentent pas le "génie" brésilien, mais l'"actualité" brésilienne, celle dont nous parlons tous les jours. En un mot, ils représentent notre culture au sens anthropologique du terme : les goûts et les habitudes du peuple. Précisément au sens qui justifierait le mieux le choix d'Edith Piaf ou de Françoise Sagan pour représenter la France. Or ce qui définit ce point de vue anthropolo-

gique, c'est l'absence de jugements de valeur. Pour l'anthropologue, le cannibalisme ou le contrôle des naissances par la strangulation des nouveau-nés ne sont que de simples faits, des "données culturelles" ; comme échantillons de "culture", ils ont la même valeur que la cathédrale de Chartres, les œuvres complètes de Pascal ou le sacrifice de Jeanne d'Arc. De même, Frei Betto ou Paulo Coelho ne sont pas des valeurs brésiliennes. Ce sont des faits de grande importance anthropologique. On ne peut nier qu'ils aient eu lieu, dût-on le regretter.

Ce n'est pas à moi de dire que la France n'est pas un pays sérieux. Un pays qui, pour mettre en œuvre les idées des philosophes, a fait tomber un million de têtes durant la Révolution est plus que sérieux. Il est mortellement sérieux. Or, comme le montre cet exemple, les attitudes des personnes sérieuses ont des conséquences plus sérieuses que celles des personnes frivoles. Si la France juge donc que la culture brésilienne doit être considérée avant tout comme un objet, une donnée anthropologique sans aucun jugement de valeur, sa vision du Brésil sera très certainement prise au sérieux, adoptée et copiée par les Brésiliens eux-mêmes, pour lesquels la culture française est un enseignement, et non pas un objet. Pour suivre l'enseignement de notre professeur sur nous-mêmes, nous devons nous abstenir de tout jugement de valeur sur nos productions culturelles et, avec une impartialité tout anthropologique, nous ne ferons plus de distinction entre Chico Buarque et Bruno Tolentino, entre Frei Betto et Mangabeira Unger, entre Zuenir Ventura et Miguel Reale. C'est là où les choses commenceront à devenir beaucoup plus sérieuses.

Olavo de Carvalho

Collection ACTEURS DE L'HISTOIRE

Campagnes d'Égypte et de Syrie

Napoléon Bonaparte

Présentation de

128 pages
dont 14 en couleurs,
31 illustrations

21 x 27 cm

IMPRIMERIE NATIONALE

Place aux nouveaux écrivains

Les maisons d'édition ne se contentent plus de publier les best-sellers étrangers. Elles découvrent aussi de nouveaux talents de la littérature brésilienne.

VEJA

São Paulo

Les écrivains brésiliens ont toujours regretté que le marché national soit dominé par les best-sellers étrangers. Dans un pays où les librairies sont peu nombreuses, chaque centimètre de rayonnage est extrêmement convoité. Il vaut mieux s'appeler dans ce cas John Grisham ou Michael Crichton. Cependant, depuis quatre ans, les choses commencent à changer. Selon une étude menée pour le Centre brésilien du livre et le Centre régional pour le développement du livre en Amérique latine et aux Caraïbes, la publication du nombre d'ouvrages brésiliens a augmenté de 54 % entre 1994 et 1996. Le nombre d'exemplaires a lui aussi enregistré une hausse, de 46 %. Pour 1997, la tendance semble se confirmer : les maisons d'édition modifient leurs catalogues et font la part plus belle aux auteurs brésiliens.

Cette croissance relève d'un pari commercial. Grâce à Paulo Coelho, dont les ouvrages ont connu un succès international, et Lair Ribeiro, qui a montré comment on pouvait écrire un livre à succès inspiré des modèles étasuniens, le nouveau best-seller brésilien prend tournure. Une étape de plus a été franchie lorsqu'on a constaté que les premiers romans pouvaient devenir des succès de librairie. La révélation de José Roberto Torero, 55 ans, écrivain de São Paulo, en est un exemple. En 1994, alors qu'il était parfaitement inconnu, il a publié un roman historique, *O Chalaça* [Le plaisantin, éd. Companhia das Letras], vendu à 35 000 exemplaires. Son nom fait actuellement la une des journaux et il est devenu un scénariste très demandé.

Les maisons d'édition se sont donc organisées et ont misé davantage sur les auteurs inconnus. Si elles ne reçoivent pas les candidats les plus intrépides – ceux qui les assiegent avec leur manuscrit sous le bras –, nombreuses sont celles qui reviennent à une ancienne pratique : la lecture des manuscrits arrivés par courrier. Comme pour le football, les éditeurs ont formé des équipes capables de découvrir et de gérer les nouveaux talents. Deux maisons d'édition sont particulièrement bien placées : Rocco (qui a débusqué Paulo Coelho), à Rio de Janeiro, et Companhia das Letras, à São Paulo. Cinq responsables de publication y ont pour mission d'évaluer les dix manuscrits qui atter-



Luiz Schwarzcz, (au centre) directeur de la maison d'édition Companhia das Letras, en compagnie de l'écrivain-compositeur Chico Buarque (à droite) et du photographe Sebastião Salgado dans les rues de São Paulo.

riennent chaque semaine dans la boîte aux lettres. Selon la responsable éditoriale de Rocco, Vivian Wylter, il y a quatre ans, 80 % du catalogue de l'éditeur était constitué de titres étrangers contre 60 % aujourd'hui. D'autres maisons revoient également leur stratégie. Record, qui publie traditionnellement des best-sellers étasuniens, vient d'engager un professionnel pour s'occuper du département de littérature brésilienne. Les éditeurs plus petits constituent un réseau de lecteurs indépendants afin de ne pas passer à côté d'une éventuelle trouvaille.

La critique ignore superbement cette nouvelle génération d'écrivains

En investissant dans la découverte de talents, les éditeurs brésiliens ne font que confirmer une tendance internationale. "Nous publions 20 % d'auteurs de fiction de plus qu'en 1988", déclare Martine Heissat, qui travaille au Seuil, à Paris. Aux Etats-Unis, Morgan Entrekin, le patron du groupe Grove/Atlantic, prétend que depuis vingt ans les écrivains débutants n'ont jamais eu autant l'opportunité de saisir leur

chance. Selon lui, "il est plus facile de publier un débutant que le deuxième livre d'un bon auteur qui n'a pas eu de succès immédiat".

Pour importante que soit la stimulation du marché, les stratégies des éditeurs à la recherche de nouveaux talents dépendent également de facteurs culturels. Après avoir publié pendant des décennies un petit nombre d'auteurs incontournables, tels João Ubaldo Ribeiro, Jorge Amado et Lygia Fagundes Telles, ils ont tout à coup pris conscience de la nécessité de stimuler l'apparition d'une "nouvelle génération". Certains débuts sont prometteurs. En 1997, avec *Aquidauana e Outras Histórias sem Rumor* [Aquidauana et autres histoires sans bruit, Rocco], le traducteur carioca Mauro Pinheiro, 40 ans, confirme ses qualités d'écrivain. Il avait rencontré en 1993 un premier succès avec *Cemitério de Navios* [Le cimetière des navires], récit rapide à la langue dépouillée, sans clichés. Luiz Alfredo Garcia-Roza, professeur de théorie de la psychanalyse à l'université fédérale de Rio de Janeiro, s'est fait remarquer en 1996 lors de la sortie de son excellent roman policier *O Silêncio da Chuva* [Le silence de la pluie, Companhia das Letras], qui a remporté le prix Nestlé. Il a obtenu un succès considérable en tirant le meilleur parti du décor de l'action – Rio de Janeiro – tout en faisant une incursion dans un genre importé.

La critique littéraire brésilienne ignore cependant superbement cette nouvelle génération. Lorsqu'on les consulte sur de nouveaux auteurs, des critiques de valeur comme Wilson Martins, auteur du fameux ouvrage *História da Intelectual Brasileira* [Histoire de la pensée brésilienne], ou le poète et traducteur José Paulo Páes restent muets. Il est sûr, néanmoins, que ces nouveaux écrivains ne forment pas de mouvement à proprement parler. Il y a le roman historique, le roman policier, le roman d'avant-garde et la littérature de divertissement, avec une recherche réelle de qualité dans la plupart des cas. Si l'on ne peut pas parler de génie, ni de courant novateur, les conditions actuellement favorables du marché sont peut-être réunies pour qu'on puisse le faire un jour.

Carlos Gracib

La cohabitation entre Noirs et Blancs es contribua à répandre l'idée que la cause souffrance des Noirs était la classe, et non e, constate Diva Moreira, responsable du tement des Affaires noires de la mairie de (horizonte [Etat du Minas Gerais]. Et le fait es successeurs des Noirs pouvaient deveulâtres, voire "blancs" à la troisième gène-1, "créait l'illusion que le métissage pouvait solution à la discrimination raciale", conti-Mme Moreira. Ce qui ne veut pas dire que oirs se sont toujours tus face à la discription. Il y a eu des mouvements noirs dès années 50, mais ils ne furent jamais très effis. Et, au milieu des années 60, au moment e où les Etats-Unis étaient secoués par le vement des droits civiques, le Brésil était la boîte d'une dictature militaire qui écrasa e forme de dissension. La Constitution 988 a marqué officiellement la fin de cette de répression et a même fait du racisme un e. Mais la pénalisation du racisme par les : constitutionnelles ne pouvait pas modisoudainement des attitudes entretenues uis des générations, qui amenèrent même ombreux Brésiliens noirs à admirer la blanur et à rejeter leur propre couleur de peau. ine Rocha, historienne d'origine métisse, lique non sans malice : "Quand j'étais enfant, is noire. Plus tard, quand j'étais étudiante, is mulâtresse. Après l'université, je suis deve- : blanche." Autrement dit, la couleur de peau ue au fur et à mesure de la progression dans iérarchie sociale.

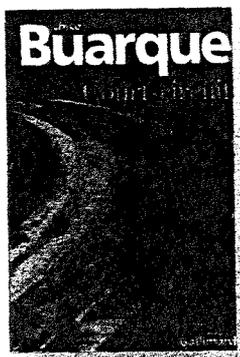
Le changement doit venir des Afro-Brésiliens eux-mêmes

mbre de défenseurs des droits civiques ont ivi avec énormément d'intérêt une récente aire, à Rio, au cours de laquelle une femme ifaires a été accusée de discrimination pour oi refusé d'engager une comptable noire. Le rime d'affaires, Rosselita Favilla de Lima, ait exprimé sa préférence pour une employée anche et blonde, déclarant que les Noirs vaient pas la "bonne présentation" nécessaire ur travailler dans sa société. Mme Favilla de ma a été jugée coupable et condamnée à deux s de travaux d'intérêt collectif – elle est la première personne à tomber sous le coup de la loi puis son entrée en vigueur, il y a près de dix s. Le casse-tête racial brésilien est autant e faire de classe que de couleur de peau. Même les préjugés disparaissaient miraculeusement, plupart des Afro-Brésiliens seraient toujours avures. Les partisans de l'égalité des races ivent qu'ils doivent se préparer à une lutte prouvante tant sur le plan psychologique u'émotionnel. Néanmoins, les événements de es dernières années ont redonné un peu d'esir aux Afro-Brésiliens. Comme le dit Sueli Carreiro, membre d'une organisation féministe oire de São Paulo, "pour la première fois, le président de la République crée un espace" pour lébattre de la question raciale et agir. En outre, e pays subit constamment des pressions extérieures, de l'Organisation des Etats américains t d'autres organisations internationales.

D'autres estiment que l'élan nécessaire au changement doit venir des Brésiliens eux-mêmes, et surtout des Afro-Brésiliens. Pour Michael Turner, spécialiste du Brésil au Hunter College de New York, si les Afro-Brésiliens ne prennent pas l'initiative et ne se fraient pas un chemin vers le progrès, le pays risque de passer à côté d'un moment charnière. La majorité des activistes afro-brésiliens le pensent également. Mais, alors qu'ils réfléchissent à l'évolution à venir, ils sont nombreux à se demander s'ils peuvent seulement créer un mouvement d'émancipation véritablement efficace. Parfois, ils se demandent tout simplement si c'est ce qu'ils souhaitent. Car l'ironie de l'énigme raciale brésilienne, c'est que le conflit apparemment nécessaire au progrès implique peut-être de sacrifier la convivialité raciale brésilienne qui, pour tant de gens, a symbolisé la concrétisation d'un paradigme racial.

Ellis Coso

(avec Mac Margolis à Rio de Janeiro)



"Le jour où a couru le bruit de la mort de Castana Beatriz, le téléphone de Benjamin n'a pas sonné. Ce qu'au fond il savait déjà lui a été confirmé petit à petit, par des impulsions de silence. Et, comme Benjamin ne reçut jamais la communication fatale, pour lui, Castana Beatriz continua de mourir pendant longtemps, chaque fois que le téléphone ne sonnait pas. Au début, il pensa que ses amis se renvoyaient l'un à l'autre la délicate tâche, et l'expectative le suffoquait comme de l'air

qu'il aurait aspiré la bouche ouverte, sans intermittence. Mais téléphoner aux amis équivalait presque à leur demander de tuer Castana Beatriz plus rapidement. Le samedi, il alla à la plage, certain de les trouver alignés au bord de l'eau, prêts à lui présenter leurs condoléances d'une seule voix, tel un peloton d'exécution."

COURT-CIRCUIT
Chico Buarque, Gallimard, 1997.

JO

TEUR DE LA
OTHÈQUE DE SÃO PAULO
de toutes les écoles, le jeune
Araújo a fini par rencontrer
ure et sa négritude. Comme
ité des artistes brésiliens, il a subi
sion de la dictature militaire,
prochait d'avoir conçu des affiches
xarti communiste. Lors de
allation à São Paulo, il met sur pied
t chargé de préserver la mémoire
ture des Afro-Brésiliens.
hui, à 58 ans, l'enfant terrible de
rige une des institutions culturelles
prestigieuses du pays,
rhéque de São Paulo. Un honneur
ut de figurer à la une
les magazines culturels du pays.



FERNANDO GABEIRA

GUÉRILLERO RETRAITÉ

Depuis qu'il est revenu au Brésil, en 1979, Fernando Gabeira se partage entre deux passions : raconter sa vie dans des livres à succès et défendre l'environnement en tant que député de Rio de Janeiro. Né en 1943, il débute une carrière de journaliste au *Jornal do Brasil* avant le coup d'Etat de 1964 et l'instauration de la dictature. Puis il entre dans la clandestinité en participant à la guérilla urbaine. Il sera arrêté après l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis, en 1969. Torturé, puis libéré en 1970, il restera exilé pendant neuf ans, en Algérie, au Chili, puis en Suède.



DAVID ZYLBERSZTAJN

MONSIEUR PÉTROLE

Le nouveau directeur de l'Agence nationale du pétrole (ANP) n'a pas la tâche facile. Il est chargé de démanteler le monopole d'un mastodonte de l'économie brésilienne, la compagnie pétrolière Petrobras. Au Brésil, le pétrole a toujours été un enjeu politique lié à la question de la souveraineté nationale. Le président Fernando Henrique Cardoso n'a pas confié cette mission à un inconnu : David Zylbersztajn, âgé de 43 ans, est son propre gendre. Il occupait auparavant le poste de ministre de l'Energie dans le gouvernement de l'Etat de São Paulo.

Le réveil afro-brésilien a sonné

Le "paradis racial" est ébranlé.
Car, aujourd'hui, les Noirs veulent
faire entendre leur différence.

NEWSWEEK
New York

Grand, digne, les cheveux grisonnants coupés court, Edivaldo Brito est l'image même du calme. Mais l'indignation transparaît dans sa voix quand il parle de sa dernière rencontre avec la police de São Paulo, cinquième incident de ce genre en moins d'un an. "J'étais dans ma voiture officielle, qui a une plaque noire distincte indiquant mon rang", raconte-t-il. Pourtant, on l'a fait sortir de son véhicule mains en l'air et on l'a retenu ainsi dans la rue pendant près d'une heure. N'importe qui aurait trouvé un tel traitement scandaleux. Mais, pour M. Brito, ministre de la Justice de São Paulo, professeur de droit et ancien maire de Salvador (Etat de Bahia), cette mésaventure avait un autre sens : elle confirmait le regrettable statut des Noirs au Brésil. Tout ce qu'a vu l'agent prêt à l'arrêter, poursuit M. Brito, c'est "une voiture de luxe occupée par trois Noirs - mes gardes du corps et moi". Et le représentant de la loi est parti du principe que c'était une voiture volée. "J'ai essayé de lui expliquer l'importance de ma position, mais il ne m'a pas cru." Alors que le policier lui-même était noir, il "avait des préjugés".

Pendant des dizaines d'années, nombreux sont les Brésiliens qui ont tenu à affirmer qu'ils étaient au-dessus des races, qu'ils avaient créé une "démocratie raciale", un paradis multiculturel, où tous les hommes, quelle que soit leur couleur, étaient égaux. Le Brésil en voulait fièrement pour preuve l'influence de l'Afrique sur sa musique, sa religion et sa cuisine. Pourtant, de telles affirmations sonnent toujours faux. Le recensement de 1990 dénombrait 42 % de Mulâtres, 5 % de Noirs, 52 % de Blancs et 1 % d'Asiatiques. Or, au Brésil, toutes les fonctions réellement importantes sont occupées par des Blancs. Dans les sitcoms, les publicités et même dans les manuels scolaires, les Noirs sont rares et ils sont toujours des personnages secondaires ou soumis. Les Afro-Brésiliens se plaignent fréquemment, même si c'est un peu exagéré, que la télévision de leur pays soit plus blanche que la télévision suédoise.

C'est enfin en train de changer, en partie grâce aux efforts d'un mouvement identitaire noir, peu suivi mais très présent. Les décideurs varient (quoique avec scepticisme pour la plupart) d'intégration prioritaire. Les maires créent les départements des Affaires noires ; et l'on roue de plus en plus de visages noirs et métis dans les magazines, les feuilletons et les livres

d'école. Mais les activistes brésiliens exigent encore plus. Le Brésil doit aller au-delà du symbolisme actuel, disent-ils, et faire en sorte que le fantasme tant chéri d'un paradis racial finisse par être un peu plus concret. Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil, semble être de cet avis. Sociologue, il a étudié la question raciale et a appuyé plusieurs initiatives visant à instaurer une égalité des races. Il a créé un groupe de travail interministériel chargé de développer des stratégies destinées à privilégier les Noirs.

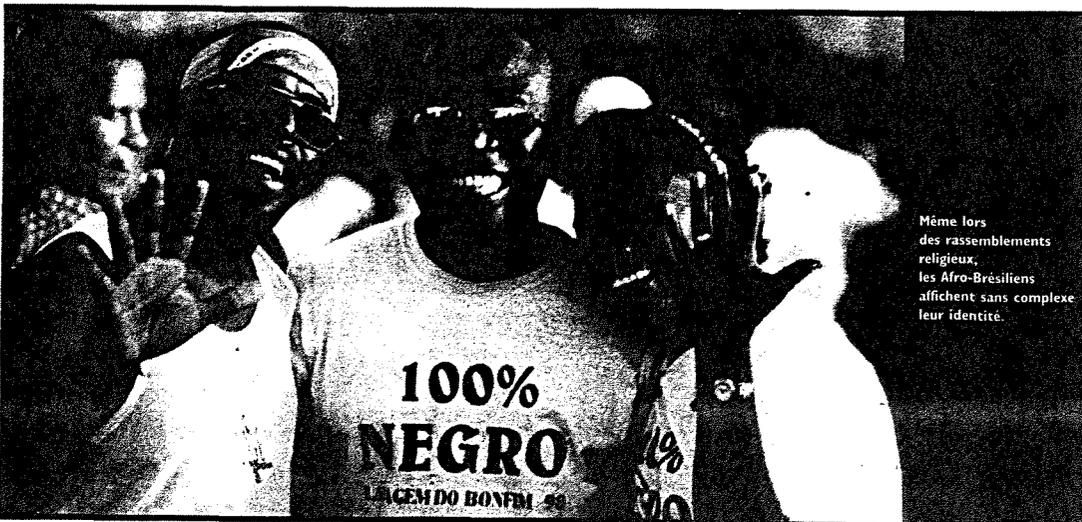
Mais on se tromperait en en concluant que le Brésil est à l'aube d'une révolution des droits civiques du style de celle des Etats-Unis. Car, si l'on constate l'apparition d'un embryon de fierté raciale chez de nombreux jeunes et si l'on entend couramment des appels à l'égalité, la confrontation raciale met encore mal à l'aise

les Brésiliens de toutes origines. L'an dernier, à l'occasion d'un meeting, le ministre des Transports Eliseu Padilha a répété une "plaisanterie" généralement considérée comme insultante. "Il y a deux Noirs admirés par tout le pays, a-t-il dit. L'un est Pelé, le roi du football, et l'autre l'asphalte." Cette fois-ci, au lieu de fulminer en silence, les Afro-Brésiliens ont exigé des excuses. M. Padilha ne s'est pas excusé, mais il a pris soin d'expliquer qu'il n'avait eu aucune mauvaise intention. Et il l'a fait dans *Black People* - une revue de Rio créée voilà trois ans, dont l'existence même témoigne d'une nouvelle attitude parmi les Noirs. Même les retombées du harcèlement policier dont a été victime M. Brito sont la manifestation d'une évolution. Le chef de M. Brito, Celso Pitta, maire de São Paulo, s'est trotté si exaspéré par l'incident

Les voix de la conscience noire



Lancé il y a trois ans, *Raça Brasil* s'affiche comme "le magazine des Noirs brésiliens". Fort d'une diffusion de plus de 100 000 exemplaires, il s'est imposé comme le titre de référence pour la classe moyenne noire. Peu à peu, le discours engagé a laissé place à des rubriques pratiques, santé, mode, et même cuisine. Cependant, des articles continuent à dénoncer le racisme quotidien dont sont victimes les Noirs. Aujourd'hui, le militantisme est ailleurs, en particulier dans la musique. Comme dans le reste du monde, le rap est devenu le véhicule principal des revendications d'une jeunesse marginalisée.



Même lors des rassemblements religieux, les Afro-Brésiliens affichent sans complexe leur identité.

NOUVEAUX VISAGES, NOUVELLE IMPULSION

CRISTOVAM BUARQUE

LA NOUVELLE GAUCHE

Le gouverneur du District fédéral de Brasília est un homme politique qui monte. Cet ingénieur titulaire d'un doctorat en économie obtenu à Paris a été en 1994 l'un des deux membres du Parti des travailleurs (PT) élus pour la première fois à un poste aussi élevé. A 53 ans, Cristovam Buarque est avant tout un homme de gauche qui tient à son indépendance et qui n'hésite pas à contredire les dogmes du parti trotskiste. Il n'est pas contre les privatisations et n'hésite pas à recourir à la force dans la capitale. Son credo : une administration efficace au service d'un gouvernement attaché aux programmes sociaux.



CLAUDIA ABREU

L'ANGE

Le renouveau du cinéma brésilien a permis l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs. Cláudia Abreu en est la parfaite incarnation. A 26 ans, elle a participé aux principaux succès du cinéma brésilien de ces dernières années. Son visage angélique apparaît dans des films qui n'ont rien de sentimental comme, *O qué é isso companheiro* ? (Quatre jours en septembre), qui relate l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis en 1969. Aux côtés de son mari, le réalisateur José Henrique Fonseca, elle participe également au développement de la société de production Conspiração Filmes.



La réforme agraire avance... à prix d'or

La question des sans-terre est loin d'être résolue. Parfois, d'étranges alliances se nouent entre leurs représentants et de gros propriétaires qui espèrent de fortes indemnités.

VEJA

São Paulo

D'un côté, des dirigeants des sans-terre et des fonctionnaires qui se soutiennent ; de l'autre, des sans-terres, les propriétaires terriens et des spéculateurs fonciers qui se trouvent des intérêts communs... Etranges alliances ! Dans le premier cas, il s'agit de militants de gauche, sympathisants des mouvements de paysans sans terre, qui occupent des postes clés à l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA). Profitant de leur fonction, ils communiquent aux représentants de ces mouvements des informations confidentielles sur les domaines jugés non exploités et donc expropriables. C'est la victoire assurée. Il suffit de mobiliser des sans-terre, de monter le campement autour du domaine, de l'envahir et de récolter les lauriers de la victoire grâce à l'installation de dizaines de familles.

La seconde alliance singulière, c'est celle de propriétaires fonciers et de sans-terre. L'anecdote suivante l'illustre parfaitement. Dans un bar de l'aéroport de Congonhas, à São Paulo, un leader du Mouvement des sans-terre (MST), José Rainha Junior, prend un café. A son grand étonnement, un individu cravaté l'aborde et lui exprime son soutien. Puis l'homme lui fait la proposition suivante : le MST peut occuper un domaine dans le Pontal, à l'ouest de l'Etat de



Plus de 145 000 familles appartiennent au Mouvement des sans-terre. Les propriétaires terriens n'hésitent pas à employer la force pour les déloger des domaines qu'ils occupent.

São Paulo. Le propriétaire souhaite "livrer la terre à l'INCRA". Avec les indemnités de l'expropriation, le fazendeiro espère effacer ses dettes auprès de la sécurité sociale. L'interlocuteur de Rainha affirme que l'action sera accueillie pacifiquement et présentée comme une victoire des sans-terre. La proposition a été rejetée par Rainha, mais des accords de ce genre commencent à voir le jour ailleurs au Brésil.

Drôles de combines ! Le président de l'INCRA, Milton Seligman, a déjà annoncé son intention d'inverser la tendance. Le gouvernement, au lieu de poursuivre l'expropriation de domaines souvent constitués de mauvaises

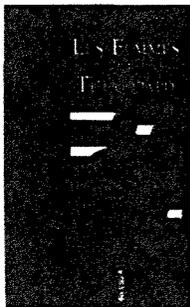
terres et de verser des sommes astronomiques, va participer à des ventes aux enchères. "Il faut remettre en question l'idée que la réforme agraire ne peut être réalisée que sur des terres improductives. Nous achèterons des propriétés rentables à des prix plus bas, nous éviterons ainsi des batailles juridiques sans fin. Nous pourrions installer les gens sur des parcelles bénéficiant de meilleures infrastructures", dit Seligman. Jusqu'à maintenant, 95 % des terres destinées à l'installation des familles proviennent d'expropriations et seulement 5 % ont été achetées. Seligman souhaite faire évoluer ces chiffres. Pendant les années 70 et 80, les aides gouvernementales ont été la vache à lait du monde agricole, grâce à des investissements et à des aménagements fictifs. Aujourd'hui, le filon consiste à fournir des terres pour la réforme agraire et à recevoir des indemnités fabuleuses", affirme l'avocat du MST, Luiz Eduardo Greenhalgh. Un exemple, la fazenda de la famille Ribas, qui compte 17 000 hectares, valait tout au plus 25 millions de reals ; les propriétaires ont touché 400 millions de reals d'indemnisation... Défenseur de la distribution des terres, Greenhalgh est tellement abasourdi par l'intérêt subit des propriétaires fonciers pour la réforme agraire qu'il a même proposé un projet de loi pour mettre fin aux indemnités excessives. Dans l'Etat du Rio Grande do Norte, dans des circonstances surréalistes, les sans-terre et les propriétaires terriens ont célébré leur convergence d'intérêts lors d'une fête, dénoncée par le Syndicat des travailleurs ruraux. Le pro-

priétaire de la fazenda São Miguel, Adelmo Queiroz de Aquino, est allé jusqu'à offrir un grand barbecue à des familles sans terre avant de leur ouvrir les portes de son domaine pour une occupation. La propriété compte 5 878 hectares et se situe à 175 km de Natal. Depuis l'occupation, survenue au début de 1997, le propriétaire de la fazenda n'a pas sollicité l'aide de la police pour chasser les envahisseurs. Il est resté loin de la propriété. "Comme Adelmo Aquino, 90 % des propriétaires de la région cherchent à être expropriés. C'est le cas de São Miguel et de cent autres propriétés. Les fazendeiros et les travailleurs sont en train de tirer du même côté de la corde", déclare un fonctionnaire local de l'INCRA.

Les expropriations et les occupations cachent parfois des escroqueries

L'an passé, malgré le coup porté aux occupations et aux surindemnités, on a procédé à l'installation de 82 000 familles, soit près de la moitié du total de celles réalisées au cours des trois premières années du gouvernement Cardoso. Cette année, la nouvelle réglementation va permettre d'économiser 1 milliard de dollars et de limiter les dépenses publiques au cours des prochaines années. Ce résultat positif obtenu par le gouvernement est même salué par un ennemi juré de la présidence, João Pedro Stedile, le principal dirigeant du MST, qui a été obligé de changer de tactique. Les belles histoires qui commencent avec des images de barbelés coupés à l'aube et culminaient avec la conquête des terres deviennent de plus en plus rares. Stedile tente maintenant d'amener les sans-terre en ville pour sensibiliser l'opinion publique. Il admet également que le gouvernement cherche à mettre un terme à l'escroquerie qui se cache derrière les expropriations. "L'arnaque des surindemnités est telle qu'une loi était tout à fait nécessaire. Sur ce point, nous appuyons sans restriction le gouvernement."

Les chefs du MST reconnaissent, en aparté, que leurs rivaux à la tête d'autres organisations de paysans pauvres sont souvent prêts à entrer dans les combines proposées par les propriétaires en échange de victoires aussi faciles que factices. En général, les domaines occupés sont improductifs parce que la terre est mauvaise, les pluies trop fortes et les routes trop éloignées. Les sans-terre installés dans ces zones ne tiennent pas longtemps. Les données de l'INCRA montrent que, dans le nord du pays, sur dix familles ayant reçu une parcelle, quatre l'abandonnent. Avec un tel taux d'échec, il est clair que beaucoup de choses restent à faire pour trouver une solution à l'un des principaux défis pour l'avenir du Brésil.

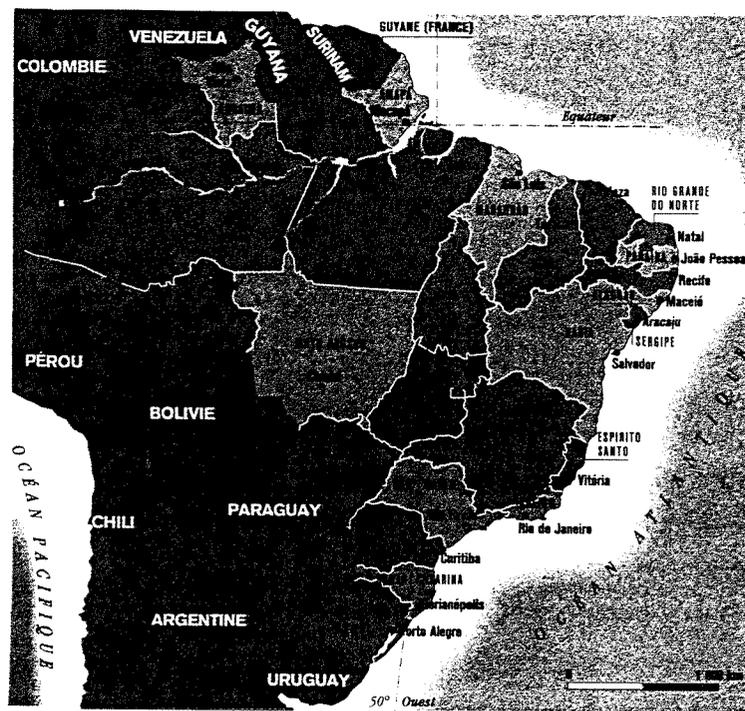


"La plaine s'étend, verte, et je fais des cabrioles maintenant que tu es mort. Je fais de la gymnastique, je détends mes bras et mes jambes. Je fais des sauts, des acrobaties. Maintenant que tu es mort, j'ai besoin de vivre. Mon corps. Mais... et mon âme ? Rien qui la convoie depuis cet ouragan qu'a été ta mort. Mais tu es mort ? Tu n'es pas mort, tu n'es pas mort, tu n'es pas mort, tu n'es pas mort. Je fais la roue, cinq fois,

dans les champs au nom de ta non-mort. Ne sois pas mort, je t'en supplie. Maintenant que tu es mort, je ne sais pas si c'est toi que je hais ou la vie, elle qui ose encore m'être vie tandis qu'elle te tue. C'est la vie qui t'a tué ? Cette vie qui m'est vie ?"

LES FEMMES DE TIJUCO
Marlene Felinto, éd. Eulina
Carvalho, 1998.

TEMPS DE LA RENAISSANCE



Le Brésil en chiffres

> Près de 16 fois la France

Avec une superficie de 8 511 996 km², 26 Etats et le district fédéral de Brasilia, le Brésil occupe presque la moitié du continent sud-américain. Plus de 57 % du territoire est occupé par la forêt.

> Une population en croissance rapide

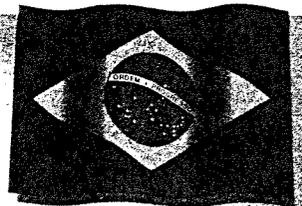
Le Brésil compte 157 millions d'habitants (contre seulement 72,8 millions en 1960). D'après les statistiques officielles (1996), on dénombre 55,2 % de Blancs, 38,2 % de métis, 6 % de Noirs et seulement 0,2 % d'Indiens. Depuis 1990, la population croît de 1,4 % par an.

> Une société urbaine Aujourd'hui, 78 % de la population brésilienne vit dans les villes, contre 45 % en 1960. São Paulo compte 9,8 millions d'habitants, loin devant Rio de Janeiro, 5,5 millions, et la capitale, Brasilia, 1,8 million d'habitants.

> Des femmes de plus en plus actives Elles représentent désormais 40 % de la population active (chiffre de 1996), contre 24 % en 1970. Au 1^{er} janvier 1997, le Parlement brésilien comprenait 6,7 % de femmes (contre 6,1 % en France à la même date). En revanche, elles ne constituent que 29 % du revenu salarial (39 % en France).

> Une économie de plus en plus tertiaire Le secteur des services, qui représente aujourd'hui 54 % du produit intérieur brut (contre 49 % en 1994), progresse rapidement. La production agricole ne compte plus que pour 12 % du PIB, l'industrie pour 33 %. En 1996, le PIB du Brésil s'élevait à 4 494 milliards de FF (à titre de comparaison, le PIB français pour 1996 était de 7 861 milliards de FF).

> Et toujours de grandes inégalités 30 % des familles brésiliennes disposent de moins de l'équivalent de 600 FF par mois pour vivre. En 1996, l'analphabétisme touchait encore 18 % des adultes.



Que d'espoirs autour d'un président !

Au pouvoir depuis 1994, Fernando Henrique Cardoso a permis un début de moralisation de la vie publique. Mais, pour assurer sa réélection en octobre, il retombe dans certains vieux travers de la classe politique.

A FOLHA DE SÃO PAULO

En 1994, l'élection de Fernando Henrique Cardoso a fait naître l'espoir qu'un gouvernement théoriquement social-démocrate serait souffler un vent nouveau sur la vie politique et sur l'administration. Espérance qu'a confortée le Président lors de sa prise de fonctions. Son parcours de sociologue et de politicien progressiste allait dans ce sens. Il serait injuste de dire que cette attente a été totalement déçue. Cependant, l'espérance est allée en s'évanouissant au fil des compromissions avec les partis, si ces coquilles d'ides méritent ce nom.

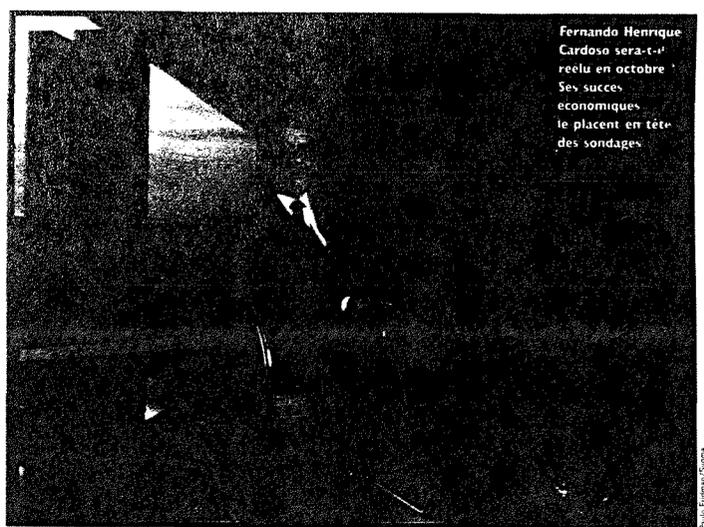
Aujourd'hui, il faut cependant reconnaître que les scandales paraissent moins courants dans l'administration. Le gouvernement Cardoso a également tenté d'en finir avec les groupes de pression qui se sont enkystés depuis des décennies dans l'appareil d'Etat - un Etat qui, lui aussi, a fait l'objet de réformes importantes. Mais ces efforts sont une certaine façon minés par la méthode politique de la présidence, qui ne contribue en rien à la santé démocratique et budgétaire.

Un président avec le parcours de FHC, élu au premier tour et fort de sa victoire sur l'inflation, aurait pu réformer un système si décrié. Malheureusement, il contribue pour beaucoup au processus de démantèlement de certaines institutions démocratiques fondamentales, comme les partis politiques. Certes, la démocratie représentative et les idéologies traversent dans le monde une crise profonde. Mais il serait imprudent, voire ridicule, d'attribuer les dysfonctionnements brésiliens essentiellement à la conjoncture internationale, au regard des mesquineries des bassesses auxquelles on assiste ici. Plus importantes sont certaines spécificités brésiliennes,

comme les agissements et les structures des partis, ainsi que leur relation avec le gouvernement fédéral. Autant d'éléments qui ne sont pas des nouveautés. Le consensus national autour du Plan real [créant une nouvelle monnaie, le real, alignée sur le dollar] a fini par quasiment détruire l'identité idéologique, déjà bien ternie, de la majorité des partis politiques, phénomène encore amplifié par les ralliements d'opportunistes de tout poil. Mais le Président, dans son empressement à ratisser large, entre autres pour garantir sa réélection en octobre prochain, n'aide en rien à l'amélioration de cette situation. Les méthodes qu'il utilise pour assurer son second mandat consolident le système. L'exécutif fédéral a une part de responsabilité, mais on a rarement vu au cours de l'histoire de la République brésilienne des périodes d'une telle pauvreté dans la vie politique.

Le gouvernement semble ne pas s'émouvoir que l'intérêt général soit indûment traité comme une affaire personnelle, quand il n'est pas simplement assimilé à une transaction commerciale. Même quand, par exemple, il s'agit de satisfaire les requêtes des gouverneurs des Etats, peu importe alors les concessions qui heurtent la rationalité administrative ou mettent en danger l'équilibre des finances publiques. Report de dettes, prêts pour s'attirer de nouveaux alliés, coupes dans le budget : les exemples de dérives gouvernementales ne manquent pas. Ce comportement rappelle le processus douteux qui a conduit à l'approbation de l'amendement constitutionnel autorisant la réélection présidentielle. Des soupçons d'achat de votes de parlementaires avaient alors entaché la procédure.

L'indigence des partis et ces méthodes gouvernementales démolissent la représentation parlementaire, minent la crédibilité des institutions et la rationalité de l'action publique. La politique se transforme en une méthode d'appropriation des affaires de la République, à mille lieues des citoyens. Ces derniers sont également responsables puisqu'ils choisissent fréquemment des élus qui dilapident le bien commun. Mais, au-delà de ce problème pénible de manque de conscience citoyenne, le pays ne mérite pas un tel manquement au progrès démocratique. ●



Fernando Henrique Cardoso sera-t-il réélu en octobre ? Ses succès économiques se placent en tête des sondages.

Promenade express en six étapes dans le paysage littéraire brésilien



"Rua do Ouvidor, au cœur du 'quartier Latin' de Rio de Janeiro, la librairie multilingue de Miguel Solera de Lara l'*Antre d'Aphrodite* était, avec la librairie Garnier, l'un des principaux points de rencontre des intellectuels de la cité, pour la plupart des collaborateurs de journaux ou de revues. [...] Vers la fin de l'après-midi, tout ce petit monde commençait à défilier dans l'*Antre d'Aphrodite*. Ils y lisaient à l'intention de leurs amis des poèmes qu'ils venaient de composer ou bien des articles non encore publiés. De temps à autre, il arrivait que Machado

de Assis lui-même fit à Miguel Solera de Lara l'honneur d'une apparition. Au reste, à l'époque où il n'était encore qu'un collaborateur parmi d'autres de la *Marmota* (la petite revue modeste dans laquelle il avait fait ses débuts en littérature), il venait beaucoup plus fréquemment ; mais, depuis qu'il avait connu le succès grâce à la publication des *Mémoires posthumes de Brás Cubas*, ses visites étaient devenues rares."

ÉLÉMENTAIRE, MA CHÈRE SARAH !
Jo Soares, Calmann-Lévy, 1997.

e ouverture BRÉSIL : LE 1



Un enfant sur une plage de Natal (Nordeste)

Le géant d'Amérique latine se réveille.

L'économie va mieux. L'hyperinflation n'est plus qu'un souvenir. Certes, les laissés-pour-compte sont encore légion. Certes, le problème des sans-terre n'est pas résolu, explique l'hebdomadaire *Veja*. Certes, les mœurs politiques sont toujours entachées de clientélisme. Il n'empêche. Le Brésil, grâce notamment aux réformes menées par son président, le sociologue social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, prend le train de la modernité. Et affiche, avec le Mercosur (Mercosul en brésilien), ses ambitions de puissance régionale, face à des Etats-Unis toujours "arrogants", comme le notent le quotidien *Gazeta Mercantil* et le mensuel *República*.

Plus encore que l'économie, la renaissance du Brésil est culturelle et sociale. D'abord, au sein de la communauté noire, qui, en revendiquant son identité, détruit le mythe de la grande démocratie multiraciale. Ensuite, parmi les jeunes artistes et écrivains, souligne le magazine culturel *Bravo !* Le cinéma revient sur la scène internationale. L'édition, elle, découvre de jeunes auteurs. Comme en témoigne le Salon du livre, qui met cette année à l'honneur la littérature brésilienne, du 20 au 25 mars à Paris.

Retrouvez cette semaine *Courrier international*, le Brésil et la littérature sur RFI, chaque jour de 16 h 10 à 16 h 30, dans l'émission *l'Actualité culturelle* animée par Jean-Maurice de Montrémy.

Modernisation économique, difficultés sociales

Le président Cardoso a vaincu l'inflation et mis l'économie sur la voie de la mondialisation. Mais ses réformes font grincer des dents, surtout dans la fonction publique.

THE WASHINGTON POST

DE SÃO PAULO

racema Maria da Silva a peur. Agée de 61 ans, elle habite un minuscule appartement dans un quartier ouvrier de São Paulo, troisième ville du monde par la taille. Fonctionnaire, jouissant de la sécurité de l'emploi, elle a vécu pendant des années l'esprit tranquille. Mais tout cela est en train de changer. Le Brésil, cinquième pays le plus peuplé du monde, est en effet plongé dans une transition radicale qui vise, à grand renfort de privatisations, à convertir le pays à l'économie de marché. Ces bouleversements ébranlent les fondements mêmes de la société et font peur aux Brésiliens, qui, d'habitude, respirent la joie de vivre : ils commentent à comprendre que les choses risquent de vraiment beaucoup changer.

Le Brésil aspire à devenir la deuxième puissance économique du continent américain, mais aussi à se mettre à l'abri d'un effondrement de type asiatique. La réforme du marché du travail – que le Brésil ne peut pas éluder, disent les économistes, s'il veut survivre aux bouleversements économiques mondiaux – est le principal volet du programme du gouvernement Cardoso. Mais elle érode la popularité de la transition économique (et celle du Président lui-même), notamment dans les secteurs de la société qui dépendent de l'Etat dans des proportions extrêmes.

Le gouvernement va diminuer les effectifs des fonctionnaires et leurs retraites

Entre autres mesures, le gouvernement se propose d'assouplir la législation sur les conditions d'embauche et de licenciement dans les administrations locales et fédérales. "Nous sommes en train de moderniser le marché du travail brésilien, en créant enfin un lien entre les résultats du travail et la façon dont il est récompensé", a expliqué Pedro Malan, ministre des Finances. De plus, les nouveaux textes restreignent sensiblement les pensions de retraite pour les postes les plus élevés du secteur public. Par ailleurs, les syndicats du secteur privé ont signé



Maria Nogueira/Rea

des accords favorables aux entreprises, et le gouvernement projette une révision des systèmes de retraite public et privé qui relèverait l'âge minimal de la retraite. Ces propositions font peur aux Brésiliens et ont déclenché des manifestations violentes.

D'après les chiffres du gouvernement brésilien, la population active compte officiellement environ 60 millions de personnes âgées de 16 à 60 ans, dont 13,2 millions dans le secteur public. Aux termes de la loi en vigueur, les retraités du secteur public perçoivent 100 % de leur salaire à vie, ce qui lèste considérablement la masse salariale publique. La nouvelle loi vise à l'alléger. Fin 1997, en réaction à la crise asiatique, Cardoso a, entre autres, signé une loi supprimant 30 000 postes dans la fonction publique, un chiffre qui augmentera quand le chef de l'Etat aura entériné la législation sur le travail. "Ce n'est pas juste", se plaint M^{me} da Silva, qui a travaillé la majeure partie de sa vie comme secrétaire dans un lugubre immeuble de bureaux de l'administration. "Nous avons consacré notre vie à l'Etat. J'ai l'impression d'avoir été trahie. Le gouvernement veut se

débarrasser de nous pour montrer aux étrangers qu'il fait quelque chose" contre la crise.

D'après certains partisans du changement, le Brésil doit accepter des réformes encore plus radicales, et très vite, s'il veut échapper aux problèmes que connaît l'Asie et continuer d'attirer les investissements étrangers dont il a besoin pour financer la transition. Ils réclament une grande réforme de la fiscalité des entreprises pour mettre au pas les innombrables employeurs brésiliens qui ne s'acquittent pas de leurs charges sociales, faute de déclarer leurs salariés, et notamment ceux qui ne contribuent pas au système de retraite du pays, déficitaire. Mais de telles mesures sont beaucoup plus difficiles à obtenir de Cardoso, candidat à sa réélection en octobre prochain.

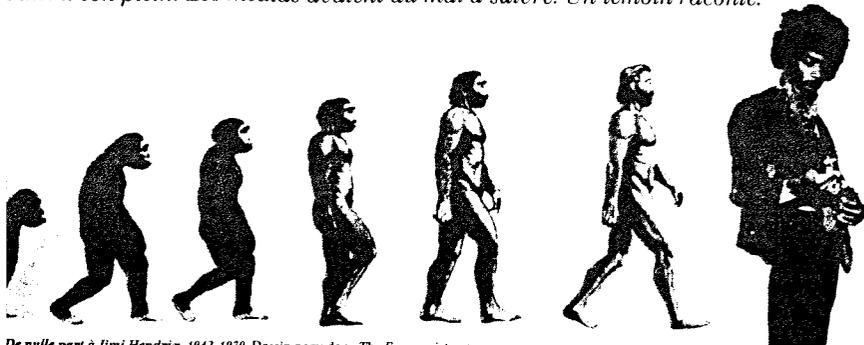
Le Brésil, qui compte 157 millions d'habitants et où la distribution du revenu est l'une des plus faussées du monde, est le poumon industriel de l'Amérique latine et, de loin, la principale puissance économique de la région (il pèse presque deux fois plus lourd que le Mexique, par exemple). A ce titre, il est considéré comme le baromètre de l'Amérique latine. La transition

économique a commencé il y a trois ans lorsque Cardoso, jadis admirateur de Karl Marx, a lancé le Plan real, qui rattachait la monnaie nationale au dollar afin de mettre un terme à l'hyperinflation. Parallèlement, un programme de privatisations a été lancé. Cette politique a bien mis fin à la spirale inflationniste, qui touchait surtout les pauvres, mais des écueils sont apparus en octobre dernier : crise asiatique oblige, la Banque centrale a dû multiplier par deux les taux d'intérêt afin de désamorcer les attaques spéculatives contre le real. Ce resserrement du crédit a ralenti la croissance économique, qui ne devrait pas dépasser 1 % cette année, et aggravé le chômage, qui est passé de 5 à 6 %, selon les estimations du gouvernement. En effet, les entreprises ont mis un frein à la production car la hausse des taux d'intérêt empêche nombre de Brésiliens d'acheter les biens de consommation qu'ils pouvaient s'offrir depuis peu grâce à la suppression de l'hyperinflation. Les syndicats affirment que les chiffres du gouvernement ne disent pas tout et que le chômage, à São Paulo par exemple, atteint en réalité 16 % de la population active.

Anthony Faletto

ÉTATS-UNIS Fleurs, bananes, amour et LSD, c'était il y a trente ans à San Francisco

Tandis que la guerre du Vietnam faisait rage, un vent de liberté souffla un bref moment sur l'Amérique : le mouvement hippie battait son plein. Les médias avaient du mal à suivre. Un témoin raconte.



De nulle part à Jimi Hendrix, 1942-1970. Dessin paru dans *The Economist* - LONDRES

LOS ANGELES TIMES

Bon, préparez vos stéréotypes, parce que ça y est, nous y voilà : c'est le 30^e anniversaire du Summer of Love [Été de l'amour]. De l'histoire ancienne pour certains, une échappatoire aux problèmes actuels pour d'autres. Et, pour ceux qui y étaient, des flash-backs de ce qui fut une alternative à la morosité et à la répression de l'ère Eisenhower-Nixon, encore accentuées par l'assassinat de John F. Kennedy, qui avait laissé un vide que les Beatles allaient combler en partie - avec Sgt. Pepper à la rescousse.

Mais le Summer of Love allait bien au-delà du sexe, des drogues et du rock'n roll. Au plus profond d'elle-même, la floraison de cette contre-culture était une révolution spirituelle - les religions de l'époque étant remplacées par des communautés adoratrices de la libé-

ration. Les psychotropes étaient leur sacrement.

En réalité, le Summer of Love commença le 6 octobre 1966, le jour où le LSD fut déclaré illégal. A San Francisco, à deux heures de l'après-midi très exactement, j'étais avec des milliers d'autres jeunes qui s'étaient réunis pour avaler tous ensemble des tablettes de LSD sous les yeux de la police. Le fait d'en détenir dans son organisme n'était pas un délit. Nous voulions faire passer un message : nous avions davantage confiance en nos amis qu'en l'Etat.

L'évènement avait été annoncé par une "Déclaration d'indépendance" moderne affirmant qu'"il est nécessaire pour le peuple de ne plus reconnaître les schémas sociaux démodés qui ont isolé l'homme de sa conscience : il faut créer avec l'énergie de la jeunesse des communautés révolutionnaires du monde qu'un processus vital vieux de 2 milliards d'années justifie pleinement.

La création nous donne des droits inaliénables, dont, entre autres : la liberté du corps, la recherche de la joie et l'élargissement de la conscience ; et, pour affirmer ces droits, nous, citoyens de la Terre, déclarons notre amour et notre compassion pour tous les hommes et les femmes qui, dans le monde, sont empris de haine et en proie aux conflits."

Un sous-marin jaune qui navigue sur l'Hudson

Quand le magazine *Time* envisagea de faire sa sur le phénomène hippie, la rédaction de San Francisco reçut un message invitant les enquêteurs à "s'attaquer à la description de cette culture comme s'il s'agissait des îles Samoa ou Trobriand [chères à l'anthropologue Malinowski]. Approche des plus appropriées. Lors de la célébration du solstice d'été dans le Golden Gate Park de San Francisco, ces mêmes hippies qui avaient tourné en ridicule Lyndon Johnson, lequel

voulait imposer une journée nationale de prière, implorait le soleil, le suppliant de se lever à 5 heures du matin. Ils avaient cessé de vouloir influencer le gouvernement, mais espéraient encore se faire entendre de l'univers.

Cependant, tandis que la guerre du Vietnam gagnait en intensité, les *flower children* commencèrent à se doter d'épines. Ils participèrent à des manifestations pour la paix, faisant naviguer un sous-marin jaune sur l'Hudson ou encore allant jusqu'à exorciser le Pentagone. Si San Francisco était devenu le point de ralliement d'un pèlerinage hippie, le Summer of Love fut néanmoins célébré dans tout le pays. Peu de temps après l'évènement fondateur que fut le Festival pop de Monterey, avec Jimi Hendrix, Janis Joplin et Otis Redding, j'ai assisté debout à un concert à Pittsburgh où jouaient les Grateful Dead, les Fugs et le Velvet Underground. Jamais auparavant on n'avait vu autant de marginaux du cru regroupés au même endroit au même moment. Tous en furent aussi surpris que rassurés. Les journaux underground, soutenus par le Syndicat de la presse underground, jouèrent un rôle majeur en faisant passer le mot à propos du Summer of Love. Mais faire passer le mot ne voulait pas forcément dire faire passer la vérité. A New York, par exemple, les rédacteurs du *East Village Other* lancèrent le Grand Canular de la banane. Les agences de presse repiquèrent l'histoire, selon laquelle les bananes contenaient une substance comparable à la sérotonine que le LSD libère dans le cerveau.

Bientôt, dans tout le pays, on apprit que l'on pouvait planer en toute légalité en fumant des peaux de banane séchées. Un fumeur de bananes alla même jusqu'à s'ouvrir à San Francisco, et un chef d'entreprise lança avec succès un système de vente par correspondance de poudre de banane. Les agents fédéraux, de leur côté, se ruèrent sur leurs laboratoires et y firent cuire, râper et broyer 15 kilos de bananes en suivant une recette publiée par les journaux underground. Pendant trois semaines, les agents de la Food and Drug Administration (FDA) essayèrent de "fumer" des pelures de banane séchées.

Lors d'un spectacle à San Francisco, j'avais raconté que la prochaine drogue à succès serait la FDA. Ça n'a pas raté. Peu de temps après, *Time* rapportait que bientôt entrerait en circulation un "superhallucinogène appelé FDA". Suis-je bête, moi qui croyais avoir inventé ça de toutes pièces. Depuis, les méthodes d'appropriation ne se sont guère améliorées. Des "classiques" du rock sont utilisés pour promouvoir la vente de toute sorte de produits. "Today is the first day of the rest of your life" accompagne désormais une pub pour céréales. Et le Summer of Love est devenu une marchandise : à San Francisco, la société Bill Graham Productions a même essayé de breveter l'expression. Et, peint en rouge à la bombe sur un mur de briques brunes près de Haight Street, se détachant au milieu des graffitis comme la signature de John Hancock sur la première Déclaration d'indépendance, ce message, qui résume tout : "Love Is Revenue." **Paul Krossner**

BRÉSIL Société

Face à la misère, le ciel se fait attendre

Prêtre progressiste, Leonardo Boff continue de combattre aux côtés des habitants des bidonvilles brésiliens. Mais le doute le saisit parfois, quand la mort touche un adolescent de sa paroisse.

PÁGINA 12

Buenos Aires

Hier, j'ai célébré les obsèques de Lucio, un jeune âgé de 16 ans. Il vivait dans le bidonville de Lixão. Là, chaque jour, on se bat contre tous les camions-poubelles qui arrivent. Un combat féroce auquel participent gamins, adultes, porcs, chiens et corbeaux : chacun cherche son lot dans la sinistre fraternité de la survie. Lucio passait sa vie à fouiller dans les ordures. Il est mort, victime d'une société qui expulse ses enfants parce qu'ils se nourrissent des poubelles de la ville pour pouvoir vivre. A 7 ans, il a commencé à boire - sans doute pour supporter cette exclusion sociale. A l'âge de 16 ans, il était mal alimenté. La cirrhose a eu raison de lui. Il est mort.

Dans le cimetière, la mère désespérée ne cessait de murmurer : "Mon fils n'a pu grandir. Il n'a pas résisté à la vie. Il n'a pas pu surmonter le problème. Il n'avait pas la foi. Il était faible, alors il est mort." Elle pleu-

rait, au comble du désespoir. Et, soudain, toute la tragédie de cet instant m'est apparue. Pour la consoler, je cherchai des mots réconfortants, mais ils restaient bloqués dans ma gorge. Aucune parole n'extirpe la peine du cœur qui ne veut pas être consolé. C'était la lamentation des mères de Bethléem dont les enfants avaient été assassinés par Hérode. Comme le dit l'Écriture, "on a entendu des cris à Rama, des pleurs et de grandes lamentations : Rachel pleure ses enfants et n'a pas voulu être consolée, parce qu'ils ne sont plus". Alors, je lui dis : "Madame, Dieu est le Dieu des faibles qui crient comme les Hébreux en Égypte, comme les mères des innocents de Bethléem assassinés par Hérode, comme les amis de Jésus, Marthe et Marie, de Béthanie, qui pleurent la disparition de leur frère, Lazare. Dieu est le Dieu de la douleur, qui meurt comme Jésus sur la croix. Il écoute les sanglots de nous tous. C'est pourquoi les Hébreux ont obtenu leur territoire. Lazare a été ressuscité ; Jésus, lui-même, est ressuscité. Votre fils Lucio souffrait beaucoup. Dieu, le voyant brisé, a eu pitié de lui. Il l'a appelé auprès de Lui. Il ne voulait plus que Lucio soit victime du mauvais alcool et d'une société qui n'offre aucune possibilité de s'instruire ou de travailler. Il l'a appelé auprès de Lui pour lui apporter le soutien éternel du Père. Je vous assure, Madame, le Seigneur, notre bon Père

et notre douce Mère, a dit, et je l'ai écouté : "Viens mon enfant. Tu me manques. Pourquoi as-tu tant tardé ? Viens, repose-toi, apaise-toi. Toi qui ne mangeais pas, tu seras comblé de tout, de tout. Assez fouillé dans les ordures, assez demandé l'aumône. Réjouis-toi, je savourerai à tes côtés."

A ma grande surprise, sa mère s'est calmée. Nous avons commencé à prononcer les dernières oraisons devant le cercueil ouvert. Un cercueil de pauvre, qui n'en était même pas un : un simple assemblage de maigres planches clouées les unes aux autres, dont les grands trous étaient couverts d'un tissu noir. Tout autour, d'autres fouilleurs d'ordures, tristes de savoir que Lucio était mort si jeune, miné par l'alcool. La mère regardait l'enfant mort, en silence. Elle s'appelle Ziza ; elle est pauvre, courageuse, douce et pieuse. Elle vit encore, dignement. Elle fouille les ordures et nourrit avec peine ses autres enfants, pauvres, abandonnés dans cette création qui les opprime. Mais, même ainsi, ils restent tous les enfants chéris de Dieu. Oh, mon Dieu ! doit-il en être ainsi ? Pourquoi ? Mon Dieu, pourquoi ?

Leonardo Boff

Ce texte est extrait du livre, à paraître sous le titre espagnol, *El recipiente de la inmundicia que Dios no hizo* (Le réceptacle des immondices que Dieu n'a pas créées).

COLOMBIE

"Narco-presidente" ou artisan de la paix ?

"Le 23 juin dernier, quand le président de la République Ernesto Samper s'est dit disposé à dialoguer avec la guérilla, de nombreux Colombiens ont pensé qu'une

fois encore il tentait de faire diversion", affirme l'hebdomadaire *Semana*. A quelques mois de la fin de son mandat, le "premier magistrat du pays" a tout intérêt à faire oublier l'affaire qui a empoisonné son mandat, à savoir le financement de sa campagne par le cartel (des drogues) de Cali. L'enquête n'est pas close, et des rebondissements inattendus ne sont pas impossibles.

Ernesto Samper préfère sans doute passer à la postérité comme "colombe" plutôt que comme "éléphant" élu grâce à l'argent de la drogue. Toujours selon l'hebdomadaire de Bogotá, l'administration Samper met tout en œuvre pour transformer sa défaite militaire face à la guérilla en victoire politique. Le 15 juin dernier, pour libérer 70 soldats, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) se sont imposées comme un véritable interlocuteur politique, obligeant le gouvernement à reconnaître de fait une situation de "conflit intérieur". Pour *Semana*, cet épisode est "une véritable capitulation face à la guérilla", point de vue partagé par l'armée. Samper doit donc rebondir immédiatement et reprendre l'initiative ou devenir pour l'Histoire le premier narcopresidente.



GAUCHE Le grand virage libéral

EXAMÉ
São Paulo

Dans les pays où une dette intérieure coûteuse neutralise une grande partie des recettes publiques et héduit des taux d'intérêt très élevés, il faut assainir le budget de l'Etat. Pour cela, il convient de privatiser des entreprises publiques, et d'utiliser les gains des privatisations pour réduire la dette publique intérieure et ramener les intérêts payés par l'Etat - et du même coup par le secteur privé - aux taux internationaux courants. Qui, d'après vous, s'exprime de la sorte ? L'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) ? Le ministre d'un gouvernement néolibéral latino-américain ? Ou bien le financier international George Soros ?

Mauvaises réponses. Il s'agit d'un extrait du document ayant servi de base aux discussions qui ont eu lieu entre quarante leaders de partis latino-américains de gauche lors d'une rencontre organisée à Marbella, au Chili, au mois de mai. Il a été rédigé par le professeur Roberto Mangabeira Unger, de l'université Harvard, auparavant lié à Leonel Brizola, l'ex-gouverneur de Rio de Janeiro, et aujourd'hui proche de l'ancien ministre de l'Economie Ciro Gomes, du Parti social-démocrate du Brésil (PSDB). Bien qu'il ne traduise pas un nouveau consensus entre les leaders de gauche, le texte fait tout de même "de surprenantes concessions au bon sens", comme le constate le député libéral Roberto Campos.

La gauche latino-américaine évolue-t-elle ? Difficile d'être aussi affirmatif. Dans le reste du monde, les partis de gauche ont changé depuis longtemps. Au Brésil et dans le reste de l'Amérique latine, il semble qu'il y ait une tentative tardive d'aggiornamento. Un mouvement d'adaptation à un monde qui n'est plus celui des entreprises d'Etat des années 70. Comme il n'est plus celui de la brillante ni du beurre en conserve. Dans

La gauche latino-américaine a abandonné toute référence au socialisme. Plus surprenant, elle ne s'oppose plus aux privatisations ou au système de retraite privé. Une évolution que salue la revue économique libérale "Exame".

cette nouvelle démarche, on retrouve côte à côte des vieux dogmes et certaines des idées traitées au cours de la réunion de Marbella. La proposition relative aux privatisations semble plus cohérente que les idées de ceux qui, au gouvernement, défendent l'usage de l'argent de la privatisation pour des "investissements sociaux". Mais il faut réfléchir davantage. Si l'idée de privatisation est maintenant bienvenue, pourquoi donc un tel tumulte autour de la vente de la Vale do Rio Doce [société brésilienne récemment privatisée] ? Sans doute parce que, parmi les leaders des partis de gauche, il n'existe pas encore d'unanimité. Quant à la base, il semble qu'elle ait encore un long chemin à parcourir.

Au moins trouve-t-on dans le document de Marbella d'autres idées surprenantes pour qui connaît le discours violemment antiréformiste des partis de gauche. Le document ne cite pas une seule fois le mot socialisme. Il n'est plus question de prôner "un retour au national-populisme et à une stratégie semi-autarcique de substitution des importations". Et pas davantage de recourir "aux politiques de finances publiques inflationnistes qui caractérisent les gouvernements faibles et menteurs". La stabilité monétaire y est présentée comme une cause dont la gauche peut, elle aussi, brandir la bannière. Outre la défense des privatisations, le document souligne la nécessité d'élever le niveau d'épargne intérieure des économies latino-américaines. "L'objectif doit être un taux d'épargne supérieur à 30 % du PIB", déclare Mangabeira Unger. (C'est un niveau comparable à celui des pays de l'Asie de l'Est et supérieur de presque 10 % à celui du Brésil d'aujourd'hui.) Il prétend qu'une réforme de la sécurité sociale serait un bon



A vendre. Dessin de Turcio paru dans El Espectador - BOGOTÁ

moyen d'atteindre cet objectif. On y admet l'adoption d'un système mixte dans lequel l'Etat se limiterait à prendre en charge une retraite de base, laissant l'option d'un fonds de pension complémentaire privé à ceux qui souhaitent (et peuvent) s'assurer une retraite plus élevée.

"Je souscrirais à certaines de ces idées", a déclaré le ministre brésilien [de droite] Pedro Malan dans une interview à *Exame*. Le document débattu à Marbella prône - comme condition pour une "économie de marché démocratisée" - un Etat fort, mais pas "l'Etat fort au sens de jadis". Pour y arriver, il propose la hausse des prélèvements obligatoires à 40 % du PIB - une augmentation extraordinaire, si l'on considère qu'au Brésil, aujourd'hui, ils représentent 30 % du PIB. L'objectif est que ces recettes supplémentaires soient destinées à la résolution des problèmes sociaux avec comme priorités la protection de l'enfance et l'éducation de base. Au moins

deux problèmes se posent ici. Tout d'abord, il est difficile de croire que la société accepte une telle élévation des prélèvements obligatoires. Ensuite, qui va garantir que cette promesse - plus de dépenses et de moyens pour le social - sera tenue ?

Une évolution guidée par le poids de la réalité

Au fond, la gauche croit toujours à la miraculeuse capacité de l'Etat en tant que pourvoyeur et distributeur de prestations. "C'est l'illusion de l'Etat-providence", affirme M. Campos. Imaginer que si l'on donne plus de moyens aux bureaucrates il y aura plus de justice sociale, c'est une idée aussi dangereuse que de croire qu'on peut confier la garde de la crèche à un Hérode repenti. Sur le chapitre de la politique fiscale on ne trouve pas trace de ces "concessions au bon sens". Il serait pour le moins curieux de voir aux prochaines élections brésiliennes un candidat de gauche plaider pour une aug-

mentation de 33 % des prélèvements obligatoires, comme on en a débattu au Chili. Il y a quand même une nouveauté en ce qui concerne le moyen d'obtenir cette augmentation de la pression fiscale. Le recours à l'impôt direct à des fins de redistribution n'est pas exclu. Le document, à ce propos, viole un tabou de la gauche : il propose de taxer prioritairement la consommation, par des impôts sur la valeur ajoutée. La proposition a du sens dans la mesure où elle évite de rogner la compétitivité des produits fabriqués dans le pays par des impôts qui pèsent directement sur l'entreprise. Mais elle représente le chemin inverse de celui indiqué par Marx et Engels en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste* : une imposition progressive sur le revenu et sur les héritages comme forme "d'expropriation de la bourgeoisie". Il serait étrange de consacrer au domaine social ces nouvelles ressources fiscales, obtenues par des impôts indirects qui touchent les pauvres.

Quoique surprenantes, ces propositions ne signifient pas pour autant que la gauche ait adhéré à l'idéologie libérale. "L'idée est de chercher des alternatives politiques au néolibéralisme, distinctes du projet social-démocrate, et capables de rassembler un champ de forces à gauche et dans des secteurs de centre gauche", dit l'historien Marco Aurélio Garcia, secrétaire aux relations internationales du Parti [brésilien] des travailleurs (PT). Des questions comme les privatisations ou l'augmentation des impôts sur la consommation sont très polémiques. Mais des thèmes comme la nécessité d'augmenter le niveau d'épargne interne de l'économie, ou certaines variantes des systèmes privés de retraite, sont aujourd'hui mieux acceptés que jadis. En pratique, certains changements se font peut-être sous la pression de la réalité. Les responsabilités gouvernementales imposent des mesures désagréables à ceux qui, il y a peu, s'en tenaient à un programme orthodoxe.

MEXIQUE Elections

Octavio Paz : Une victoire de la démocratie à consolider

Le 6 juillet, Cuauhtémoc Cárdenas, le candidat de gauche, emportait la mairie de Mexico. Et le PRI, au pouvoir depuis 1929, perdait la majorité absolue à l'Assemblée.

REFORMA
Mexico

La journée électorale du 6 juillet inaugure peut-être une ère nouvelle dans l'histoire du Mexique. J'insiste sur le mot "peut-être", car l'avenir est par définition imprévisible. Nous avons accompli un pas décisif, mais il nous reste beaucoup de chemin à parcourir et de nombreux problèmes nous attendent : tout dépend de la persévérance dont nous saurons faire preuve. Souvenons-nous que la démocratie n'est pas seulement une théorie mais aussi une pratique. Le véritable vainqueur de cette journée est le peuple mexicain tout entier. Il s'est rendu aux urnes en masse, dans le calme et la discipline. Bref, son attitude a été exemplaire. L'absentéisme a été vaincu et les

travers liés à l'esprit partisan, pour la plupart, n'ont pas eu droit de cité. L'indépendance de l'Assemblée vis-à-vis de l'exécutif va être considérablement renforcée et, de ce fait, nous serons plus à même de remplir l'une des conditions essentielles d'un véritable système démocratique : la séparation des pouvoirs. L'autre vainqueur de cette journée est le président Zedillo, qui a tenu sa promesse de respecter le résultat des élections et prouvé qu'il était résolu à mettre en œuvre une réforme démocratique de grande ampleur. Il convient de saluer également l'efficacité et l'impartialité de l'Instituto Federal Electoral (IFE) [instance indépendante chargée de la surveillance du scrutin].

L'avenir nous réserve bien des incertitudes. C'est en premier lieu aux partis politiques et à leurs dirigeants qu'il incombe de les dissiper, avec lucidité et intégrité. Les vaincus doivent s'abstenir de se laisser aller au ressentiment, à la rancœur, aux querelles idéologiques et personnelles. La démocratie ne peut pas vivre sans l'opposition, mais une opposition aveugle peut

l'étouffer. L'exemple de Madero [assassiné en 1913 à la suite d'un complot du général Victoriano Huerta] est un avertissement : il tomba, victime d'une opposition obtuse et malveillante. Les triomphateurs doivent se garder de pécher par démesure, cette passion qui empêche le vainqueur de se vaincre lui-même et d'être attentif à la volonté d'autrui comme aux impératifs de la réalité. Les vainqueurs ne peuvent pas être sourds aux opinions contraires, même si elles sont exprimées par une minorité ou par un seul individu. Ils ne doivent pas non plus céder aux tentations extrémistes et idéologiques. Ces élections ont montré que la majorité des Mexicains appelle de ses vœux non pas telle ou telle philosophie politique, mais la résolution des problèmes concrets que rencontre la population dans sa vie quotidienne.

Le peuple est souverain, mais il n'est pas infallible. L'Histoire prouve qu'il s'est souvent trompé dans ses choix, par exemple, faut-il le rappeler, dans les cas de Chamberlain et de Hitler. Le reste au citoyen l'exercice de la cri-

tique. Nous devons y recourir avec courage, mais aussi avec modération. Seule la critique peut limiter les errements d'un régime grisé par son pouvoir. Mon conseil aux vainqueurs : écoutez les autres. Cette modeste recommandation s'adresse en particulier à celui qui va devenir maire de Mexico, Cuauhtémoc Cárdenas. Il s'agit d'une région où s'exercent conjointement deux autorités : celle du président de la République et celle du maire. Cette coexistence, même si les compétences de l'un et de l'autre sont clairement définies par la loi, peut prendre la forme d'une fructueuse collaboration, sans que soit remise en cause la légitime et nécessaire indépendance du maire ou bien être conflictuelle. Cette dernière hypothèse aurait des conséquences gravissimes car elle ferait de la capitale du Mexique un facteur d'instabilité politique. Or, nous le savons déjà, l'instabilité a pour corollaire deux dangers très proches l'un de l'autre, qui peuvent ruiner la démocratie : l'anarchie ou la dictature.

Octavio Paz

AMÉRIQUES

MERCOSUR Washington sème la zizanie au Sud

OK

CLARÍN
Buenos Aires

À la suite, semble-t-il, d'un dialogue que n'a pas caractérisé la sincérité, les gouvernements de Carlos Menem (Argentine) et de Fernando Henrique Cardoso (Brésil) ont ouvert, sans que rien le laisse prévoir, une vieille plaie dans les relations entre les deux pays. Dans le cadre d'une hypothétique réforme de l'ONU, le Brésil serait candidat à un siège permanent au Conseil de sécurité. Or tout porte à croire que les discussions diplomatiques bilatérales à ce propos n'ont pas été des plus franches. Cette querelle attire l'attention à plus d'un titre. D'abord à cause des déclarations de Menem, et des répliques peu nuancées de Cardoso et de son ministre des Affaires étrangères, Felipe Lampraia, qui les ont suivies. Et ensuite parce qu'elle porte sur une question dont l'enjeu principal est le prestige, phénomène impalpable, sans s'inscrire dans le cadre d'un conflit d'intérêts à proprement parler. Et il n'est pas anodin que cette brouille oppose ces deux principaux membres du Mercosur.

Depuis deux ans au moins, Washington milite en faveur d'une définition du système de sécurité international, et plus précisément du rôle du Conseil de sécurité, mais aussi surtout de l'élargissement de son rattachement. Les arrières de contribution des Etats-Unis à l'ONU repré-

sent en effet plus de 800 millions de dollars. L'idée a donc germé d'adopter l'Allemagne et le Japon au groupe des membres permanents actuels, à savoir la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie, lesquels disposent d'un droit de veto. Toujours prompt à réagir à la moindre initiative des Etats-Unis, Menem s'est rapidement déclaré favorable à cette proposition. Ce geste constitue, pourrait-on dire, le péché originel à la source de la position inconfortable où se trouve l'Argentine aujourd'hui vis-à-vis du sous-continent.

Carlos Menem est le meilleur allié des Etats-Unis

Comme il convenait d'équilibrer cette ouverture du point de vue géographique, un appel de candidatures a été lancé aux pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Proche-Orient et d'Asie. Le Brésil n'a pas tardé à se mettre sur les rangs, ce qui n'est pas allé sans provoquer un malaise mal dissimulé au Mexique, au Chili et en Argentine, entre autres.

En juillet dernier, Felipe Lampraia a déclaré à un groupe de journalistes argentins : "La candidature



Carlos Menem et Fernando Henrique Cardoso. Dessin d'Ique paru dans O Estado de São Paulo - BRÉSIL.

brésilienne au Conseil de sécurité ne figure pas parmi les priorités du gouvernement Cardoso. Si c'est bien le discours qu'ont tenu Cardoso et Lampraia face à Menem et à son ministre des Affaires étrangères Guido Di Tella - et des sources diplomatiques assu-

rent que cela a été le cas à plusieurs reprises - les Brésiliens n'ont pas été d'une sincérité à toute épreuve. De son côté, l'Argentine a proposé un système de rotation, et, bien qu'elle le nie aujourd'hui, la formule dont Menem a discuté à plusieurs reprises

avec Cardoso prévoyait une alternance régulière au Conseil de sécurité entre l'Argentine et le Brésil - et peut-être le Mexique. La diplomatie argentine vient de modifier cette formule. Elle parle désormais de "démocratie" et propose que tous les pays d'Amérique latine occupent à tour de rôle le siège revenant au sous-continent. Mais, là non plus, la franchise n'est pas à l'honneur, car, selon ce mécanisme défendu au nom des "principes", les membres "permanents par session" (curieuse formule) devraient verser des contributions financières plus élevées.

Tous les Etats latino-américains pourraient donc théoriquement accéder au statut de membre permanent à condition qu'ils puissent se le payer. Cette version de l'ouverture démocratique projette au niveau régional le phénomène d'exclusion indissociable du néolibéralisme.

Il y a un mois, Washington a présenté à l'ONU un projet en faveur de l'intégration rapide de deux nouveaux membres (il faisait allusion sans les nommer à l'Allemagne et au Japon) et de la création de trois autres sièges régionaux permanents, qui pourraient être occupés en alternance par différents pays. Cette proposition a revigoré les Argentins. Guido Di Tella l'a fait savoir à Madeleine Albright. Dans sa réponse, cette dernière a clairement indiqué où se trouvait l'intérêt de son pays : elle ne fait aucune mention des principes démocratiques, mais rappelle que Washington est très pressé de faire passer sa contribution au budget de l'ONU de 25 à 20 %.

L'élargissement du Conseil de sécurité, la reprise des ventes d'armes des Etats-Unis à l'Amérique latine et la désignation de l'Argentine comme "allié extra-OTAN" ont ouvert trois fronts au sein du Mercosur, une situation qui ne met pas vraiment en péril les intérêts de l'Oncle Sam.

Oscar Raúl Cardoso

BOLIVIE Economie

Le camp retranché des cultivateurs de coca

Les paysans du Chaparé refusent d'arracher les feuilles de coca tant qu'on ne leur propose pas des cultures de substitution rentables. Avec leurs milices, ils défient la police.

LA VANGUARDIA
Sucre

DU CHAPARÉ (BOLIVIE)

Un hélicoptère survole lentement la forêt humide du Chaparé [vallée à l'est de la cordillère orientale]. A son bord, des agents des services antidrogue étasuniens et des policiers boliviens surveillent de près les mouvements des milliers de paysans "semi-insurgés" organisés en milices d'autodéfense pour protéger leurs cultures de feuilles de coca. Selon les autorités de La Paz, on assiste actuellement à l'émergence d'une "narcoguerrilla" au cœur de la Bolivie. Les leaders paysans se bornent à reconnaître qu'ils se sont organisés pour éviter d'être dépossédés de leur unique moyen de subsistance.

Le Chaparé, cette vallée tropicale de la taille de la Catalogne [ou de la Bourgogne], recouverte de plus de 35 000 hectares de plantations de coca, est devenu le premier front de la bataille antidrogue en Amérique latine. C'est dans cette vaste région qu'est produite près de

la moitié de la matière première de la cocaïne. Des équipes de la Drug Enforcement Agency (DEA, Agence étasunienne de lutte contre la drogue) ont été envoyées au combat dans le cadre d'une opération paramilitaire visant à saper les fondements de l'économie locale et à mettre fin à un trafic de stupéfiants en croissance constante. Les Etasuniens conseillent les Léopards de l'Umopar, la police bolivienne chargée d'éradiquer la culture de la coca, armée et financée en partie par Washington. Ils dirigent les commandos qui détruisent les pistes d'atterrissage clandestines, rasent les laboratoires installés dans la jungle.

"Causachun coca, wañuchun yanquis !" (Vive la coca, mort aux Yankees !). C'est la phrase en quechua que l'on rencontre le plus souvent sur les murs des villages du Chaparé. Elle fut le mot d'ordre de la campagne d'Evo Morales, le dirigeant paysan qui vient d'être élu député avec plus de 80 % des voix. L'entrée au Parlement de celui qu'on appelle le "Seigneur de la coca" donne un nouvel élan à la lutte des paysans. Morales n'est pas hostile à l'arrachage, mais à condition que l'on ait créé des cultures de substitution rentables et disposant d'un marché : "On nous propose de cultiver la banane, les agrumes, le cœur de palmier, l'ananas, etc., mais on s'aperçoit qu'il n'y a pas de marché ou que les prix s'effondrent. Il n'existe aucun produit

capable de remplacer la feuille de coca. Tout ce qu'ils nous proposent, c'est un piège. La Bolivie n'a pratiquement pas de demande intérieure ; et l'exportation est difficile pour un pays sans mer, avec de mauvaises routes et sans infrastructures."

Un député paysan prêt à prendre la tête d'une révolte

Le nouveau président, Hugo Banzer [l'ex-dictateur entré en fonctions le 6 août], a prévenu que l'éradication des cultures de coca allait s'intensifier. Des déclarations assez mal accueillies par Morales : "Si le gouvernement militarise la zone de Cochabamba, j'abandonne mon siège et je prendrai alors la tête de la lutte contre la répression, parce qu'une telle initiative serait en fait un appel à la violence." Selon Morales, Washington fomentait une "fausse guerre" contre la drogue : "La lutte contre la cocaïne est un prétexte pour contrôler géopolitiquement l'Amérique latine, et en particulier la région andine. Tout est piloté depuis les Etats-Unis. Au Chaparé, ce n'est pas le Président qui commande, mais le colonel étasunien Francisco Alvarez." Morales précise que l'Union des cultivateurs de coca se défendra par le biais d'une campagne internationale. Il explique pourquoi il faut dépenaliser ces cultures : "Il faut industrialiser la feuille, ouvrir les marchés à des produits médicinaux

qui peuvent être obtenus à partir d'elle." Au cours des derniers mois, plusieurs affrontements armés ont éclaté, faisant des morts et des blessés - ce qui a conduit le gouvernement à parler de l'émergence d'une narcoguerrilla. Une embuscade tendue à la police, et dans laquelle un agent a trouvé la mort, a provoqué l'occupation militaro-policière d'Etezarazama, la localité où réside le leader des cultivateurs de coca Delfín Olivera.

Si le Chaparé produit une bonne partie de la matière première de la cocaïne, le paysan continue de vivre dans la pauvreté. Bien qu'il tire trois récoltes annuelles, l'essentiel du bénéfice est emporté par les intermédiaires. Mais tous s'accordent à dire que les autres cultures ne leur offriraient pas la pauvreté, mais la misère. Morales reconnaît que, depuis les derniers affrontements, les dirigeants syndicaux font l'objet de mesures d'intimidation et de contrôle : "On nous traite de narcocultivateurs, de narcoguerrilleros, alors que le problème, ce sont les narcosministros." Le député n'écarte pas l'éventualité d'une révolte des cultivateurs. Selon lui, le mouvement né au Chaparé s'apparente au zapatisme du Chiapas. Mais s'il éprouve de la sympathie pour les zapatistes, Evo Morales n'aspire pas à devenir le sous-commandant Marcos du Chaparé.

Joaquín Ibarz

02

PARAGUAY. Oviedo : un petit général, avec de grandes ambitions

auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1996, aujourd'hui en fuite, le général Oviedo est toujours candidat à la présidence de la République. L'an prochain, les Paraguayens pourraient lui donner démocratiquement le pouvoir.

LA NACIÓN

Buenos Aires

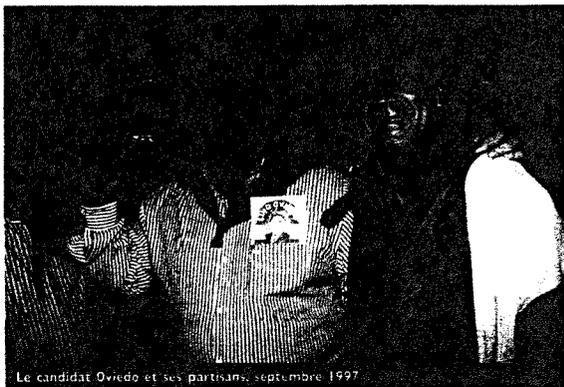
ASUNCIÓN

Taikoteve petei tipo ñandegüü ñande gobernahuagüü (C'est un type plus fou que nous tous qui oit nous gouverner), lance un artisan de la communauté indigène *maña* ans un guarani strident. Il pointe une oignée de flèches souvenirs en direction d'une affiche collée sur un réverère. Le général à la retraite Lino Oviedo y arbore un sourire digne d'une publicité pour dentifrice. "Pour rendre le pouvoir au peuple", clame le logan qui l'accompagne, omniprésent ans les faubourgs d'une Asunción crasée par la touffeur et par l'in-

certitude. Loin de la réserve indienne, Nancy et ses amies se consolent de cette chaleur insolente au Yacht Club. Elles ont moins de 20 ans. Les scandales de l'économie parallèle et les intrigues de palais aux allures de vau-deville ne parviennent pas à les émouvoir. Elles partent d'un rire dédaigneux et supérieur lorsqu'on leur rappelle l'une des promesses du Lino version 98 : ouvrir les portes de cette sélecte oasis de plaisir à ses partisans, en cas de victoire à la présidentielle.

Oviedo est partout : sur la coquette avenue Mariscal López et dans les quartiers inondables des rives du fleuve Paraguay. Tentative de restauration d'un passé sombre pour certains, espoir d'un nouveau cycle populiste pour d'autres. "C'est le symptôme d'un pays socialement délabré", nous a affirmé l'éminent sociologue Juan Carlos Martini. "Arrivé sur la scène politique comme un personnage pittoresque, il est devenu dangereux à cause de l'absence de leadership." Dans le verbe oviediste, la revendication de la trinité "armée, parti, Etat" alterne avec une rhétorique antioligarchique et des promesses de fermeté : le candidat Oviedo a prévenu qu'il importerait 17 chaises électriques, une pour chaque province, afin d'éradiquer la délinquance. Parallèlement, les invocations à connotation messianique ne manquent pas - pas plus que l'apologie d'une tradition qui tient davantage de l'arriération la plus radicale. "On voudrait que nous aimions le rock et que nous portions des jeans." A travers un pays où la piraterie des marques étrangères est plus qu'une simple coutume, il prêche le nationalisme nuspieds et monté sur un cheval.

Le discours d'Oviedo plonge ses racines dans une longue tradition autoritaire. Selon une enquête réalisée par Martini, les déclarations du général ravissent les moins de 30 ans



Le candidat Oviedo et ses partisans, septembre 1997

qui n'ont pas achevé leur scolarité élémentaire, ce qui représente une part importante de la population paraguayenne : la durée moyenne de scolarisation est de 6,5 ans en ville et de 3,8 ans à la campagne. Dans ces couches de la population, l'espagnol est une langue excentrique. "Nous vivons dans une démocratie de faible intensité", estime le sociologue. Et certains chiffres donnent le vertige : à peine 28 % de la population a accès à l'eau potable ; seule la moitié d'Asunción dispose d'égoûts ; et le salaire moyen ne dépasse pas 240 dollars [1 400 FF].

L'armée, un tremplin vers le pouvoir et la richesse

"Bonsai" - ainsi que l'on surnomme Oviedo, en raison de sa petite taille - a acquis une envergure nationale en devenant colonel. Durant l'été 1989, pour diriger les opérations lors du renversement d'Alfredo Stroessner, il monte sur un char Sherman. Son influence grandit ensuite sous la protection du général Andrés Rodríguez, factotum du coup d'Etat, qui, avant de

s'asseoir dans son fauteuil de président, s'est fait construire pour son plaisir une villa inspirée du château de Versailles. Un jour, on demanda à Rodríguez comment il a pu amasser une telle fortune. "J'ai arrêté de fumer", répondit le défunt gradé - sous le coup d'accusations de contrebande et de trafic de stupéfiants. De l'avis général, Oviedo n'a pas échappé à cette logique d'enrichissement instituée durant les années Stroessner - une tendance que l'avènement de la démocratie n'a pas réussi à freiner. A l'instar de son prédécesseur Rodríguez, Oviedo est issu d'un milieu modeste et mène un train de vie sans rapport avec les 1 500 dollars que lui rapporte son grade. Comme Rodríguez, dont il fut le secrétaire personnel, il a fait de l'armée un tremplin vers le pouvoir. Oviedo a commencé par soutenir l'actuel président, Juan Carlos Wasmosy, avant de devenir son adversaire. En privé, l'un et l'autre se reprochent mutuellement leurs trahisons. En public, Oviedo est celui qui, en 1996, mit en échec les fragiles institutions

de l'Etat et qui refuse aujourd'hui, par de rocambolesques subterfuges, la mise aux arrêts ordonnée par le commandant en chef des forces armées.

Tout serait plus simple s'il ne s'agissait pas d'un président potentiel du Paraguay : Bonsai a remporté les primaires organisées au sein de la centenaire Association nationale républicaine - Partido Colorado (ANR) pour désigner le candidat officiel à l'élection de mai prochain. Sa victoire a été contestée devant les tribunaux par Luis María Argaña, l'autre aspirant du parti. Mais rares sont ceux qui pensent pouvoir déposséder Oviedo de ce triomphe, qu'il a décroché en s'appuyant sur l'appareil du parti. Oviedo ne suscite guère de sympathie dans la communauté internationale. Les Etats-Unis le soupçonnent de naviguer un peu trop souvent en marge de la loi. Parmi les membres du Mercosur (Marché commun du Cône sud), c'est le Brésil qui le considère avec la plus grande appréhension : à la différence de l'Argentin Carlos Menem et de l'Uruguayen Julio María Sanguinetti, Fernando Henrique Cardoso a refusé de le recevoir. "Il doit d'abord prouver clairement qu'il respectera le processus démocratique", nous ont déclaré à Asunción des responsables de la présidence brésilienne. "S'il arrive au pouvoir proprement, c'est parfait. Mais il devra moderniser le pays." Ce dont ils doutent fort.

Le Paraguay se consume dans l'attente du scrutin présidentiel de l'année prochaine. "Si Oviedo reste effectivement candidat, il sera difficile de le battre. On ignore le soutien dont il dispose dans la communauté économique. Mais il pourrait provoquer un vote de refus et une polarisation fascisme-démocratie au sein de l'électorat. Il faudra attendre quelques mois", estime Martini. Entre-temps, toutes les montres se sont arrêtées.

BOLIVIE

BRESIL

ARGENTINE

Population : 26 702 000 hab.
 PIB (par hab., 1995) : 1 840 dollars.
 PIB-PPA (par hab., 1995) : 3 850 dollars.
 Ressources : hydroélectricité
 (Barrages d'Itaipu et de Yacaréta),
 élevage de bovins, soja, coton, bois.

BRESIL Economie

Cardoso au secours du réel

Pris dans la spirale de la crise financière asiatique, le président brésilien impose un nouveau plan d'ajustement économique - au risque de plonger son pays dans la récession.

A FOLHA DE SÃO PAULO

Après l'administration d'un remède de cheval, le moment critique est celui où l'on attend la réaction du patient. L'économie brésilienne en est maintenant à ce stade. La médication se compose d'une augmentation brutale des taux d'intérêt, suivie d'un train de mesures budgétaires et fiscales destinées à compenser la hausse mécanique de la dette publique. Les réactions des marchés ont été décevantes, comme l'indiquent la chute, puis la suspension des transactions de la Bourse de São Paulo.

Les spécialistes sont néanmoins partagés. Les plus optimistes préfèrent pas établir de relation directe entre les mesures de politique économique, la récente chute des Bourses et la pression sur le marché des changes. Selon



F.H. Cardoso. Dessin de Chico Caruso paru dans *Folha* - SÃO PAULO

eux, le Brésil subit les effets d'une turbulence mondiale, illimitée et insatiable. En tout état de cause, le patient a peut-être besoin de plus d'oxygène, de mesures économiques et de signaux politiques qui puissent éventuellement être plus efficaces et réduire ses inquiétudes dans cette difficile période d'ajustement. Malheureusement, après l'annonce des mesures, les leaders parlementaires et l'exécutif lui-même se sont engagés dans des escarmouches sur les détails, sur l'accès, sans se soucier de la gravité du moment. Ils s'attribuent la mission de négocier pour des intérêts mineurs et

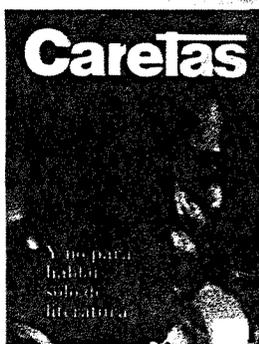
se disputent le feu des projecteurs. Où est passé ce gouvernement qui s'est battu et a enfin obtenu une base politique suffisante pour lui assurer la réélection ? Où sont passés ces parlementaires qui maintes fois sont montés à la tribune plaider, pour eux-mêmes et pour le Congrès, un rôle plus important dans la conduite de l'avenir du pays ? Autant de questions politiques, adressées à l'exécutif et au Congrès par la société civile et les investisseurs, perplexes, et par les salariés menacés de perdre leur travail, qui attendent des mesures et des attitudes à la hauteur des événements.

PÉROU

Vargas Llosa en pèlerinage

"Vargas Llosa revient, et pas seulement pour parler de littérature", avance Caretas. L'hebdomadaire indépendant de Lima a consacré sa une au célèbre écrivain, qui, officiellement, revient au pays pour y être fait docteur honoris causa et animer une rencontre d'auteurs. C'est la première fois que le romancier participe à des activités publiques au Pérou depuis le coup d'Etat civil du président Fujimori de 1992. Mais, affirme Caretas, Vargas Llosa rencontrera "aussi des gens plus intéressés par l'œuvre de Machiavel que par celle de Cervantès". Des gens bien décidés à le persuader de prendre la tête d'une coalition contre Alberto Fujimori, celui-là même qui l'avait largement vaincu à la présidentielle de 1990. Selon l'hebdomadaire, des hommes politiques d'horizons divers verraient bien Vargas Llosa devenir le porte-parole d'une sorte de croisade dans le monde entier pour "la restauration de la démocratie" au Pérou. Depuis l'Europe, où il a élu domicile depuis

des années, il ne se prive pas de continuer à donner son avis sur la politique péruvienne. Toutefois, s'interroge Caretas, rien ne dit que les Péruviens aient davantage envie de le voir assumer des fonctions importantes qu'en 1990. Selon une enquête informelle réalisée il y a peu par ses supporters, il n'a pas recueilli 5 % des intentions de vote des personnes interrogées. Et le fait qu'il ait demandé et obtenu la nationalité espagnole ne plaide pas en sa faveur.



BRÉSIL Caetano Veloso, le dangereux "tropicaliste"

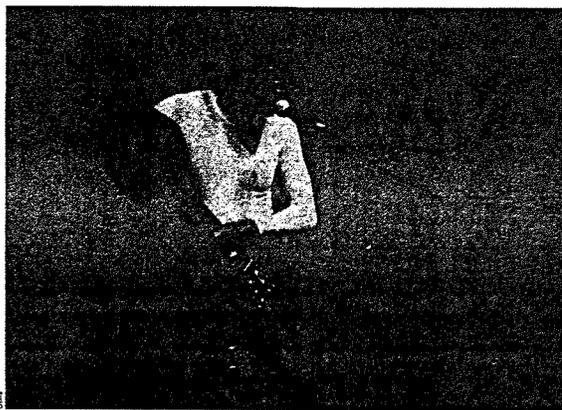
En 1968, le chanteur populaire était arrêté par la police. La dictature brésilienne lui reprochait, ainsi qu'à Gilberto Gil, de mettre en danger l'ordre social. Dans une biographie, il raconte son expérience de la prison et de l'exil.

PÁGINA 12

Buenos Aires

Aujourd'hui, cela pourrait passer pour une marque d'ingénuité, voire frôler l'invraisemblance. Pourtant, le matin du 27 décembre 1968, lorsque des agents de la police fédérale brésilienne sont venus le chercher, Caetano Veloso ignorait ce qu'on lui reprochait. C'est en prison qu'il a trouvé la réponse. Il nous la livre dans sa biographie, *Verdade tropical* [Vérité tropicale], qui vient de sortir au Brésil. La vérité lui est apparue sous la forme d'une thèse qui, au bout du compte, distingue le "tropicalisme", pour l'élever un cran au-dessus des autres courants culturels qui ont agité le Brésil des années 60. Selon lui, certaines sphères du gouvernement militaire se faisaient une idée bien particulière et sophistiquée de ce mouvement dirigé par des habitants de Salvador de Bahia. Ils le jugeaient plus dangereux pour l'ordre public que les chansons zigzagées de Geraldo Vandré (comme *Camunando*, l'hymne des militants à l'époque de la dictature) ou les pièces de théâtre politiques de Gianfrancesco Guarnieri et Augusto Boal. Le ropicalisme représentait, à leurs yeux, une menace aussi grave que les lms (et les déclarations) du réalisateur Glauber Rocha.

Les documents découverts par le quotidien *A Folha* dans les archives du défunt Département national de l'ordre politique et social (DEOPS, la police politique), à São Paulo, racontent cependant une tout autre histoire. Ils donnent à penser que les militaires ne faisaient aucune différence entre le tropicalisme et les nombreux autres mouvements culturels consi-



Caetano Veloso à l'Olympia, en 1993.

dérés comme appartenant à l'opposition. Ils les confondaient les uns avec les autres et les désignaient tous sous le même nom de "subversifs" ou de "gauchistes". Le terme de tropicalisme n'apparaît dans aucun document ; et les mots "tropicalia" ou "tropicalista" n'apparaissent que dans deux d'entre eux.

"Ni Gilberto Gil ni moi ne pensions être arrêtés"

Deux semaines avant l'incarcération de Gilberto Gil et de Caetano Veloso, en 1968, le président Costa e Silva fait fermer le Congrès et signe la Loi institutionnelle n° 5, qui révoque le mandat des parlementaires et inaugure la phase la plus dure du gouvernement militaire. A cette époque, les tropicalistes animent *Divino maravilloso* (Divin merveilleux), une émission hebdomadaire de la chaîne TV Tupi qui frappe par son esprit

anarchique. Le jour de la première diffusion, Caetano, qui arborait alors une folle tignasse, titube de long en large en plantant des bananes au milieu d'une scène peu commune : quatre panneaux de couleurs criardes, en relief, figurant des seins, une bouche énorme et des dents. Il conclut l'émission couché par terre en chantant "Il est interdit d'interdire". *Divino maravilloso* est chaque semaine l'occasion d'une manifestation plus anarchique que la précédente. Furieux, les téléspectateurs les plus conservateurs écriront à la chaîne pour demander des explications et faire condamner les "offenses" des tropicalistes.

C'est dans ce contexte que la police vient frapper à la porte de Caetano, avenue San Luás, dans le centre de São Paulo. "Ni Gil ni moi ne pensions être mis sous les verrous. Rien de grave ne pouvait nous arriver, nous en

étions persuadés", écrit-il dans *Verdade tropical*. Il y décrit l'environnement carcéral, évoquant le souvenir de ces jours - près de deux mois - passés à tenter de comprendre ce qui lui arrivait. Amaigri, dérouter et fragile, le chanteur cherchait des réponses dans ses rares conversations avec les militaires, mais aussi dans les étranges signaux métaphoriques qu'il croyait percevoir dans le comportement des cafards de sa cellule.

La gauche leur reprochait d'être fous et américanisés

Dans un passage déconcertant du livre, il détaille ces rituels prémonitoires (un système qu'il n'utilisait pas tant pour comprendre les causes de son emprisonnement que pour savoir quand prendrait fin le supplice). "Si je pulvérise du Baygon sur ce cafard et qu'il réussit à s'en tirer, mon ordre de libération sera retardé de trois jours." C'est ainsi, dans la solitude carcérale, dans cette atmosphère propice à la fois à la superstition et à l'exercice de la logique, que Caetano arrivera à une conclusion sur les motifs de son emprisonnement. Lorsque les policiers sont arrivés chez lui, il a ressenti de la peur, mais "en aucun cas une peur proportionnelle à ce qui allait se produire", écrit-il. "Nous étions tellement habitués à l'hostilité de la gauche, on nous avait si souvent accusés d'être fous et américanisés que, lorsque je suis tombé sur ces agents, j'ai cru qu'ils m'emmenaient pour parler avec quelque fonctionnaire de São Paulo. J'ai cru qu'ils nous traiteraient comme des petits jeunes qui cherchent à divertir les gens." Naturellement, la réalité est moins réjouissante : transférés ensemble dans les prisons

de Rio, Caetano et Gilberto entament un parcours pénible qui les conduira à l'exil.

Un jour, tandis qu'il est dans sa cellule de la Villa Militar de Deodoro, dans la banlieue de Rio, Caetano est appelé par un sergent qui commence à attaquer *Rueda viva*, un spectacle écrit par Chico Buarque de Holanda, mis en scène par Martínez Correa en 1968, et dont la troupe a été maintes fois agressée par le Comando Caça Comunista [Commando de chasse aux communistes, CCC]. On y utilisait une mise en scène choquante : cannibalisme, nus, stylisation de symboles religieux. "Bref, tout ce à quoi on identifiait notre travail, le mien et celui de Gil, celui de tous les tropicalistes." De cette attaque contre *Rueda viva* Caetano a tiré la conclusion que le sergent lui adressait un message. En critiquant l'œuvre, en avouant qu'il avait participé aux agressions contre les acteurs, le militaire cherchait à lui dire que les tropicalistes étaient "les plus grands ennemis du régime". Quelque temps plus tard, un capitaine convoquait Caetano pour un bref entretien qui, raconte-t-il, fut "une version raffinée" de son échange avec le sergent. "Le capitaine a cité certaines déclarations que j'avais faites à la presse, et dans lesquelles apparaissait le verbe 'déstructurer'. L'utilisant comme mot clé, il a entrepris de dénoncer le pouvoir subversif de notre travail. Ce que Gil et moi faisons était, disait-il, beaucoup plus dangereux que ce que faisaient les artistes protestataires ou ouvertement engagés. Tous deux (le capitaine et le sergent) ont confirmé une thèse que j'aurais utilisée pour défendre politiquement mon travail face à nos détracteurs de gauche." **Margarita Perata**

BAROMETRE

LIBERTÉ DE LA PRESSE

DÉCEMBRE 1997



Journalistes tués

58 Journalistes interpellés

Journalistes actuellement emprisonnés

85 Journalistes menacés ou agressés

Médias censurés

Nombre de pays, sur les 185 Etats siègent aux Nations unies, où la situation de la presse est :

CORRECTE 79 DIFFICILE 80 TRES GRAVE 26

Colombie. En moins d'un mois, trois journalistes ont trouvé la mort : Jairo Elias Marqués, Francisco Castro Menco et Alejandro Jaramillo. Avec cinq journalistes tués en 1997, la Colombie est le pays d'Amérique latine où le nombre de journalistes assassinés est le plus élevé.

Liberia. En réponse à des articles de la presse privée sur les divergences entre l'Écomog, la force de paix ouest-africaine et le gouvernement de Monrovia, le président Charles Taylor a mis en garde les journalistes. "[...] Ne cherchez pas à être vicieux car je le suis plus que n'importe qui dans ce pays".

CHILI Économie

Ils sont beaux, nos fonds de pension

"Dames de compagnie", cadeaux, chantage affectif... Les cadres commerciaux des caisses de retraite privées utilisent toutes les méthodes possibles pour prendre des clients à la concurrence.

HOY

Santiago

Les fonds de pension qui gèrent le système chilien de retraite par capitalisation vivent de la mobilité de leurs adhérents. Leur organisme de tutelle ainsi que leurs organisations professionnelles n'ignorent pas les techniques de vente et les astuces auxquelles recourent certains commerciaux peu scrupuleux pour débaucher des adhérents, les faire passer d'un fonds à l'autre sans leur consentement, voire faire figurer dans leurs fichiers des personnes décédées. Une douzaine de fonds de pension ont vu le jour au début des années 80. En 1993, ils n'étaient pas moins de vingt-trois. Dès lors, la concurrence s'est accrue, et ces sociétés ont dû recruter des agents commerciaux pour étoffer leur portefeuille d'adhérents. Ainsi, les treize fonds de pension qui subsistent aujourd'hui emploient 20 000 vendeurs.

La concurrence est si rude que les commerciaux recourent à des méthodes peu compatibles avec la déontologie pour attirer les clients des autres fonds de pension. On offre aux transfuges des bicyclettes, des téléphones sans fil ou des agendas électroniques, mais aussi les services de "dames de compagnie". C'est ce qui est arrivé à un expert-comptable que nous avons interviewé. Au début de l'année, il a reçu la visite d'un commercial qui lui a proposé de changer de fonds de pension, en lui promettant plusieurs cadeaux à la clé. Il n'a pas cédé, et, le lendemain, un autre agent s'est présenté à son bureau. A l'issue d'une longue conversation,

ce dernier lui a tendu un catalogue et lui a suggéré de consulter les pages de la section B : il y découvrit des femmes à demi nues qu'il pouvait rencontrer "tous frais payés", à condition de changer de fonds de pension, bien sûr.

Nous avons également recueilli le témoignage d'une femme qui, l'an dernier, a demandé par téléphone la visite d'un agent commercial d'un fonds de pension, pour étudier la possibilité d'y souscrire. Deux hommes se sont présentés à son bureau, et un seul d'entre eux s'est exprimé pendant l'entretien. A la fin de l'entretien, le second a expliqué qu'il représentait un fonds de pension qui, bien entendu, venait lui proposer une adhésion. Mais, à la surprise générale, la personne concernée était déjà affiliée au fonds de pension en question.

Une technique très au point

Autre histoire insolite : celle de ces employés de bureau qui ont reçu la visite d'une femme selon eux "très séduisante". Elle ne s'est pas contentée de leur proposer de changer de fonds de pension : elle leur a aussi avoué en pleurant que, si elle n'obtenait pas l'adhésion de six autres personnes avant la fin du mois, elle serait renvoyée. L'un des employés s'est apitoyé et est allé chercher des collègues pour qu'eux aussi changent de fonds de pension. La commerciale leur a promis des survêtements à tous. Quelques jours plus tard, l'un d'entre eux s'est rendu à l'agence de la représentante, et, dès qu'il a prononcé son nom, on lui a répondu : "Vous venez chercher un survêtement ?" On lui a alors expliqué que la commerciale en question utilisait toujours la même technique : pleurer et offrir des survêtements, et qu'elle avait été embauchée par un autre fonds de pension parce que c'était "une excellente commerciale". **Claudia Pérez**

BRÉSIL. Economie

Sainte Edwige, sauvez-nous des créanciers !

A São Paulo, 8 000 pèlerins se pressent chaque semaine dans le sanctuaire de la patronne des surendettés. Depuis que le pays subit le contrecoup de la crise asiatique, ils sont de plus en plus nombreux à l'implorer.

THE WASHINGTON POST

DE SÃO PAULO

Dans une modeste église perdue au fin fond d'un quartier ouvrier de São Paulo, Maria, blanchisseuse de 51 ans, se prosternait devant la statue de sainte Edwige, patronne des gens endettés. Elle vient d'acheter à crédit un téléviseur couleur et a déjà trois échéances impayées sur son prêt. "Sainte Edwige fait des miracles, elle va avoir pitié de moi", lance Maria, sûre que la sainte va l'aider à sortir de la spirale de l'endettement. Cette sainte bavaroise du XIII^e siècle, femme d'un riche marchand, rendait visite en prison aux mauvais payeurs et réglait leurs dettes, puis leur trouvait du travail, une fois leur peine accomplie. "Je ne peux même plus payer ma facture d'eau, mais sainte Edwige va me tirer d'embarras", murmure Maria, qui s'avoue trop gênée pour dire son nom. "Je suis sûre qu'elle va m'entendre."

Presque du jour au lendemain, l'église Sainte-Edwige est devenue un véritable lieu de pèlerinage. Toutes les semaines, des milliers de pèlerins surendettés affluent par bus entiers et viennent confier à la sainte leurs déboires financiers. Le nombre d'habitants de São Paulo ayant au moins un mois d'échéances en retard



"Ils font semblant de prier mais ils viennent juste demander de l'argent."
Dessin d'El Roto paru dans El Periódico de Catalunya - BARCELONE.

sur des appareils électroménagers ou des voitures a atteint un record historique. Presque une personne sur quatre à São Paulo - qui compte environ 11 millions d'habitants - est officiellement endettée. Cette situation est encore aggravée par la crise en Asie, dont les répercussions commencent à se faire sentir. Ce fléau de l'endettement est né d'une frénésie de consommation qui a débuté en 1994, après le lancement du Plan real [alignant la monnaie locale sur le dollar] par le ministre des Finances de l'époque et actuel président de la République, Fernando Henrique Cardoso.

Le plan Cardoso a mis fin à l'hyperinflation. La confiance retrouvée, magasins et petits établissements bancaires ont alors proposé des crédits à tour de bras. Du jamais vu au Brésil. Les ventes de téléviseurs et de magnétoscopes se sont envolées, augmentant respectivement de 54 et 52 %. Mais, aujourd'hui, avec la hausse des taux d'intérêt, des impôts et du chômage - le tout sur fond de ralentissement de la croissance -, des millions de Brésiliens se sont retrouvés pris à la gorge.

Mais, au dire des économistes, la crise du crédit au Brésil ne devrait pas provoquer une

déstabilisation du secteur bancaire telle qu'elle s'est produite en Asie, où les promoteurs immobiliers ont bénéficié de prêts spéculatifs. "Au Brésil, le système bancaire est encore sain", souligne Carlos Kawall, directeur des études économiques à la Citibank de São Paulo. Désormais, de nombreuses banques et magasins qui proposent des crédits à la consommation se sont "autoassurés". Ces établissements pratiquent des taux d'intérêt qui seraient jugés exorbitants ailleurs : 7 % par mois en moyenne.

Si l'on en croit les statistiques, le gros des bataillons de surendettés appartient à la classe moyenne, et non aux milieux les plus modestes. Les pauvres, qui représentent l'immense majorité de la population au Brésil, sont trois fois moins touchés. C'est souvent en achetant des produits de luxe que les Brésiliens se sont endettés. Et, lorsque les temps sont durs, au Brésil, tous se tournent vers sainte Edwige.

Chaque semaine, pas moins de 8 000 personnes déferlent sur Sainte-Edwige, quatre fois plus que n'en peut accueillir la petite église paroissiale. "Lorsque j'ai eu besoin d'aide, elle était là", soutient Marcelo Ferreiro de Santana, 22 ans, un commerçant à forte carrure qui a récemment eu recours à la sainte alors qu'il n'arrivait plus à rembourser son home entertainment system [téléviseur à écran panoramique avec enceintes]. Après que notre homme eut prié sainte Edwige et assisté à une messe d'action de grâces, le miracle s'est produit : le magasin d'électronique lui a permis d'étaler ses remboursements dans le temps. "Elle écoute, et elle répond. Elle m'a sauvé de la faillite", assure-t-il.

Anthony Faiola

CHILI L'enthousiasme retrouvé du cinéma chilien

En 1991, Ricardo Larrain réalise "La Frontera", film qui sera primé dans plusieurs festivals mondiaux. Malgré cette reconnaissance internationale, il aura du attendre sept ans pour récidiver, faute de moyens.

QUÉ PASA

Santiago

Après la sortie en 1991 de *La Frontera*, ce cinéma a suscité de grands espoirs, puis il a fallu déchanter. Croyez-vous qu'il soit encore trop tôt pour parler d'un cinéma chilien ?

RICARDO LARRAIN Effectivement, nous tournons bien peu. Dans les salles, nos films, dotés de faibles moyens, ne peuvent pas résister à la concurrence des gros budgets. Mais, face à des productions comparables, comme s européennes, nous ne sommes pas si mal placés. Ici, on entend dire que les films chiliens pechent par leurs mauvais scénarios, mais c'est le cas aussi de la plupart des films hollywoodiens. Au contraire, faute de moyens financiers, c'est la qualité des scénarios qui doit faire notre force. Nos films doivent définir leur identité, trouver leur public.

On reproche souvent aux scénarios chiliens d'être trop locaux, pas suffisamment universels. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas vraiment d'accord. Pour moi, c'est le monde de Hollywood qui est local. Si l'on montre un personnage à New York, on est universel. Mais, dès lors que vous montrez un propriétaire terrien, on vous reproche d'être étroitement chilien. Il en va de même des films comme des fast-foods ou du Coca-Cola : ce sont des produits standardisés, qui n'agressent pas les

papilles, d'où leur succès international. Mais cela ne m'empêchera pas de préférer la cuisine chilienne, même si je ne peux en manger qu'ici. Indépendamment de la qualité artistique, on est là dans une logique de producteur. Un scénario, si local soit-il, peut en effet avoir une portée universelle. Tout dépend de la mise en scène. Cette logique-là est rarement bien comprise et quand vous présentez un scénario, on vous répond souvent : "Non, c'est vraiment trop local."

Aujourd'hui, il semblerait que le cinéma chilien explore une nouvelle voie : des films plus modestes, qui, selon leurs producteurs, cherchent à se rapprocher du public. Vous sentez-vous très étranger à ce phénomène ?

Pas du tout, bien au contraire. A mon sens, il y a deux façons de faire du cinéma aujourd'hui au Chili : soit en misant sur le marché national, ce qui me paraît tout à fait souhaitable ; soit en se lançant dans une coproduction internationale, dotée de plus gros moyens. Ce fut le cas notamment pour *El Entusiasmo*, qui devrait être distribué aussi en Espagne, en Argentine, au Mexique et dans quelques autres pays. Il s'agit de deux formes de travail parfaitement compatibles. Pour ma part, j'adorerais faire un film financé exclusivement par des Chiliens...

Quand vous avez été primé au festival de Berlin et aux Goyas [équivalent espagnol



des Césars] pour *La Frontera*, vous auriez imaginé que vous alliez mettre sept ans à faire aboutir un nouveau projet ?

Je ne crois pas avoir perdu de temps. Depuis que j'ai terminé *La Frontera*, j'ai commencé à réfléchir à un nouveau sujet. J'ai travaillé sur le scénario, puis j'ai abordé la question du financement, et ainsi de suite. Chaque chose en son temps, je ne me suis pas précipité. Une chose est sûre, c'est que *La Frontera* a soulevé un immense espoir, sans doute un peu prématuré. Quand j'ai reçu l'Ours d'argent à Berlin, une dame membre du jury m'a lancé, morte de rire : "Vous allez vivre une tragédie. Si vous étiez en Europe, vos trois prochains

films seraient assurés, mais vous allez retourner au Chili, où il n'y a pas de cinéma. Autrement dit, ce prix ne va rien vous apporter sur le plan pratique." Et elle avait raison.

La Frontera a été considérée en son temps comme "le film de la transition démocratique". Qu'avez-vous essayé d'exprimer avec *El Entusiasmo* ?

Ce dernier film est avant tout un constat sur la fin de la transition. Et il n'y a rien là de très réjouissant. Lorsque j'ai commencé à écrire l'histoire, il y a cinq ans, j'ai dit à Jorge Goldenberg (le scénariste) : "Les grands thèmes du Chili, quand nous aurons terminé ce film, ce seront la

corruption et la drogue." Eh bien, je n'étais pas très loin de la vérité ! Au Chili, la période de transition a duré vingt-cinq ans. Aujourd'hui, cette période est derrière nous, nous n'avons plus grand-chose à attendre. Je crois que les années à venir vont être marquées par une situation psychologique où les gens diront qu'il ne se passe rien, que tout ce que l'on a espéré si longtemps s'est envolé en fumée. De même que *La Frontera* ou *La Negra Ester* ont servi à définir une période, *El Entusiasmo* pourrait donner un nom à ce que nous vivons actuellement.

Quelle a été votre démarche d'un point de vue cinématographique ?

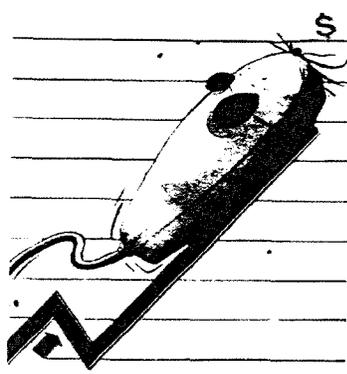
L'enthousiasme est un état d'esprit où l'on se sent capable de tout, et c'est précisément ce sentiment qui s'est emparé de notre société. Mais, sans un peu de sagesse, cela peut avoir des conséquences tragiques. J'exprime cela à travers une histoire simple, celle de jeunes adultes confrontés à des choix de vie importants : le travail, le mariage, etc. Mais il se trouve qu'ils n'ont aucun projet précis. En outre, ils vivent dans une société où ils cherchent à travailler et à être efficaces, mais où ils hypothéquent leurs années de bonheur. Il est certes possible que ce genre de préoccupations n'intéresse personne, mais je crois que c'est important de les exprimer.

Pablo Marín

02

BRÉSIL Microsoft embauche des informaticiens brésiliens

Manquant de main-d'œuvre qualifiée, les géants de la Silicon Valley recrutent de jeunes ingénieurs du Cône Sud. A la clé, des salaires trois fois plus élevés et la promesse d'un avenir brillant.



Dessin de Juan Ramón Alonso paru dans *El País* - MADRID

VEJA
São Paulo

A 26 ans, Jerusa Novais, originaire de l'Etat du Ceará [nord-est du Brésil], s'exprime maladroitement en anglais, ne connaît les Etats-Unis que par Internet, mais vient de réaliser une ascension professionnelle à rendre jaloux les 12 000 étudiants en informatique qui sortent chaque année des universités brésiliennes. A partir de mars, elle troquera son salaire mensuel de 2 500 reals [15 700 FF] à la Banque de l'Etat du Ceará contre un salaire de 5 000 dollars [30 000 FF] chez IMR, société dont le siège est en Floride.

Dix-neuf de ses collègues du Ceará ont été engagés par IMR à des salaires mensuels compris entre 4 500 et 6 000 dollars. "Je suis une travailleuse de la mondialisation", se félicite Jerusa. Le groupe va rejoindre les 1 000 informaticiens brésiliens qui, selon Ivan Moura Campos, secrétaire d'Etat aux Sciences et à la Technologie du Minas Gerais, ont trouvé un emploi sur le marché étasunien.

Vivant une période de prospérité sans précédent et siège de la plupart des entreprises de logiciels, les Etats-Unis ne parviennent pas à pourvoir les 500 000 postes créés chaque année dans ce secteur. Les universités américaines forment chaque année un peu plus de 24 000 spé-

cialistes en informatique ou en électronique, selon les données de l'Association des technologies de l'information des Etats-Unis, un chiffre qui ne permet de satisfaire que 8 % des besoins du secteur. La solution consiste à recruter dans des pays où cette main-d'œuvre est non seulement abondante, mais également bon marché. Les étrangers représentent aujourd'hui 11 % des salariés de l'industrie informatique étasunienne, contre 4 % en 1987. La chasse aux professionnels qualifiés conduit les entreprises de la Silicon Valley, en Californie, là où sont concentrées les grandes entreprises du secteur, à utiliser toutes les possibilités : informations dans les universités, recours à des sociétés de recrutement, annonces dans la presse locale et même sur Internet. Les grands groupes comme Microsoft (où travaillent déjà 40 Brésiliens) et Apple proposent des postes, reçoivent les CV et passent des contrats sur le réseau.

Le Brésil, comme l'Inde et la Russie, possède un savoir-faire dans le domaine des technologies de pointe. Il dispose de pôles d'excellence en informatique comme l'université de São Paulo, l'Université catholique de Rio de Janeiro et les Universités fédérales du Paraíba, du Pernambouc et de São Carlos [Etat de São Paulo], qui sont reconnues dans le monde entier. Le Brésilien peut aussi faire valoir une expérience récente qui, un temps considérée comme une malédiction, est aujourd'hui devenue un atout pour certaines professions. L'inflation, les plans d'ajustement successifs et les changements de monnaie ont obligé les analystes ou les programmeurs brésiliens à adapter les programmes aux fluctuations soudaines de l'économie. Ils ont ainsi acquis une capacité d'adaptation peu commune chez les spécialistes des autres pays.

"J'ai envoyé mon CV et ils m'ont appelée immédiatement"

Etablie à Dallas, au Texas, depuis quatre ans, Maria Neves, diplômée en génie logiciel de l'université du Pernambouc, a décroché un emploi chez Sprint, troisième compagnie de téléphone du pays. "J'ai envoyé mon CV et ils m'ont appelée immédiatement", dit-elle. Elle touche aujourd'hui un salaire mensuel de 4 000 dollars [24 000 FF], termine un cours de spécialisation et monte dans la hiérarchie de l'entreprise. "Il n'y a pas de différence qualitative entre le professionnel étasunien et le brésilien", estime Carlos Lucena, professeur à l'Université catholique de Rio de Janeiro et à l'université de Waterloo au Canada [Ontario]. "La seule différence qu'un Brésilien puisse constater dans une entreprise étasunienne est une exigence de résultats et de qualité bien supérieure, mais cela n'entrave pas sa réussite", affirme le directeur des ressources humaines de Microsoft, Claudio Neszliger. Dans les 14 000 entreprises qui, dans le monde entier, travaillent en partenariat avec Microsoft, 41 000 postes sont à pourvoir, dont 1 500 au Brésil.

Le marché de l'emploi croît encore plus à l'approche de l'an 2000. C'est à cette date que doit se produire le "bogue du millénaire", un défaut de programmation qui empêche les ordinateurs de reconnaître le passage de l'an 1999 à l'an 2000. Les entreprises recrutent des techniciens pour modifier le système de datation des programmes informatiques. De nombreux programmes fonctionnant avec des langages obsolètes, comme le Cobol, ont été remplacés depuis par des systèmes plus modernes. Les entreprises brésiliennes et étrangères se disputent à prix d'or les spécialistes de ce type de langage, chaque jour plus rares sur le marché. Actuellement, le salaire horaire d'un programmeur Cobol se situe entre 20 et 40 reals [de 110 à 220 FF], mais il devrait être cinq fois plus élevé d'ici à l'an 2000. Pour ceux qui maîtrisent ce langage dépassé, le tournant du siècle sera une fête.

Manoel Fernandes



5 JUIN
LYON
EUREXPO

25 JUILLET
PARIS
STADE DE FRANCE

22 JUILLET
MARSEILLE
STADE VELODROME

LOCATIONS • PARIS : Stade de France, Fnac, Virgin Megastore, Carrefour
tel. 01 44 68 44 44 et 3615 Stade de France* (*2.23F min)
• LYON ET MARSEILLE : FNAC et par tél. 01 49 87 50 50 ou 01 42 31 31 31
Site Internet : www.the-rolling-stones.com

Mise en vente le 12 février



Prix des places (*frais de location) :
- Marseille : 270 - 30* - 320 - 30* - 450 - 50* - 650 - 50*
- Lyon : 270 - 30* - 400 - 40* - 750 - 50*
- Paris : 270 - 30* - 320 - 30* - 380 - 35* - 520 - 35*

Pour connaître la fréquence MCM de votre ville : 09 36 68 42 48 ou taper 3615 Code MCM rubrique SFA site Internet : <http://www.mcm.fr>

Une production LCB en association avec Canal Productions

Handwritten signature or initials.

son origine d'une danse sud-africaine, il fait fureur sur les campus américains.

Si les gens, et particulièrement les jeunes, s'intéressent aujourd'hui aux claquettes, c'est en grande partie grâce à des stars comme Gregory Hines, tête d'affiche de *Jelly's Last Jam* et du film *Tap Dance*, sorti en 1989. Mais l'influence de Hines n'atteint pas celle de son protégé, Savion Glover. Ce danseur de 24 ans a signé la chorégraphie de *Bring In da Noise* et en était la vedette, jusqu'à son départ en juillet dernier. Pour Slyde, l'essor actuel de cet art doit beaucoup à Glover. "Il y a mis une énergie complètement différente et il a laissé tout le monde derrière."

Le style de Glover a trouvé un écho favorable parmi les jeunes Noirs. Dans les années 60 et 70, la jeune génération se détournait des claquettes, qui, à cause du cinéma hollywoodien, étaient associées à l'"oncle-tomisme" de Noirs obséquieux à l'égard des Blancs et tout en sourires clinquants. "La danse africaine-américaine a souffert des stéréotypes hérités des minstrel shows [spectacles présentant des musiciens et danseurs blancs déguisés en Noirs]", explique Sandra Burton, professeur de danse au Williams College et coorganisatrice des cours de Pittsfield. "Les artistes ont été blessés parce qu'ils avaient l'impression de représenter quelque chose dont nous ne pouvions pas être fiers. Mais, en fait, les claquettes sont une expression authentique de notre peuple."

Bruce Weber - The New York Times

raître devant le Comité de défense de la révolution de mon quartier. Il s'avère

avec une baguette. C'est comme le métronome de l'orchestre." Ce qui ne l'em-

Dernier album de NG La Banda : *J'enevo* (Venin), chez EMI.

BRÉSIL Incendies

L'Amazonie brûle sous la protection de l'armée

Comme toujours, à chaque fois qu'une catastrophe frappe l'Amazonie, le gouvernement ne se décide à intervenir qu'au moment où la presse internationale commence à diffuser des images de l'incendie et dénonce l'immobilisme des autorités. Comme toujours, le gouvernement cherche à minimiser cette catastrophe en entonnant une nouvelle fois les éternels refrains nationalistes. Accepter l'aide étrangère revient, pour les militaires comme pour le gouvernement dans sa majorité, à reconnaître l'impuissance du Brésil dans l'administration du territoire amazonien. Ce serait permettre l'intervention d'autres pays dans la région et cela mènerait à ce que les militaires ont appelé, de façon paranoïaque, "l'internationalisation de l'Amazonie". Fin mars, devant la commission parlementaire pour l'Amazonie, le général Leonel Benedito, chef d'état-major des armées, a repoussé fermement toute aide internationale dans la lutte contre les incendies. "Il est hors de question que nous acceptions l'aide de troupes étrangères alors que nous pouvons nous en sortir nous-mêmes, a clamé le général. Le gouvernement ne doit recevoir aucune assistance susceptible de révéler une faiblesse

au niveau de notre souveraineté en Amazonie. Je n'accepterai rien sans que l'armée ne soit pleinement informée et invitée à superviser les opérations." Le même jour, le général Luiz Carvalho, commandant militaire de l'Amazonie, déclare dans une interview que c'est un incendie "brésilien" et qu'il doit donc être circonscrit par les Brésiliens.

On a rarement assisté à un tel étalage de nationalisme rétrograde et stupide. Le Brésil se serait-il figé dans le temps ? On se croirait dans les années 60 : c'est à cette époque que l'Amazonie est devenue source de paranoïa chez les militaires. N'affirmait-on pas déjà que d'autres pays - les Etats-Unis, pour ne pas les citer - avaient l'intention de contester au Brésil leur souveraineté sur la forêt amazonienne ? Cette peur obsessionnelle avait été alimentée un certain temps par le projet de l'Institut Hudson, qui prévoyait la construction d'immenses barrages dans la forêt pour promouvoir la pêche, la navigation et la production d'électricité. Et la réaction des militaires ne s'était pas fait attendre lorsque des organisations étrangères avaient évoqué la nécessité de créer un territoire de la nation yan-

de l'armée

mami, à cheval sur le Brésil et le Venezuela, sur lequel les Indiens auraient été souverains. Et puis il y eut la crainte des prédicateurs protestants. On redoutait aussi que des étrangers ne viennent s'installer dans la région, pour se livrer à la recherche clandestine de minerais. Autant de menaces qui n'existaient que dans l'imagination des militaires.

Ces mêmes militaires ont inutilement ouvert des pistes dans la région, arraché des arbres, afin d'accélérer "l'intégration de l'Amazonie au reste du pays". Ils ont encouragé l'occupation de la forêt par les paysans sans terre. Ils ont convié des entreprises du sud du pays à élever du bétail dans la région, toujours dans l'idée de repousser le péril étranger. Ces trois derniers mois, l'incendie a ravivé cette paranoïa. En acceptant l'aide de l'ONU, l'armée craint de devoir admettre qu'elle a été incapable de protéger la forêt et de donner ainsi l'occasion à des organisations étrangères de venir s'y implanter.

Klester Cavalcanti, Vladimir Netto - Veja (extraits) - São Paulo

Investissements de l'Etat et du secteur privé, à partir de San Francisco. Elle compare l'état

LABRO VISIO

Trois ans après «La trinité de Philippe Labro publie un vous au Colorado» où il résout l'énigme des l'ont hanté sur son lit Un récit à mi-chemin de graphie et du ror Une interview à coe

ET AUSSI, extraits, critiques

La conversation très confessionnelle de Lorette N. Par l'entour de l'ar du Régis De Bray. La sortie en poch du classique d'Albert O. de la Seigneur et la nouvelle biogra de Schenlyne, partie aux Etats-Un



AUX ÉTATS-UNIS ET NULLE PART AILLEURS

"South Park", un dessin animé de mauvaises intentions

Il aura suffi de six mois pour que *South Park* devienne le nouveau dessin animé culte aux États-Unis. La chaîne du câble qui le diffuse, Comedy Central, a beau n'être reçue que par un quart des foyers américains, elle réussit à concurrencer les trois

l'une des rares émissions américaines qui échappe au carcan du politiquement correct et permet aux spectateurs de rire en toute impunité des Juifs, des Noirs ou des gays. Ce faisant, le feuilleton offre un portrait fort ressemblant d'une certaine Amérique profonde et de ses préjugés.

South Park, qui donne son titre à la série, est une petite ville du Colorado qui existe effectivement (et dont les habitants sont connus pour apercevoir régulièrement des ovnis, précise le *Los Angeles Times*). Les héros du dessin animé sont quatre enfants de 9 ans. Il y a Kyle, le petit garçon intelligent et névrosé dont la maman ferait rougir toutes les mères juives de la planète ; Kenny, dont on se moque continuellement parce que sa famille est pauvre ("Pourquoi tous les pauvres sentent-ils le lait caillé ?" demande en le reniflant

l'un de ses camarades) ; Cartman, enfant gâté obèse qui se bourre de mixtures alliant chocolat, fromage et poulet. Quant à Stan, le leader de la bande, c'est un petit dur si timide qu'il vomit chaque fois qu'il approche la fille dont il est amoureux. Le seul Noir de la ville, le chef cuisinier de l'école, est un obsédé sexuel. L'un des habitants de *South Park* est Jésus en personne, qui anime le talk-show télévisé local : *Le Christ et ses potes*. Chaque épisode de trente minutes prend pour cible plusieurs caractéristiques de la société américaine, de la passion des armes à feu à celle des extraterrestres, en passant par le mépris des mères célibataires. A la fois sophistiqué et grossier, irrévérencieux et enfantin, *South Park* est l'œuvre de Trey Parker et Matt Stone, deux amis de moins de 30 ans.

grandes chaînes de télévision à l'heure de sa diffusion. Comment un dessin animé au trait rudimentaire, fréquemment scatologique et toujours loufoque peut-il remporter un tel succès ? Sans doute parce que *South Park* est

Ethan HAWKE **Uma THURMAN**

Un seul critère de sélection
la perfection génétique.

Bienvenue à
GATTACA

COLUMBIA FILMS présente une production JERSEY FILMS
AIDE LAW LOREN DEAN ERNEST BORGNINE
Réalisateur JAN ROELFS Directeur de la photographie SLAWOMIR

BIENVENUE À GATTACA (GATTACA) ALAN ARKIN
WOOD Montage LISA ZENO CHURGIN Production
JERSEY SHER Écrit et Révisé par ANDREW NICCOL

LE FILM CDD Bande Originale de

MGM

Ciné live
LE MEILLEUR DU CINÉMA

LE 29 AVRIL

Europe 2
LE MEILLEUR DE LA MUSIQUE

BRÉSIL Amour, hématomes et Audimat

C'est normal que les gens se tapent dessus. Qui n'a jamais entendu parler de crépage de chignon entre filles pour un amoureux ou de bagarre dans un couple, entre frères ou dans une famille ?" déclare le scénariste de télévision Manoel Carlos. *Por Amor* (Par amour), sa dernière création, ravit la direction de la programmation de Globo, la plus grande chaîne brésilienne. L'Audimat est régulièrement au rendez-vous. L'époque où seules les scènes un peu lestes attiraient le téléspectateur brésilien est révolue, affirme l'hebdomadaire *Veja*. Aujourd'hui, une bonne paire de gifles et un coup de poing dans le nez valent deux embrassades, voire l'apparition d'actrices légèrement vêtues.

Manoel Carlos a dévoilé à l'hebdomadaire de São Paulo certains de ses secrets de fabrication. Pour maintenir le suspense et fidéliser la ménagère carioca de moins de 50 ans, rien de plus simple, affirme-t-il. "Une dispute qui commence en fin d'épisode tient les téléspectateurs en haleine jusqu'au lendemain." Et de citer en exemple le 140^e épisode de *Por Amor*, qui a débuté à 20 heures avec un Audimat de 45 points. Quelques minutes plus tard, la barre des 51 points a été allègrement franchie. Après avoir échangé des propos fleuris, deux des personnages principaux en sont venus aux mains - les gifles et les coups volaient bas. Cette scène de pugilat télévisuel a réalisé un score identique aux scènes les plus chaudes de la série, un vrai bonheur pour la régie publicitaire de la chaîne.

Selon les statistiques réalisées par la rédaction de *Veja*, vingt des trente principaux personnages de *Por Amor* ont déjà échangé des dialogues musclés. Parfois, les limites du bon goût sont franchies. Par exemple, dans un épisode, une actrice qui circule sur une chaise roulante est précipitée par sa sœur dans une piscine.

Cette outrance n'est pas toujours appréciée par les acteurs. L'une des vedettes des telenovelas avoue son angoisse : "Lorsque je tourne ces scènes, j'ai toujours peur de me blesser ou de blesser mon partenaire." Une autre y voit "un encouragement à la violence". Le scénariste Manoel Carlos balaise ces objections d'un revers de main : "Les acteurs n'aiment pas jouer des scènes violentes, mais personne n'est jamais venu se plaindre." Rien de très surprenant, compte tenu des rapports de force entre les grandes chaînes de télévision comme Globo et les acteurs. Une plainte pourrait conduire le contestataire à pointer à l'ANPE locale pour de nombreuses années. Enfin, quelques gifles échangées lors d'un épisode des telenovelas ne sont rien face aux reality-shows locaux qui se nourrissent de la misère et de la violence quotidienne.

AUX ÉTATS-UNIS ET NULLE PART AILLEURS

Des ados formés à la psychologie pour aider leurs camarades



Dans un nombre croissant de collèges et de lycées américains, certains élèves sont formés pour apporter une aide psychologique à leurs camarades en difficulté. Qu'est-ce qui pousse ces jeunes à vouloir devenir conseillers psy ? Certains connaissent eux-mêmes ou ont connu des problèmes, indique Britt Rathbone, une psychothérapeute pour adolescents de Washington, ce qui les sensibilise à ce rôle. "En parlant au cours de la formation de ce qu'il dirait à un camarade qui se trouve dans telle ou telle situation, il arrive qu'un jeune se rende compte que cette situation est similaire à la sienne, ce qui lui permet de mieux y faire face." Certains élèves s'inscrivent au programme de formation pour obtenir les points supplémentaires que leur vaut toute activité bénévole. Mais la plupart sont motivés par un vrai désir de venir en aide à ceux qui en ont besoin, certains envisageant même de devenir psychothérapeutes. Ce sont en général des élèves équilibrés et d'un accès facile, qui jouissent de la confiance de leurs camarades.

La formation consiste en général en cours du soir facultatifs étalés sur un semestre et dispensés par le responsable des consultations psychologiques de l'établissement. Les apprentis conseillers s'initient à une écoute active et pleine d'empathie, ainsi qu'aux techniques de médiation et de résolution des conflits. L'accent est mis sur les problèmes fréquemment rencontrés par les adolescents, qu'il s'agisse des angoisses liées aux premiers flirts, des ennuis familiaux, des grossesses, des dépressions ou des drogues. Seuls les élèves dont la candidature a été approuvée par les enseignants et les conseillers psychologiques de l'école sont retenus pour ces formations. "Un élève un peu insolent ou effronté n'est pas forcément écarté, ces dispositions pouvant au contraire être un atout", explique Eleanor Metz, coordinatrice de l'un de ces programmes à Potomac. Les cours sont fondés sur des exercices pratiques. Les élèves se livrent à des jeux de rôles et simulent des tête-à-tête semblables à ceux qu'ils auront probablement l'occasion d'avoir un jour ou l'autre. Ceux qui ne se sentent pas à l'aise pour traiter d'un problème particulier en sont déchargés. "Nous leur apprenons à accepter l'idée que chacun a ses limites et qu'ils ne doivent absolument pas s'en vouloir", explique Mme Metz. "Nous les encourageons, dans ce cas, à adresser leur interlocuteur à quelqu'un d'autre." On apprend à ces conseillers en herbe que leur rôle n'est pas de résoudre les problèmes, et encore moins de pratiquer la psychothérapie. On attend d'eux simplement qu'ils sachent écouter, en manifestant tout leur intérêt et toute leur compassion, mais sans porter de jugement. Souvent, cela seul représente déjà une aide considérable. "Nous prenons soin d'ôter de leur tête toute illusion : cette formation ne fera pas d'eux des psychothérapeutes", explique Bob Condit, un psychologue chargé de la coordination du programme à la Landon School of Bethesda, une banlieue de Washington, d'où est parti le mouvement il y a une vingtaine d'années. Preuve des limites de ces programmes : dès que ces élèves entendent parler de suicide, ils doivent immédiatement passer le relais au coordinateur, c'est-à-dire en général au conseiller psychologique de l'école, qu'ils peuvent joindre 24 heures sur 24.

Comment un adolescent qui désire discuter avec un de ses camarades conseillers peut-il prendre contact avec celui-ci ? Certains établissements tiennent des réunions où sont présentés à toute l'école les jeunes conseillers. D'autres affichent leurs photographies et leurs noms au mur du bureau d'aide psychologique, où se trouve une urne fermée à clé. L'élève désireux de se confier à quelqu'un remplit une fiche en y indiquant son nom et celui de la personne qu'il désire rencontrer, et la glisse dans l'urne. Les jeunes conseillers en vérifient le contenu tous les jours et prennent contact avec leurs futurs interlocuteurs aussi tôt que possible. Si c'est nécessaire, ils peuvent manquer une heure de cours pour un entretien en tête-à-tête.

Rachel Weisman - The Washington Post

BRÉSIL Stress et bachotage entre Prozac et chocolat

Près de 3 millions de lycéens tremblent chaque année à l'approche des examens d'entrée à l'université. Pour supporter la pression et l'angoisse de l'échec, ils se gavent de sucreries et de tranquillisants.

VEJA
São Paulo



Claudio Vicentino, professeur d'histoire, faisait cours comme d'habitude, à l'école préparatoire Anglo, à São Paulo. En voyant deux élèves bavarder avec animation, il s'arrêta et fit la remarque suivante, d'un ton cinquant, dans la salle devenue brusquement silencieuse. "Vous voulez vraiment perdre un an de plus de votre vie à préparer les concours d'entrée à l'université ? cria-t-il. Quand on croit qu'on sait tout, on n'arrive nulle part. Vous savez qu'Hitler a dû passer deux fois son concours d'entrée en architecture et qu'il ne l'a jamais réussi ? Vous avez vu ce que ça a donné, hein ?" Dans la salle - dont les fenêtres étaient obturées afin que les élèves ne soient pas distraits par l'exté-

mission à l'université est partagée cette année par 2,8 millions de jeunes qui se disputent les 616 000 places dans les facultés et les universités brésiliennes. A Rio de Janeiro, Viviane Kuni-sawa, une lycéenne âgée de 17 ans, affirme que ce concours l'obsède jour et nuit. Elle a pris 8 kg à coups de tablettes de chocolat avalées durant ses longues nuits de travail. Toute à sa prochaine épreuve d'économie, elle a laissé tomber ses cours de natation, de tennis de table et de volley-ball pour se consacrer davantage à ses études. Elle est la première de sa classe, mais n'a plus aucune confiance en elle. "J'ai horriblement peur de rater ma biologie", dit Viviane, dont les pages des livres portent encore les traces de ses crises de larmes.

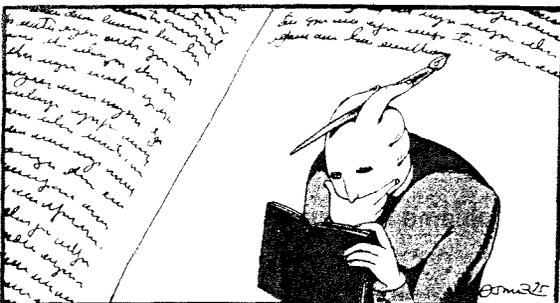
A l'approche du concours, le candidat ne pense plus qu'à ça. Il se trouve devant la première grande épreuve de sa vie d'adulte, un moment de victoire ou de déroute, ce qui ne signifie pas seulement la nécessité de recommencer une année supplémentaire de cours de préparation. Il

pas. Tout tourne autour du premier groupe, le reste ne compte pas. Dans la perception confuse des autres, les seuls personnages qui se détachent sont les parents du candidat. L'étudiant vit sur les nerfs, dort moins, se concentre davantage sur le travail et fait une croix sur ses loisirs. Les premières personnes auxquelles il s'oppose sont en général lui-même, ses parents, inquiets de ses résultats au concours et donc naturellement impliqués, ses frères, ses amis. Henrique Schützer Del Nero, psychiatre à l'institut de recherche avancée de l'université de São Paulo, déclare que "les concours d'admission à l'université est l'une des trois grandes causes de stress dans notre société, avec la mort d'un proche et le chômage".

Passer le concours d'admission à une université n'a jamais été une mince affaire, mais la concurrence est devenue plus sévère. En 1975, il y avait en moyenne 2,2 candidats pour une place. Aujourd'hui, ils sont 4,6, soit plus du double. Le nombre de candidats est en effet en forte augmentation, et le nombre de places proposées n'a pas suivi. Il est par conséquent de plus en plus difficile de réussir au concours dès la première fois. Selon les chiffres de la Fuvest, organisme chargé du concours d'admission à l'université de São Paulo et à trois autres établissements d'enseignement supérieur, 60 % des reçus à ce concours ont réussi à entrer à l'université au bout de deux, trois ou quatre tentatives. Lorsque les candidats se font plus nombreux pour une même place, la note éliminatoire des épreuves est relevée. En ce qui concerne la Fuvest, les notes éliminatoires des spécialités les plus sollicitées ont augmenté en moyenne de 11 % sur deux ans.

De nos jours, 8 % des Brésiliens ont un diplôme universitaire. "L'université est valorisée dans la mesure où le capital d'un citoyen moyen est aujourd'hui son parcours scolaire", affirme Gisela Taschner, sociologue à la Fundação Getúlio Vargas, à São Paulo. Pour les familles aux prises avec le paiement du loyer et le remplacement de la voiture en fin d'année, les cours que les enfants suivent à l'université sont l'unique investissement qu'ils peuvent faire. Pour les enfants des familles modestes, le diplôme représente l'un des rares espoirs d'ascension sociale.

Valéria França et Roberta Paixão



Dessin d'Ajubei paru dans La Vanguardia - BARCELONE

rieur - le silence fut total. Et la référence à Hitler, qui en réalité tenta d'entrer aux beaux-arts et non pas en architecture, ne fit même pas rire. Ce n'est d'ailleurs pas le genre dans les cours de préparation aux concours d'admission à l'université : les élèves commencent en effet à prendre les choses au sérieux. Ils vivent dans la terreur des concours. Au collège, un professeur arrogant ne réussira qu'à susciter des moqueries chez ses élèves. Mais, ici, on sent l'angoisse partout à fleur de peau.

Cette sensation d'anxiété qui envahit les candidats aux concours d'ad-

mission lors des épreuves, mais - ce qui est encore plus compliqué - il se jugera également lui-même à partir de ses résultats. Tout cela est au fond injuste et cruel. Lorsqu'on prend de la distance, ce concours d'admission n'a pas autant d'importance que se l'imaginent les candidats qui s'y préparent, mais ils sont immergés à un tel point dans un climat de compétition qu'ils dramatisent les choses. Dans son univers parallèle, l'étudiant a tendance à diviser le monde en deux catégories : ceux qui préparent le concours et ceux qui ne le préparent

ÉTATS-UNIS

Gamins caféinomanes

Les enfants américains sont de plus en plus nombreux à être intoxiqués à la caféine, rapporte l'hebdomadaire The Nation dans une enquête intitulée "Génération speedée". Principaux coupables : les fabricants de boissons, qui augmentent les taux de caféine ajoutée à leurs sodas jusqu'au maximum autorisé de 2 mg par centilitre. C'est le cas, par exemple, de Surge de Coca-Cola, de Josta de Pepsi-Cola, ou de Mountain Dew (qui signifie whisky), cette dernière "boisson énergisante" étant la

préférée des moins de 6 ans. (Pour se faire connaître, Mountain Dew avait distribué un demi-million de pagers gratuits à la sortie des écoles.) La chaîne Starbucks, qui ouvre chaque jour un nouveau lieu de dégustation de café (d'ailleurs excellent), est en outre devenue l'un des lieux de rendez-vous préférés des collégiens. "Nous ne cibons pas spécialement les adolescents", déclare Chris Gimbl, de Starbucks. "Toutefois, tout le monde est le bienvenu dans nos magasins."



AUX ÉTATS-UNIS ET NULLE PART AILLEURS

"Attachez vos ceintures, les cacahuètes sont interdites à bord"

Les cigarettes ayant été pratiquement bannies des lieux hospitaliers, les compagnies aériennes doivent maintenant faire face à une nouvelle menace pour la santé : les cacahuètes.

Servies par milliers dans de petits emballages propres, elles sont depuis longtemps l'accompagnement obligé des apéritifs servis à bord. Mais, depuis quelque temps, les compagnies reçoivent les appels téléphoniques de personnes anxieuses qui demandent que les cacahuètes soient interdites sur leurs vols. Le problème, c'est que près de 2 millions d'Américains sont allergiques aux cacahuètes et autres arachides. Les réactions peuvent être déclenchées par ingestion ou même par simple contact accidentel avec des épiluchures. Dans les cas graves, les gens peuvent se retrouver en état de choc et mourir. On estime que 5 % des réactions sont mortelles, ce qui porte le nombre de décès à 125 par an selon les allergologues. Ce n'est



Dessin de Randy Brown paru dans le New York Times - ÉTATS-UNIS

donc pas un problème majeur pour les compagnies, mais suffisamment important pour les laisser perplexes. Ce que craignent par-dessus tout les passagers allergiques, c'est qu'un enfant trouve des cacahuètes et les mange ou que de la poussière de cacahuète circulant dans le lieu clos d'une cabine ne provoque la mort.

Les parents qui ont essayé de faire part de leurs soucis aux compagnies aériennes ont obtenu des résultats mitigés. "Avec America West, j'ai vécu une expérience incroyable", s'exclame Eilyn Weitzman, une New-Yorkaise dont

le fils de 4 ans est allergique aux cacahuètes. Quand elle monte dans un avion, elle essuie chaque siège de sa rangée avec une serviette de bébé pour capturer l'ennemi dissimulé dans un trou ou rôdant sur la moquette. "Je leur ai donné mon numéro de vol et, miracle, dans l'avion, ils ont servi des bretzels."

Chez Delta, les requêtes de ce type ne sont pas prises en compte, explique Katie Mossour, porte-parole de la compagnie à Atlanta. "C'est vraiment un article standard", déclare-t-elle à propos de la cacahuète. Chez Continental, les arachides incriminées sont supprimées sur le vol si un passager en fait la demande au moment de la réservation. Quant à la compagnie American Airlines, elle prétend avoir contourné l'écueil par hasard. "Aujourd'hui, nous sommes pour l'essentiel une compagnie à bretzels", commente son porte-parole John Hotard. "Nous les avons choisis au détriment des cacahuètes il y a environ un an, quand nos groupes tests nous ont révélé que notre clientèle préférerait des snacks moins riches en graisses."

Constance L. Hoys - The New York Times

AMAZONIE

Un hallucinogène au secours des drogués

L'ayahuasca est une plante sacrée pour les Indiens d'Amazonie. On lui a également trouvé des vertus pour soigner alcooliques et héroïnomanes.

PÁGINA 12
Buenos Aires

Imaginez un hallucinogène qui, loin de provoquer la moindre addiction, serait utilisé en Europe pour soigner alcooliques, cocaïnomanes et héroïnomanes. Il existe : c'est l'ayahuasca, fruit des cultures indiennes d'Amérique, boisson prise par les poètes maudits américains qui, dans les années 60, allaient jusqu'au fin fond de la forêt amazonienne pour la consommer. L'Europe, les États-Unis et le Japon s'ouvrent aujourd'hui aux nouvelles religions latino-américaines qui considèrent l'ayahuasca comme un breuvage sacré et un instrument de méditation. L'anthropologue colombien Luis Luna a passé vingt-six ans de sa vie à l'étudier. Il explique : "Sur les rives de l'Amazonie, au Pérou, au Brésil et en Équateur, l'ayahuasca est une plante maîtresse. On l'utilise pour étudier les propriétés thérapeutiques d'autres végétaux : pour ce faire, on prend un échantillon de la plante à étudier, on l'ajoute à l'ayahuasca et on étudie comment varient les visions de celui qui ingère le mélange. On en déduit ensuite les utilisations

possibles de cette plante." Les populations indigènes affirment qu'"avec l'ayahuasca elles entrent en contact avec l'esprit de la plante qu'elles veulent connaître : l'esprit se manifeste et leur dit à quoi elle sert".

L'ayahuasca a aussi des effets thérapeutiques directs, "notamment sur les maux de psychosomatiques", précise Luna. Elle aide à rechercher la cause sociale ou individuelle du mal et permet d'envisager un changement d'attitude. "C'est grâce à ces propriétés qu'elle est utilisée lors de cures de désintoxication pour alcooliques et cocaïnomanes. Au Pérou, elle est employée par l'Institut Takiwasi, un établissement dirigé par le médecin français Jacques Mabit et financé par l'Union européenne. Aux Pays-Bas, on a recours à l'ayahuasca pour soigner les héroïnomanes. "Son efficacité tient à une prise de conscience, à une meilleure connaissance de soi", explique l'anthropologue.

La substance aussi fascinante ne risque-t-elle pas de provoquer elle-même une addiction ? "En général, cela n'arrive pas, répond Luna. L'ayahuasca a un goût très désagréable et provoque souvent vomissements et diarrhées. Ce n'est pas une chose que l'on prend pour le plaisir. De plus, elle peut engendrer des expériences profondes, et notamment des sensations de mort, de mutilation. Elle oblige à affronter ses propres peurs, ses fantasmes." A propos de son expérience de l'ayahuasca en Amazonie, le poète Allen Ginsberg écrivait d'ailleurs : "Autour de moi, le cosmos était devenu fou : c'est l'expérience la plus forte et la plus terrible que j'ai vécue." "C'est pourquoi il est essentiel que quelqu'un soit là pour aider et guider la personne durant l'expérience", poursuit Luna. Dans les tribus, le "voyage" est conduit par un chaman et comprend des chants. "Lorsqu'on est perdu parmi des formes, des silhouettes, des êtres à la fois étranges et familiers, on ressent parfois une très grande angoisse. Et le chant permet de ramener la personne sur la terre ferme ou de provoquer des expériences transpersonnelles, au cours desquelles plusieurs personnes ont les mêmes visions", rapporte l'anthropologue.

Au Brésil, trois grands courants religieux chrétiens ont adopté l'ayahuasca comme breuvage sacré et l'utilisent pour méditer sur ses



Dessin d'A. Legus paru dans #prost - poeziv

effets. "L'un d'eux l'U'ñaño do vegetal, a connu un grand essor parmi les classes moyennes : architectes, psychologues, journalistes, avocats. Ceux-ci ont assez de poids dans la société pour empêcher les tentatives de criminalisation. L'ayahuasca reste donc légale." Ces religions se sont étendues

aux Pays-Bas, à l'Espagne, à l'Autriche, au Japon et aux États-Unis. Luna, qui est professeur à l'université de Santa Catalina (à Florianópolis, Brésil), envisage de "monter des ateliers avec des scientifiques et, sous l'effet de l'ayahuasca, [de] se concentrer ensemble sur un problème à résoudre : il s'agirait d'utiliser cette substance comme un instrument, comme un microscope".

Entre-temps, "un certain Loren Miller a breveté aux États-Unis l'usage de la Banisteriopsis caapi comme antidépresseur. C'est une insulte aux Indiens d'Amazonie : pour eux, l'ayahuasca est une forme de sacrement. C'est comme si l'on brevetait l'Eucharistie, a dit l'un d'entre eux", sourit l'anthropologue. A une époque où l'on dépose des brevets sur les breuvages sacrés, les communautés indigènes auxquelles on doit l'ayahuasca survivront-elles ? "Personnellement, je suis optimiste, répond Luna. Beaucoup d'ethnies se développent, préservent leurs langues, possèdent leurs propres publications et stations de radio. Et l'ayahuasca est un facteur de préservation, parce que, sous son influence, elles visualisent leurs propres légendes. Celui qui croit à une divinité la verra apparaître et se convaincra ainsi de son existence réelle. Cela renforce donc les fondements de sa culture." Pedro Lipovich

La boisson qui donne des visions

L'ayahuasca est une préparation à base de deux plantes : la Banisteriopsis caapi et la Psychotria viridis. Son nom varie beaucoup selon les tribus (yajé est une autre appellation très connue). Ayahuasca est le nom quechua, formé à partir de huasca, la liane, et de aya, les esprits, les ancêtres disparus. On connaît aujourd'hui le mécanisme d'action de ce cocktail consommé sous forme de boisson : la Banisteriopsis contient

un alcaloïde qui agit sur le système nerveux central. Seule, cette plante n'aurait cependant aucun effet, car son principe actif serait détruit par l'une des enzymes de l'appareil digestif. Les Indiens ont découvert que la Psychotria inhibait l'action de cette enzyme. Outre son rôle antidépresseur - elle stimule la production de sérotonine - l'ayahuasca provoque surtout des visions, qui varient d'une personne à d'une

culture à l'autre, mais présentent certains motifs récurrents : "les vipères, même chez les gens de culture urbaine, et les villes, même chez des habitants de la forêt qui n'ont jamais vu une ville de leur vie", explique l'anthropologue Luis Luna. Les visions obtenues sous ayahuasca jouent un rôle essentiel dans les arts plastiques des populations indiennes d'Amérique.

Página 12 - Buenos Aires

BRESIL Stallone et Gates, touristes incognito en Amazonie

Autour de Manaus, les hôtels sont de plus en plus nombreux. Des stars viennent y goûter les joies de l'aventure climatisée, sans risque et sans paparazzi. D'autres visiteurs, moins argentés, y recherchent un contact avec la nature.

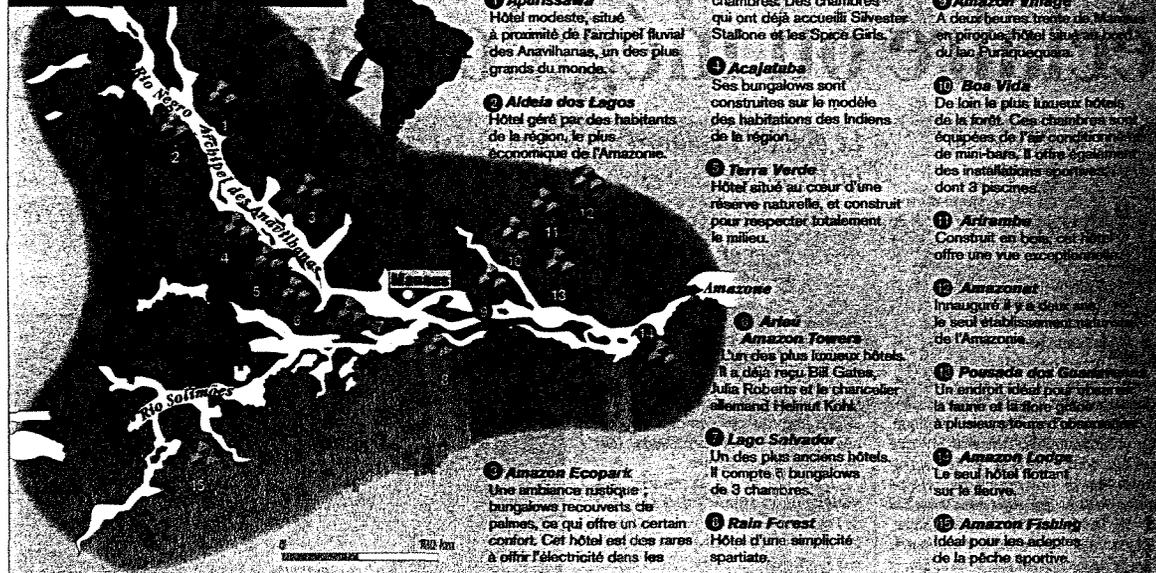
VEJA

São Paulo

Sylvester Stallone, alias Rambo, à la chasse au crocodile à bord d'une barque sur un affluent du Rio Negro, la belle Julia Roberts empruntant un sentier tout juste défriché au cœur de la plus vaste forêt tropicale de la planète, ces scènes sont bien réelles et de moins en moins rares dans les parages de la trentaine d'hôtels qui se trouvent dans la forêt amazonienne brésilienne. Concentrés autour de Manaus, entre le Rio Negro, le Rio Solimões et l'Amazonie, ces établissements ont connu un boom ces dernières années et attirent une clientèle étrangère de plus en plus nombreuse, y compris des stars d'Hollywood et autres célébrités. Durant la seule année 1997, ils ont accueilli 5 000 visiteurs venus de l'étranger et seulement 2 000 touristes brésiliens. Cette clientèle compte entre autres des célébrités des princes, des chefs d'Etat, les chefs d'entreprise et des athlètes de renommée internationale. Ils s'y endent incognito, et ont pour habitude de passer des consignes impératives à l'hôtel pour que leur itinéraire ne soit pas divulgué et qu'ils puissent profiter de leur séjour loin des fans et des photographes.

Les hôtels situés au cœur de la forêt sont ceux qui prospèrent le plus rapidement. En Amazonie seulement, leur chiffre d'affaires s'est élevé à près de 40 millions de dollars (240 millions de FF) en 1997. Le premier hôtel a été inauguré en 1979 et, depuis, d'autres établissements ont été créés à un rythme soutenu. Cette dernière décennie a vu l'apparition de douze nouveaux hôtels et la construction de cinquante autres est prévue d'ici à cinq ans. Cette expansion témoigne de l'intérêt croissant que suscite la région à l'étranger et des investissements de plus en plus importants dans les infra-

Lécotourisme en Amazonie



structures touristiques. Si l'on observe ce qui se passe dans d'autres pays, tout conduit à penser que cette activité pourrait connaître une expansion bien supérieure au Brésil.

Le tourisme écologique mondial représente un chiffre d'affaires de 260 milliards de dollars. Le Brésil, qui possède pourtant des paysages et des écosystèmes parmi les plus riches de la planète, n'en représente qu'un pourcentage infime, avec un chiffre d'affaires de 70 millions de dollars seulement - en comptant les hôtels amazoniens, les excursions aux chutes d'Iguaçu, dans le Paraná et à tous les autres lieux de pèlerinage écologiques. Un chiffre bien modeste si on le compare à celui du Costa Rica, dont

le tourisme écologique génère à lui seul 600 millions de dollars. L'un des obstacles au développement de ce type de tourisme en Amazonie est le prix élevé du voyage. "Avec le prix du billet Miami-Manaus", affirme Roberto Mourão, président de l'Association brésilienne du tourisme écologique, "un touriste américain peut passer une semaine dans les forêts du Costa Rica, tous frais payés. Si nous voulons attirer plus de monde, nous devons réduire les coûts."

Les hôtels se trouvant en forêt sont le plus souvent rudimentaires et proposent une nourriture locale et un confort minimum. Ils n'offrent pas tous l'air conditionné, indispensable dans la chaleur suffoquante des lieux. En

compensation, ces établissements vous permettent d'avoir un contact privilégié avec la nature dans son état le plus primitif. C'est justement ce qui fascine les touristes étrangers. "Je n'ai pas vu les animaux, mais j'ai entendu leurs cris et j'ai senti leur présence autour de nous", raconte une touriste américaine, Priscilla Garland, 55 ans, psychanalyste, qui s'est rendue en Amazonie fin avril. "La forêt, ce n'est pas un zoo", ajoute-t-elle.

Les excursions se font sur de petites embarcations, qui s'enfoncent dans les igapós [marais] et les igarapés [canaux] au milieu d'une végétation luxuriante. Le programme inclut également des promenades sur des sentiers au milieu de la forêt, la pêche

au piranha, l'un des poissons les plus répandus dans la région, et l'observation des jacarés (crocodiles) la nuit à l'aide de projecteurs. Le prix du séjour va de 70 dollars [350 FF] la nuit, à Aldeia dos Lagos, l'hôtel le moins cher, à 250 dollars [1 500 FF] pour les plus confortables. L'hôtel le plus important et le plus célèbre est l'Arirama Amazon Towers, destination favorite de neuf stars sur dix, qui propose la suite la plus confortable (et la plus chère) de la forêt amazonienne : la "Suite cosmique", avec télévision grand écran, ordinateur et appareils de gymnastique, à 2 000 dollars [12 000 FF] la nuit, a été inaugurée par le milliardaire Bill Gates, le seul disposé à payer ce prix à ce jour. Klester Carvalho

CANADA Société

Arrêtez de peindre les jeunes en noir !

Coup de gueule d'un journaliste québécois contre la tendance du monde culturel à toujours présenter les jeunes comme des marginaux ou des drogués.

L'ACTUALITÉ
Montréal

Au Quat'Sous*, on a pu voir *Trainspotting*, l'adaptation théâtrale du roman culte d'Irvine Welsh racontant les déboires tragi-comiques d'un groupe de délinquants héroïnomanes. Les *Contes urbains*, du Théâtre Urbi Orbi*, mettaient en scène une prostituée violée qui castrait le Père Noël en lui faisant une fellation. Le spectacle *Korsakov*, de Dominic Champagne, se déroulait dans un hôpital psychiatrique. La pièce *le Mutant*, de Raymond Villeneuve, nous faisait pénétrer dans l'inconscient halluciné d'un punk sans-abri. L'excellent vidéaste Robert Morin a tourné *Quiconque meurt meurt à douleur*, un documentaire poignant dont l'action se passe dans une piqueterie [rencontre de drogués] pendant une descente de police. Sylvie Van Brabant nous a présenté *Seul*

dans mon putain d'univers, un documentaire choc sur quatre jeunes qui ont connu la violence, l'abandon, la drogue et les centres d'accueil. Et le cinéaste Charles Binamé traite de la solitude urbaine et de l'angoisse de vivre dans le très beau long-métrage qu'il a écrit avec Monique Proulx, *le Cœur au poing*.

Un extraterrestre qui débarquerait au Québec et ferait un bref survol de notre paysage culturel aurait l'impression que tous les jeunes Québécois sont des junkies séropositifs qui ont été battus lorsqu'ils étaient enfants, qui squattent des usines abandonnées et se livrent à la prostitution dans des ruelles crasseuses afin de se payer leur dose quotidienne de crack.

Autre chose que jeune loup ou zonard

Effectivement, les jeunes au Québec tirent le diable par la queue et ont des difficultés à se faire une place au soleil. Ils brillent par leur absence dans la fonction publique, doivent se contenter de petits bouiots à temps partiel, accumulent les dettes pour payer leurs études et sont les derniers embauchés et les premiers congédiés. De plus, notre Province détient l'un des plus hauts taux de suicide juvénile au

monde. Mais la figure du punk sans-abri qui lave des pare-brise à l'angle des rues représente-t-elle pour autant l'ensemble de la jeunesse québécoise ?

On me répondra que les gens heureux n'ont pas d'histoire et que les artistes ont de tout temps préféré les rapides tumultueux aux longs fleuves tranquilles. J'en conviens. Mais il y a misère et misère. L'image des jeunes que projette actuellement la culture québécoise n'est pas tourmentée ; elle est carrément nihiliste. Pas la moindre lueur au bout du tunnel.

Pourtant, chaque jour, nous rencontrons des jeunes qui cherquent les dents et foncent. Je ne vous parle pas des membres cravatés de la jeune Chambre de commerce ou de l'élite jeunesse du Parti conservateur, qui se prennent pour les héritiers de Donald Trump [milliardaire américain] et rêvent du jour où ils pourront fumer des havanes gros comme des Porsche. Juste des jeunes ordinaires, qui étudient, qui bossent, qui cognent aux portes, qui trébuchent et qui se relèvent.

On dirait que, lorsqu'il est question de la jeunesse au Québec, il n'y a que deux pôles possibles : l'athlète médaillé commandité par Nike [le sprinter Bruny Surin, médaillé d'or

du relais 4 x 100 mètres aux JO d'Atlanta de 1996] et la chanteuse millionnaire qui se promène en Concorde [Céline Dion], ou bien la victime d'inceste complètement disjonctée, qui attend la mort dans une boîte de carton. Le nirvana ou l'enfer. Entre les deux, rien. Le grand vide intersidéral. Nous vivons à l'ère du grand tapage. Nous n'avons d'yeux que pour le spectaculairement riches ou les spectaculairement pauvres.

Récemment, Canal D [une chaîne canadienne de documentaires et de reportages] présentait un vieux film d'André Brassard, *Le soleil se lève en retard*. Une histoire d'amour pudique entre deux quadragénaires timides, ni pauvres ni riches. Pas de cris ni de déchirements : seulement la vie qui sourit sans faire de bruit. Aujourd'hui, un film comme celui-là passerait complètement inaperçu.

La vie selon les médias est comme une pièce de 25 cents lancée en l'air. Côté pile : Céline Dion. Côté face : le jeune fugeur qui traîne boulevard Saint-Laurent [grande artère de Montréal]. Faites votre choix. Et rappelez-vous : la pièce tombe toujours soit d'un côté, soit de l'autre.

Richard Martineau

* Théâtre de Montréal.

AMÉRIQUE LATINE Les carences de l'école freinent l'expansion

Trop de crédits pour les universités, trop peu pour l'école primaire. La région doit revoir ses priorités en matière d'éducation. D'autant que le marché de l'emploi demande une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée.

EL NUEVO HERALD
Miami

DE RIO DE JANEIRO

Il n'est pas inutile d'être bardé de diplômes universitaires pour s'en rendre compte : à mesure que le libre-échange s'empare du continent, poussant les travailleurs à se concurrencer sur des marchés mondiaux toujours plus exigeants, les enfants d'Amérique latine sont désavantagés par les carences de l'école publique. Selon la Banque interaméricaine de développement, les travailleurs latino-américains ont passé en moyenne cinq ans sur les bancs de l'école, contre neuf en Asie de l'Est et douze aux Etats-Unis. Au Brésil, le géant économique de la région, 17 % des adultes ne savent pas lire. "La production fait de plus en plus appel aux technologies et les gens qui manquent d'instruction n'ont pas les compétences qu'il faut pour les appréhender", explique Jeffrey Puryear, spécialiste des systèmes éducatifs latino-américains à l'Organisation Dialogue interaméricain, à Washington.

Mais les pays d'Amérique latine commencent à prendre la mesure du problème et, dans la plupart, d'importantes réformes du système éducatif ont été lancées. "L'enseignement est devenu un aspect essentiel du débat sur la pauvreté", estime Robin Rosenberg, directeur adjoint du Centre Nord-Sud, à Miami. "Les entreprises considèrent désormais l'éducation comme un élément clé de la compétitivité. Elles savent que seul le manque de productivité des masses freine leur expansion." Les chefs d'entreprise d'Amérique latine font de plus en plus pression sur leurs gouvernements pour qu'ils accélèrent les réformes de l'éducation. Les entreprises étasuniennes ne sont d'ailleurs pas en reste : General Electric finance des bourses et des recherches sur les problèmes de l'enseignement. Et la Chambre de commerce des Etats-Unis parraine des écoles dans le voisinage des usines de São Paulo. Les chefs d'entreprise savent que le bas niveau d'instruction

de leurs salariés les empêche de recruter du personnel formé à l'étranger, mais aussi qu'il explique en grande partie l'opposition au libre-échange. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si le Brésil, où la main-d'œuvre est l'une des moins instruites de la région, est aussi l'un des plus gros foyers de résistance à la suppression des barrières commerciales.

Découragés, les spécialistes du sous-continent regrettent que des questions fondamentales, et urgentes, soient laissées de côté. Ainsi, Jeffrey Puryear souhaiterait que les administrations centrales et fédérales se délestent de la gestion des écoles et la confient aux collectivités locales, plus à même de veiller au grain du fait de la proximité. Dans le cadre

d'un programme mis en œuvre dans les zones rurales d'El Salvador, ce sont désormais les autorités locales qui se chargent de recruter ou de licencier les enseignants. Les réformes adoptées dans l'Etat brésilien du Minas Gerais ont valu à leurs auteurs les compliments de l'UNICEF : les écoles font l'objet d'une évaluation tous les ans, et les chefs d'établissement et les parents d'élèves ont désormais un droit de regard plus étendu sur les budgets. Conduit par un ancien professeur d'université, Fernando Henrique Cardoso, le gouvernement fédéral du Brésil a franchi un pas de géant l'an dernier, en décentralisant la gestion d'une partie du budget de l'éducation représentant 5 milliards de dollars. De nom-

breux analystes réclament également un rééquilibrage entre l'enseignement supérieur, relativement riche, et l'enseignement primaire et secondaire, ses parents pauvres. Les élèves défavorisés, qui franchissent rarement la barre du secondaire, subventionnent les riches, qui bénéficient de la gratuité de l'inscription dans des universités publiques de grande qualité. "C'est totalement injuste, estime Puryear. Mais cette question est extrêmement délicate. Les secteurs qui appuient l'enseignement supérieur sont puissants et ont une grande audience. En outre, on ne voit pas les élèves du primaire manifester dans les rues, comme le font leurs aînés des universités."

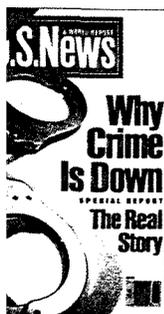
Katherine Ellison

LE MONDE SAIT DÉJÀ CE QUE LE BRÉSIL
PEUT FAIRE AVEC SES JAMBES.
C'EST L'HEURE DE MONTRER
CE QU'IL SAIT FAIRE AVEC SA TÊTE.



ÉTATS-UNIS

Criminalité : oubliez les clichés



Un Américain est tué toutes les 27 minutes en moyenne. Mais même si les meurtres retiennent l'essentiel de l'attention, la criminalité la plus importante est ailleurs. Dans l'intervalle entre deux meurtres, 70 voitures sont volées, 125 logements cambriolés et 405 vols à l'échelle commise. Après avoir triplé entre 1960 et 1980, les atteintes aux biens (property crimes) ont toutefois amorcé une baisse de 20 % ces dernières années. Dans son édition du 25 mai, US vs & World Report, le troisième grand hebdomadaire américain, publie un volumineux dossier pour liquer pourquoi la criminalité diminue aux Etats-Unis. Et les raisons invoquées sont pour le moins inhabituelles.

Par exemple, s'il y a désormais moins de cambriolages, c'est grâce à... la télévision. Avec la diffusion massive de la télévision et des magnétoscopes, les gens restent en place davantage chez eux le soir. Autres explications : le développement du télétravail, les logements moins inoccupés et les butins plus improbables dus à l'utilisation des cartes de crédit. Résultat : les vols à l'échelle commise sont désormais proportionnellement moins nombreux aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni et au Danemark.



AUX ÉTATS-UNIS ET NULLE PART AILLEURS

Vous voulez faire la charité :
prenez d'abord des cours !

Pour la plupart des Américains, faire des dons n'a rien de compliqué : il suffit de choisir une œuvre caritative et d'envoyer un chèque. Mais, pour les super-riches, cette manière de faire serait beaucoup trop simple. Ils ont besoin du concours de professionnels pour les aider à se séparer de leur argent et, pour l'obtenir, certains sont prêts à déboursier jusqu'à 20 000 dollars [120 000 FF]. Depuis quelques années, en effet, les fondations et autres associations caritatives sont de plus en plus nombreuses à organiser des ateliers, des expéditions sur le terrain et même des séances de psychothérapie pour enseigner le nec plus ultra de la charité aux riches, ainsi que, pour reprendre les termes de l'un de ces prestataires de services, aux "vraiment très très riches". Outre des considérations pratiques telles que l'évaluation des capacités de gestion des organisations caritatives, ils apprennent à s'interroger sur les valeurs qu'ils souhaitent promouvoir par leurs dons. Pour 850 dollars, un organisme de Boston met ses clients à l'épreuve l'espace d'un week-end. Pour 150 dollars, un autre fournit des conseils personnalisés aux nouveaux riches traumatisés par leur récente accession à la fortune. La Rolls-Royce de cette nouvelle discipline d'enseignement, cependant, est sans aucun doute le cours de philanthropie pratique de la Fondation Rockefeller.

Créée en réponse à une demande des familles fortunées qui craignent que la jeune génération ne perde le sens de l'altruisme, cette formation n'est pas à la portée du premier venu. Pour séparer les vrais pourvoyeurs de fonds des parasites qui voudraient bien avoir l'oc-

casion de côtoyer les riches, la Fondation soumet les candidats à une batterie d'entretiens et de questions sur leur parcours, et analyse leurs ressources financières. Les étudiants paient l'inscription 10 000 dollars, plus 10 000 autres pour les voyages et l'hébergement. Au cours de la formation, qui comporte quatre sessions d'une semaine réparties sur les mois d'octobre, janvier, avril et juin, les étudiants lisent Aristote, apprennent à analyser un bilan financier, voyagent à l'étranger pour voir de

près la pauvreté du tiers-monde (cette année, ce sera à Rio) et pratiquent la méditation.

Mais, enfin, ces gens ne sont-ils pas capables de décider tout seuls de quelle façon ils veulent faire don de leur argent ? Pas vraiment, affirme Jacqueline Novogratz, l'une des responsables de ce programme de formation. "La philanthropie ne se résume plus à envoyer un chèque de 10 000 dollars à l'opéra de votre ville. Nous familiarisons nos étudiants avec une approche totalement nouvelle et innovante de la philanthropie stratégique", explique-t-elle. Les élèves de la Fondation Rockefeller semblent satisfaits de leur investissement. Elizabeth Wallace-Elers, une ancienne banquière d'affaires aujourd'hui installée à Philadelphie, a suivi ce cours l'année dernière "pour rester en phase avec la réalité, pour être certaine de n'avoir rien raté pendant toutes [mes] années d'autoformation dans mon coin". L'année de sa formation, les participants au cours Rockefeller sont allés à Nairobi, au Kenya, pour étudier un programme de lutte contre le sida destiné aux prostituées. L'un des étudiants, qui a préféré garder l'anonymat, se souvient du choc qu'il a ressenti en rentrant dans sa chambre luxueuse à l'Hôtel Intercontinental après avoir visité le minuscule taudis d'une prostituée. "Après cinq jours dans les bidonvilles de Nairobi, on revient transformé", déclare pour sa part Jacqueline Novogratz.

Le cours de la Fondation Rockefeller constitue peut-être la meilleure formation à la philanthropie qui soit, mais le marché est de plus en plus encombré. On aurait d'ailleurs tort de s'en étonner : selon une étude réalisée par deux économistes de l'université Cornell, les enfants du baby-boom devraient hériter de quelque 5 600 milliards de dollars [plus de 33 000 milliards de FF] au cours des prochaines décennies. Jamais les États-Unis n'avaient connu une transmission de patrimoine entre générations d'une telle ampleur.

Alex Kuczynski - The New York Times (extraits)

BRÉSIL Les Sud-Coréens,
nouveaux dragons de São Paulo

80 000 Sud-Coréens vivent au Brésil. Grâce à une forte solidarité, organisée par les Eglises, ils ont créé de nombreuses petites entreprises de confection.



Jeunes Sud-Coréens du collège Bandeirantes, à São Paulo.

VEJA
São Paulo

Aujourd'hui, les immigrants coréens forment une colonie importante au Brésil. Cette immigration constitue toutefois une énigme. Avec ses 80 000 ressortissants essentiellement concentrés dans la ville de São Paulo, la colonie sud-coréenne est inférieure en nombre aux communautés d'origine italienne, japonaise ou allemande. Mais, d'implantation plus récente et plus repliée sur elle-même, elle commence à attirer l'attention pour différentes raisons. L'une d'entre elles est l'étonnante mainmise de ces immigrants sur un secteur auparavant sous domination juive et arabe : la confection. Ils travaillent dans le cadre de petites entreprises familiales et mettent sur le marché le tiers des vêtements féminins vendus au Brésil.

Il est difficile de comprendre les raisons qui poussent un Asiatique à aller au bout du monde et à s'installer au pays de la samba et du foot en quittant un pays dont le niveau de vie est supérieur à celui du Brésil. C'est du moins la question que l'on peut légitimement se poser dans les années 90. Les Sud-Coréens qui se sont embarqués pour le Brésil dans les années 60 avaient de bonnes raisons pour aller vers l'inconnu. La Corée sortait de la guerre, et l'Asie était en proie à une crise économique. Actuellement, 5 millions de Sud-Coréens vivent à l'étranger, dont plus de 1 million aux États-Unis. Le Brésil est leur sixième pays d'accueil, après la Chine, le Japon, la Russie et le Canada.

Le Sud-Coréen qui a choisi le Brésil appartient à une famille de classe moyenne bénéficiant d'un certain pouvoir d'achat et possède au moins un diplôme de l'enseignement secondaire. Il s'est tout d'abord essayé à l'agriculture, condition imposée par le gouvernement brésilien pour l'obtention d'un visa. Mais, comme l'avaient fait avant lui les Italiens et les Japonais, l'immigré sud-coréen a délaissé la bêche pour commercer en ville, et plus particulièrement à São Paulo. Au cours de la première phase d'immigration, au début des années 70, les Sud-Coréens vivaient surtout, dans leurs ateliers de confection, de l'exploitation d'une main-d'œuvre

clandestine venant presque toujours de leur propre pays ou de Bolivie. Des salaires extrêmement bas, inférieurs au salaire minimum garanti, et d'épuisantes journées de travail dans des ateliers surchauffés permettaient à la colonie sud-coréenne d'être concurrentielle sur le marché brésilien. Cette sorte d'esclavage permettait également aux Sud-Coréens d'aider les compatriotes qui venaient d'arriver à se faire une place au Brésil. Les clandestins arrivaient principalement par le Paraguay et la Bolivie, suivant en cela des routes similaires à celles du trafic de drogue. Durant les années 70, près de 70 % des Sud-Coréens étaient clandestins. Ces immigrants ont été amnistiés par un décret-loi de 1988. Malgré cela, la police fédérale estime qu'il reste 35 000 sans-papiers dans le pays.

L'Eglise a également offert un soutien social et économique important à cette colonie. Si le confucianisme est la religion la plus répandue en Corée du Sud, les immigrants étaient surtout protestants, traditionnellement plus enclins que les adeptes du confucianisme à mettre en avant la réussite matérielle et à émigrer. La communauté de São Paulo compte quarante temples et une église. C'est après le culte ou l'office que les Sud-Coréens désireux de faire affaire sont présentés les uns aux autres. Les amitiés ainsi liées sont également la garantie d'une aide financière. Afin de vaincre certains obstacles et d'obtenir des crédits bancaires, les Sud-Coréens ont mis en place une sorte de chaîne entre amis appelée Kye, qui leur permet de réaliser des investissements tout en payant des intérêts modiques. Les Eglises se portent souvent caution pour les loyers. "Nous représentons un soutien important, en particulier pour ceux qui viennent d'arriver", explique le révérend Kang Hiee Dong, l'un des premiers Coréens arrivé au Brésil, en 1956.

S'ils sont offensifs en affaires, les Sud-Coréens sont réservés et discrets dans leur vie privée. Les quartiers japonais et chinois de grandes villes comme Londres, San Francisco, New York ou São Paulo ont un aspect bien caractéristique. Ce n'est pas le cas des quartiers coréens. La culture orientale ne s'y décode qu'à certains détails : une conversation entre Sud-

Coréens devant une vitrine, un restaurant à la cuisine typique et relevée... Ceux qui y résident ou y travaillent, pour la plupart d'entre eux, ne possèdent encore qu'un portugais incompréhensible. Les Sud-Coréens ne se marient qu'entre eux et montent leur entreprise en famille.

La presse fait allusion, de temps à autre, à des crimes commis au sein de cette communauté, en invoquant une "mafia coréenne". La réalité est en fait plus simple et bien moins sombre. Depuis 1989, à São Paulo, 11 Coréens seulement ont été assassinés, sans que ces meurtres aient apparemment de lien entre eux. Cela correspond à deux homicides par an pour 100 000 habitants, soit une moyenne près de vingt fois inférieure à celle concernant le reste de la population de la ville. Les enquêtes ont montré que la plupart des crimes étaient passionnels ou crapuleux. "Comme souvent dans le milieu des immigrants, il y a toujours un petit matin pour découvrir que la spéculation peut rapporter beaucoup d'argent", explique Marco Antonio Desgualdo, commissaire de police. "Il prête alors de l'argent à ceux qui sont dans le besoin et à des taux prohibitifs. Il arrive que certains cessent de rembourser et qu'ils soient corrigés pour servir d'exemple."

Bruno Paes Manzo

PÉROU

Les jeunes contre Fujimori

Jeudi 4 juin, rude journée pour Alberto Fujimori. Pendant que des milliers d'étudiants - après avoir supporté les abus de la "dictature" pendant des années - hurlaient "Stop à la dictature !" dans les rues de Lima, un Premier ministre chassait l'autre. Cette manifestation qui a rassemblé plus de 20 000 jeunes marque un réveil de l'opinion, estime l'hebdomadaire d'opposition Caretas. Les étudiants ont dit non à la réélection de Fujimori en l'an 2000, non à un pouvoir législatif soumis, non aux innombrables entorses à la démocratie.

Le quotidien La República s'est fait l'écho des abus commis par les forces de l'ordre pour empêcher les manifestants d'arriver au siège du gouvernement. Au même moment, Javier Valle Riestra était nommé à la tête du Conseil des ministres, après la démission, le matin même, d'Alberto Pandolfi. Cette nomination a surpris tous les observateurs. D'autant que Valle Riestra a appartenu à l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA, gauche), le parti de l'ex-président Alan García, principal opposant au chef de l'Etat. "Un scénario plus que surréaliste", a titré La República, tentant de comprendre la nomination d'un homme déclaré "ennemi de la réélection de Fujimori". Le quotidien de Lima avance deux explications : une subtilité présidentielle pour bâillonner une partie de l'opposition et lui faire endosser la responsabilité de la crise que traverse le pays ; ou un moyen de faciliter la signature de l'accord de paix avec l'Equateur.



Amériques

BRÉSIL

Radio Favela, assistante sociale sur la FM

Installée depuis vingt ans dans un bidonville de Belo Horizonte, Radio Favela tente d'aider les plus démunis, qui craignent le pire avec la dévaluation du real.

THE WALL STREET JOURNAL
New York

► Dessin d'Ares, Cuba.

DE BELO HORIZONTE

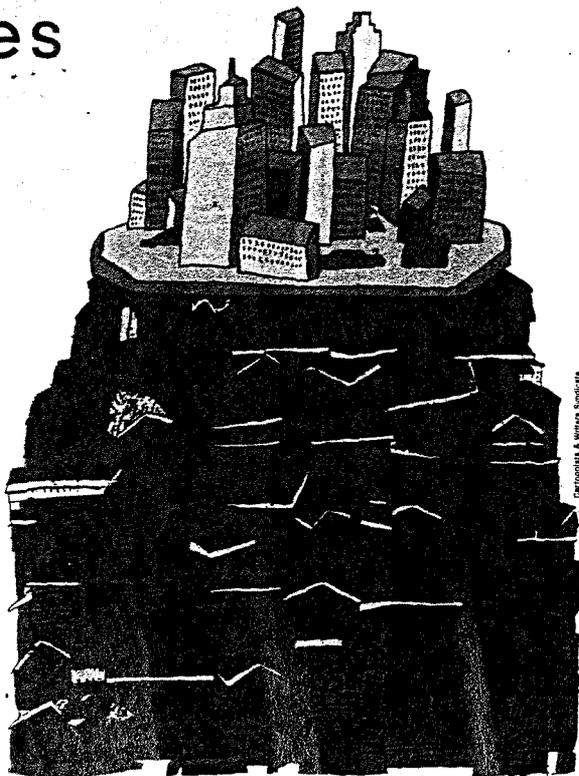
Dans une station de radio qui ne paie pas de mine, Nerimar Teixeira s'éclaircit la gorge avant de lire le communiqué : "Très mauvaise nouvelle, les prix des fournitures scolaires augmentent !" Un groupe de citoyens, poursuit-il, a constaté une escalade des prix des manuels scolaires - les écarts pouvant aller du simple au quintuple pour un même produit - en grande partie à cause de la situation confuse créée par la dévaluation récente de la monnaie nationale, le real. Les auditeurs, qui habitent les favelas (bidonvilles), se mettent immédiatement à téléphoner. Vivant dans des cabanes perchées dangereusement sur les collines qui dominent le quartier des affaires de Belo Horizonte, la troisième ville du Brésil, nombre d'habitants des favelas sont passés d'une économie de subsistance à la société de consommation durant les quatre ans et demi de stabilité économique qu'a connus le pays avant la dévaluation. Aujourd'hui, ils ont tout à perdre.

Radio Favela, la station FM de Nerimar Teixeira qui émet sans autorisation et qui fait également office de bureau d'assistance sociale un peu spécial, s'efforce d'expliquer le chaos dans lequel est plongée l'économie. Faut-il croire que le gouvernement va confisquer les dépôts bancaires - s'inquiète un auditeur - ou s'agit-il de simples rumeurs semées par des gangs voulant détourner les épargnants qui viennent retirer leurs économies des banques ? Est-ce le bon moment pour stocker les denrées alimentaires ? demande une autre personne.

GRÂCE À LA PUBLICITÉ, LA RADIO A CONSTRUIT UNE ÉCOLE

Radio Favela, dont le combat contre le trafic de drogue a été salué par les Nations unies, risque elle-même gros dans la tourmente. Grâce à la stabilité économique, conjuguée à la ténacité de Teixeira et de son associé, Misael Avelino, la station n'a jamais eu autant de succès depuis sa création, il y a vingt ans. Elle a même attiré ses premiers annonceurs. Se mettant au service de la population, elle a consacré une partie de ses recettes publicitaires à la construction d'une salle de classe réservée aux cours de

Radio pirate Radio Favela n'a toujours pas d'autorisation d'émettre, mais elle est tolérée par la mairie et la police de Belo Horizonte. Cela n'a pas toujours été le cas. La police l'a déjà fait fermer une trentaine de fois. Mais, lors d'une grave inondation, la radio a aidé les forces de l'ordre à localiser les survivants. Depuis, la station est tranquille.



ARES.

rattrapage. Elle s'est également dotée d'un système d'émission plus performant, en achetant du matériel italien à crédit. Tout cela confère à la station une influence politique : avant l'élection du gouverneur, à l'automne dernier, les trois principaux candidats ont tous grimpé la colline jusqu'à ses locaux, afin de répondre aux appels des auditeurs.

On relève des progrès similaires dans la favela, en particulier dans le quartier de Notre-Dame de Fatima, où est installée Radio Favela. La misère la plus noire y règne toujours. Néanmoins, les années du real stable ont apporté des progrès. Des boutiques qui vendaient uniquement des légumes et des céréales se sont lancées dans un commerce florissant de volailles et de viande de bœuf. Les habitants ont acheté des téléviseurs et des antennes paraboliques. Il n'est plus rare de voir des personnes portant à la ceinture un téléphone mobile ou encore sortant de leur portefeuille une carte de crédit. Mais, depuis la dévaluation du 13 janvier, le real a chuté de plus de 30 % face au dollar, provoquant du même coup une baisse du moral des habitants des bidonvilles. Edith de Souza, une mère de famille de neuf enfants, s'est rendue à Radio Favela un dimanche pour demander de l'aide, après le choc que lui avait causé la valse des étiquettes dans l'épicerie du coin. "Le real était resté stable pendant si longtemps que je pensais que ça durerait toujours", explique-t-elle. Tout ce que Misael Avelino pouvait lui donner, c'étaient quelques pommes de terre et des manuels scolaires dont on avait fait don à la radio.

Teixeira et Avelino ont fondé Radio Favela vers la fin des années 70 dans l'espoir d'offrir aux jeunes du quartier autre chose que la fréquen-

tation de trafiquants de drogue. A l'époque, il n'y avait pas l'électricité dans la favela, et ils devaient se servir d'une batterie de voiture pour faire marcher l'émetteur. La station de 50 watts a immédiatement conquis la population, qui manquait cruellement de téléphones et autres moyens de communication avec le monde extérieur. Elle participait aux recherches pour retrouver des enfants disparus et donnait des informations sur les personnes hospitalisées. La dévaluation risque de devenir le sujet le plus important qu'elle ait jamais traité, parce qu'en général les pauvres sont les plus durement touchés par les baisses de valeur de la monnaie et par l'inflation qui les accompagne. La stabilité du real, qui s'est concrétisée en 1994, a donné aux plus démunis une chance de s'en sortir. Comme le disait le président Fernando Henrique Cardoso, qui fut l'artisan de la nouvelle monnaie, "les riches sont plus riches, mais les pauvres sont moins pauvres". Cardoso a d'ailleurs été réélu en octobre dernier principalement grâce au soutien massif des déshérités des favelas.

Aujourd'hui, nombre de pauvres se sentent désorientés et trahis. Les auditeurs sont si traumatisés qu'ils sont prêts à croire n'importe quoi. L'un d'eux, un certain Edson, affirme que la dévaluation fait partie d'une sombre conspiration liée à la défaite de l'équipe nationale lors de la dernière Coupe du monde de football. Radio Favela fait de son mieux pour conseiller son public. L'un de ses rendez-vous consiste à lire à l'antenne les articles qui font la une du journal local. Ce n'est pas un mince service rendu à ses auditeurs : le taux d'illettrisme dans les favelas est estimé à 25 %.

Matt Moffett

ARGENTINE

La maison du Che livrée aux pillers

LA NACIÓN
Buenos Aires

Lis viennent ici et emportent tout. Il y a déjà presque plus rien. Ils repartent avec des morceaux de bois, des poteaux, des dalles, tout ce qu'ils trouvent sous la main. Des Allemands, des Brésiliens, des Cubains, des Mexicains, des Argentins, des gens bizarres... Ils emportent comme dans un moulin, puisqu'il n'y a personne pour contrôler... "Francisco Romero, en quelque sorte le père de ce qui fut un jour la maison d'Ernesto "Che" Guevara, est assassiné, assassiné. C'est sous ce toit que le guerillero passa les deux premières années de sa vie. Malade, M. Romero survécut le plus grand dénuement, avec sa femme et ses neuf enfants. Il attendait l'aide du gouvernement de la province qui avait promis de transformer l'endroit en parc touristique.

En juin 1997, la Chambre des représentants de la province de Misiones votait une loi autorisant l'achat d'un terrain de 18 hectares à Caraguatay, où vécut le mytique guerrillero argentin-cubain pour le convertir en "zone naturelle protégée". Ce fut ensuite au pouvoir escuffé de définir les moyens nécessaires à la reconstruction de la maison du Che et à la préservation du splendide site naturel qui l'entoure, le long du haut Paraná. Mais rien de tout cela ne s'est concrétisé. Aujourd'hui, l'endroit est totalement abandonné. Une végétation dense recouvre les murs. Et les "chercheurs d'objets" ont pillé le peu qu'il restait. Pour eux, tout est prêt à souvenir. "Ils ont même emporté les pilliers qui soutenaient le toit. Ils me disent que c'était pour un musée européen", se souvient, affligé, M. Romero.

C'est en 1927 qu'Ernesto Guevara Lynch et Celia de la Serna s'installèrent dans cette province pour y cultiver le maïs, une plante si rentable à l'époque qu'elle était connue sous le nom d'"or vert". Dans ses mémoires, le père du Che évoque la grossesse de sa femme - qui redescendit le fleuve pour accoucher à Rosario pour mettre au monde son premier fils, aujourd'hui l'un des personnages les plus célèbres du siècle -, puis le retour dans la province de Misiones et les deux premières années de la vie de Che Guevara. L'asthme dont il commence à souffrir à l'âge de quelques mois ira en s'aggravant. Le seul médecin du coin, un Allemand, "ne dessinait pas de la journée", raconte le père. Finalement, il décide de quitter Caraguatay pour aller faire soigner son fils ailleurs.

Au bord du Paraná, la maison de bois resta inoccupée après leur départ. Les nouveaux propriétaires tentèrent bien d'en prendre soin, mais ils finirent, eux aussi, par revendre. Soixante-dix ans plus tard, plus personne n'est là pour veiller sur elle. Livrée au pillage, elle est à l'abandon.

CRÉDIBLE

du Brésil

un jour le procès intenté contre 155 membres de la police militaire impliqués dans la tuerie du Carajas. En effet, si la justice se montre diligente quand il s'agit d'inculper des militants du MST - dans la région du Pontal, le dirigeant José Rainha Jr et quatre autres cadres du mouvement sont poursuivis pour « formation d'association de malfaiteurs » -, elle ne fait pas preuve du même zèle pour sanctionner les hommes de main des grands propriétaires (11). Le 20 septembre 1996, les gardes de la fazenda Santa Rita ouvrirent le feu sur une équipe de télévision, blessant légèrement la journaliste Monica Teixeira. Sollicitée pour prendre des mesures contre les auteurs de la fusillade, le juge Catarina Estimo refusa, arguant du « droit d'autodéfense du propriétaire ».

La prolifération de milices à la solde des fazendeiros constitue un grave sujet de préoccupation : « Il s'agit de véritables armées privées qui s'équipent d'armes lourdes apportées en contre-bande du Paraguay », affirme M. Juvelino Strozake. En août 1996, l'oligarchie

terrienne du Para faisait même défilier ses troupes de pistoleiros dans les rues de Maraba et détruisait le monument conçu par le grand architecte Oscar Niemeyer à la mémoire des victimes d'Eldorado do Carajas (12).

Enfin, dans le quotidien la *Folha de Sao Paulo* (13), le *Jazendeiro Roque Santos*, estimant que « les agitateurs gauchistes des années 60 sont de retour », appelle à la réactivation de l'Union démocratique rurale (UDR). Fondée en 1985, cette organisation aussi violente que radicale avait pour but de s'opposer aux velléités de réforme agraire du président José Sarney. Cette réapparition sur le devant de la scène du lobby des grands propriétaires met en évidence la dimension politique de la question agraire. A un an d'une échéance électorale à l'occasion de laquelle M. Cardoso briguera un second mandat, le président prendra-t-il le risque de s'aliéner ceux qui, peut-être malgré lui, seront ses alliés face à une gauche emmenée par le Parti des travailleurs (PT) ?

Une opposition désorientée

A l'époque de la fondation du MST, appuyé par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), le Parti des travailleurs accroissait son influence, en particulier dans les Etats du Sud et le secteur industriel. En 1990, M. Luis Inacio da Silva, dit « Lula », candidat du PT, semblait même en mesure de remporter l'élection présidentielle, il se fit coiffer sur le fil par M. Fernando Collor de Mello. Mais, en 1994, « Lula » ne recueillait plus que 27 % des voix, tandis que M. Cardoso, ancien ministre des finances et candidat du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), était élu dès le premier tour. Son incontestable succès dans la lutte contre l'hyper-inflation a désarçonné l'opposition de gauche.

« L'élection de l'économiste Fernando Henrique Cardoso anesthésie les forces progressistes, estime M. João Pedro Stédile, un dirigeant du MST. Les

centrales syndicales se replient sur la défense d'intérêts catégoriels tandis que s'accroît la masse des exclus du système. Seul notre mouvement parvient à organiser une part de cette population promise aux ponnelles du projet néolibéral et oppose une lutte radicale à la politique du gouvernement. » Une appréciation partagée par « Lula » lui-même, qui, en mars 1997, déclarait à la *Folha de São Paulo* : « Le MST est, effectivement, le principal mouvement organisé d'opposition à la politique menée par le gouvernement (14). »

Lourde responsabilité qu'assume le MST, ainsi promu fer de lance de la gauche. C'est que, considère M. João Pedro Stédile, « la réforme agraire ne doit pas seulement contribuer à résoudre le problème des sans-terre, mais aussi ceux de l'ensemble de la société. Pourtant, à son tour, une réforme agraire ne sera viable qu'intégrée dans un nouveau projet pour



l'économie nationale, dans un autre modèle de développement. Les sans-terre n'ont pas, à eux seuls, la force suffisante pour imposer un tel projet. Ils ont besoin que d'autres forces récupèrent leur capacité de mobilisation. C'est en ce sens que nous disons que la réforme agraire est la lutte de tous les citoyens. »

PHILIPPE REVELLI.

(11) Pour l'assassinat d'un grand propriétaire et d'un policier en 1989, durant une occupation de terre, M. José Rainha Jr a été condamné à vingt-six ans de prison le 11 juin 1997, bien qu'il ait pu prouver que, le jour du crime, il était à plus de deux mille kilomètres de là.

(12) Après le massacre de trois paysans sans terre survenu à Quilhaba do Norte (Etat du Para) le 13 janvier 1997, le président de la République a décidé de lancer une opération générale de désarmement dans le sud du Para. Dans le même temps, en vue de monter à l'opinion publique la détermination du gouvernement fédéral à lutter contre l'impunité, le ministre de la justice a fait désigner un juge et un procureur chargés d'accélérer les investigations visant à faire la lumière sur les crimes d'Eldorado do Carajas. Mais « tout le monde sait, et le ministère public le reconnaît lui-même, qu'après dix mois d'attente et après la disparition des preuves, la mise au clair des responsabilités va être très difficile et très longue » (Comité Rio Maria, 11 mars 1997).

(13) *Folha de São Paulo*, 7 octobre 1996.

(14) *Folha de São Paulo*, 16 mars 1997.

L'œil de Sebastião Salgado

Qu'il n'a vu, ne serait-ce qu'une fois, l'une des scènes hallucinantes fixées par le photographe Sebastião Salgado dans l'enfer brésilien de la mine à ciel ouvert de la Serra Pelada ? Qui a pu oublier ces transporteurs de boue plus que chercheurs d'or, emportés par des rêves de richesse et de liberté, ces hordes de pauvres héros esclaves d'une hypothétique fortune et de conditions d'existence inhumaines ? En quelques photos, tout fut exprimé de l'humanité et de l'inhumanité de l'homme.

Salgado, qui fut élu par deux fois Meilleur Journaliste photographe de l'année par le Centre international de la photographie de New York, nous revient dans un superbe ouvrage avec 109 photographies en noir et blanc (1). Elles témoignent de la migration perpétuelle d'une population brésilienne fatiguée de mal vivre et organisée pour tenter de récupérer la terre non exploitée, comme il fut fait (photo ci-dessus) en 1996, dans l'Etat du Parana, lors de l'occupation par trois mille familles de la fazenda Giacometti.

Parce que brésilien lui-même, parce qu'homme de cœur à n'en pas douter, parce que ses virulentes activités politiques le menèrent à l'exil à la fin des années 60, l'artiste-reporter, en solidarité avec le Mouvement des sans-terre (MST), offre dans le même temps une série de clichés qui seront imprimés en poster et diffusés, au profit du MST, sur tous les continents (2).

M. L.

(1) Sebastião Salgado, *Terra*, Editions de la Martinière, Paris, 1997, 144 pages, 350 F.

(2) Cette exposition peut être commandée à Frères des hommes, 2, rue de Savoie, 75006 Paris.

Parrainez un enfant du-bout-du-monde.

Ici, quoi de plus naturel que la rentrée des classes ? Mais là-bas, c'est souvent un rêve inaccessible. Pour que ce rêve se concrétise, vous pouvez aider ces enfants à vivre une vie d'enfant en parrainant l'un d'entre eux avec Aide et Action. Notre action ? La construction d'écoles, mais aussi l'accès à l'eau,

CETTE ANNÉE FAISONS TOUT POUR QUE LA DENTÉE SOIT DROITE

FRUIT DE LA DÉCOMPOSITION SOCIALE

En Amérique latine, l'industrie des enlèvements

LA pauvreté de masse est incompatible avec la paix sociale et la tranquillité publique. L'Amérique latine en est devenue un exemple flagrant. S'ajoutant au crime organisé, aux exactions des groupes paramilitaires et aux dérives de certaines guérillas, le fossé entre riches et démunis, le cynisme des élites, la corruption fréquente de la police, le discrédit de la justice - dû, entre autres, à l'impunité qui a accompagné tant de crimes d'Etat - ont affaibli les valeurs civiques, distendu les solidarités sociales et favorisé une vague de délinquance qui, dans certains pays, se caractérise par la multiplication des enlèvements crapuleux.

— Par HUBERT PROLONGEAU et JEAN-CHRISTOPHE RAMPAL *

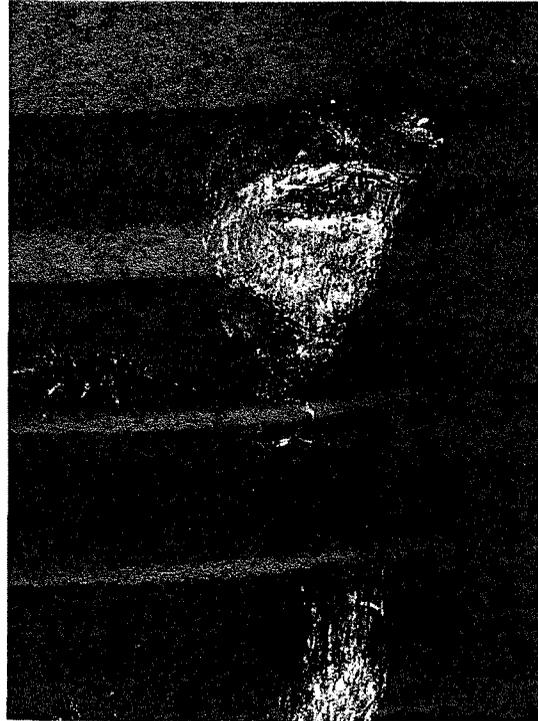
« J'étais au supermarché, avec mon fils de trois ans. A un moment, je ne l'ai plus vu. Il a l'habitude de courir dans les rayons : je ne me suis inquiétée qu'au bout de cinq minutes. Un homme est venu vers moi. Il m'a dit qu'il avait mon fils, et qu'il me le rendrait si je le laissais remplir son Caddie. J'ai cru m'évanouir. Quand j'ai commencé à pleurer, il m'a pris le bras et l'a serré fort en murmurant : "Ne vous faites pas remarquer." A la caisse, au moment de payer, je tremblais tant que j'ai failli renverser des objets plusieurs fois, mais la caissière n'a rien remarqué. Une fois dehors, un autre homme est venu prendre le Caddie. J'ai attendu avec le premier. Je n'osais rien dire. Cela m'a semblé atrocement long. Puis l'autre homme est revenu. Il avait mis mon fils dans le Caddie. Et le petit riait. » Maria Luisa n'a pas oublié. C'était il y a deux ans dans un supermarché du nord de Bogota.

Il y a eu, en 1995, 18 000 raptus sur l'ensemble du sous-continent et partout le phénomène est en progression. Au Brésil, 122 enlèvements avaient été déclarés en 1995. Au Guatemala, on a compté 130 cas pendant le premier trimestre 1996, alors que toute l'année précédente n'en avait vu « que » 120. La police n'hésite plus à parler d'une « industrie » en train de naître. Au Mexique, où des bandes de délinquants se sont spécialisées dans cette

hausse. A peine 50 à 70 % des enlèvements sont signalés. Le procureur général guatémaltèque estime ainsi que trois enlèvements sont commis chaque jour dans le pays. Le refus fréquent des familles de témoigner une fois que la personne enlevée leur a été rendue ne facilite pas le travail de la police.

Le rapt fut et demeure l'un des principaux moyens de financement de certains mouvements guérilleros. Chez les combattants de la forêt colombienne, en particulier, où la frontière entre criminalité et politique est de plus en plus ténue. « C'est notre impôt. Nous n'avons pas d'autres ressources », disent-ils. Si M. Jorge Eliecer Zapata, chef du « Jaime Bateman », petit groupe dissident du M19 (mouvement de guérilla colombien apparu dans les années 80 et retourné à la vie civile), s'avoue gêné par les liens de certains guérilleros avec les narcotrafiants, il est sans remords face à cette partie de son activité. Il n'est pourtant qu'un amateur face à ses aînés des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ou de l'Armée de libération nationale (ELN). D'après le journal *El Espectador*, l'enlèvement représente 35 % des revenus des premiers, 34 % de celui des seconds.

Deux randonneurs ont raconté avoir été arrêtés dans la sierra Nevada de Santa Marta, haut lieu touristique colombien, par des guérilleros qui ont



JACOBO BORGES. - « Le Gangster » (1989)

qui peut payer de petites sommes sans faire trop d'histoires. Au Mexique, le montant moyen des rançons est de 4 000 dollars. Beaucoup d'enlevés ne sont gardés que le temps, pour leur famille, de passer à la banque. Au Brésil, les convoyeurs de fonds sont particulièrement visés à cause des sommes qu'ils transportent. Au Guatemala, les enfants sont des proies de choix, relâchés en

avec le traitement des situations de crise, dont la plus importante est Kroll Associates. Au Mexique, elles sont 400, qui aident les victimes à traiter le problème. Les compagnies fabriquant des voitures blindées ont également connu un boom. L'International Armouring Corporation of Ogden, dans l'Utah, a vu ses commandes mexicaines quadrupler après l'enlèvement de M. Alfredo Harp

puis d'envoyer des consultants pendant les périodes de crise. Leur rémunération est fixée par des contrats signés à l'avance, et jamais, assurent-ils, liée au montant de la rançon. « Même si notre intervention a souvent pour conséquence d'en faire baisser le prix », assure M. Plunkett. Depuis 1975, Control Risks a eu à connaître de 296 cas, dont 203 en Amérique latine, les enlèvements représentant un quart de l'activité de la société.

Le mensuel économique *America Economía* affirme que, dans le cas du banquier mexicain Alfredo Harp, les consultants chargés des négociations ont été payés 3 000 dollars par jour. Dans certains cas, les familles et les gouvernements font appel à des intermédiaires indépendants, comme en témoigne l'affaire Mauss. Le 17 novembre dernier, l'ancien détective privé allemand Werner Mauss a été arrêté par la police colombienne. Les autorités l'ont accusé d'avoir négocié avec l'ELN la libération, contre rançon, de sa compatriote Ulrich Schöne. Cette affaire, qui n'est toujours pas terminée, a permis de mettre en lumière les pratiques parfois douteuses qui entourent les négociations.

Les conseils vont du plus évident (ne pas se promener seul la nuit dans certains quartiers) à une prise en charge psychologique des réactions face à l'enlèvement. Car l'épreuve est souvent très dure. Même si certains ravisseurs font ce qu'ils peuvent pour permettre à leurs victimes de passer le mieux possible ce moment.

Enlevé en 1986 avec une dizaine d'autres personnes de toutes nationalités, un journaliste raconte que leurs gardiens leur ont permis jusqu'à leur apprendre à supporter l'épreuve : « Tous les jours, ils nous faisaient faire de la gymnastique et nous conseillaient de penser chaque heure de la journée à ce que nous faisons habituellement pour ne pas perdre le contact avec notre réalité quotidienne. On les sentait habitués à ce genre de situations. » Le psychiatre Mariano Querol, enlevé au Pérou, déclarait n'avoir « rien à pardonner » à des ravisseurs qui avaient été « humains, tendres et parfois

r an payés
quasi-tota-
l'accord,
servateurs
eurs cen-
ze que de
ons Nord-
le savoir-
quivoque,
de débar-
onnement
n à terre,
quelque
millions

l'article
et accord
ovateurs,
meilleure
-hes, tant
ais, avec
ment de
nes aspi-
négal.

8 »

mêmes

ans, pro-
soins de
ée sur le
de depuis
tre rural
quarante
peuplée,
vivante.
er à des
saires à
t les fis-
faisable
plus de
qui ont
s la for-
sion, en
ficile à
référer
autita-
ni pro-
jet des

ant ne
yonne-
gne, il
à visi-
on et

2 000 personnes ont été

haut du pavé. En 1996, 1136 personnes y ont été enlevées ; en août 1997, 557 avaient déjà subi le même sort. Sur ce nombre, 268 personnes étaient encore détenues, 150 avaient été libérées, 100 délivrées par les autorités, 33 assassinées, 5 s'étaient échappées.

Les autres pays sont moins touchés. Il en est pourtant peu qui soient totalement épargnés. Le Salvador, le Costa Rica, le Honduras, le Paraguay, l'Équateur, le Pérou ont tous connu des affaires spectaculaires. Quarante-sept personnes ont été enlevées au cours du premier semestre 1996 au Nicaragua, dont plusieurs par des groupes d'ex-contras qui s'en sont pris aussi bien à un observateur américain et à des Indiens Miskitos qu'à des paysans.

Tous les services de police sont formés : les chiffres sont à réviser à la

ment qui a permis à la guérilla d'arriver à un revenu de 550 000 millions de pesos par an (1) - soit 0,9 % du PIB -, ce qui en fait l'une des plus grosses entreprises du pays. Le marché est tarifié. Par régions et par catégories d'enlevés. Des documents trouvés sur des membres des FARC indiquaient une fourchette de 300 millions à 4 milliards de pesos pour un étranger.

Pourtant, s'ils restent les plus rentables, les étrangers ne sont pas les plus visés (sans doute parce que leur disparition n'est en jeu des forces importantes (ambassades, diplomatie...) et implique une plus grosse prise de risque. En Colombie, 90 d'entre eux ont tout de même été kidnappés dans les trois dernières années, surtout des expatriés travaillant en zone rurale, ce qui est peu par rapport au total.

Une pratique devenue une arme

La guérilla n'a cependant pas, il s'en faut, l'exclusivité du procédé. Tendance récente et particulièrement odieuse : 90 % de ces enlèvements sont des affaires de famille. Le juge du village d'El Banco, dans le Magdalena, a ainsi monté un faux rapt pour extorquer un rançon à son oncle de Medellín. Un couple de Bogotanas a enlevé son neveu, récemment adopté par sa sœur et son beau-frère. Renseignés par les chauffeurs, les employés de maison, les gérants de fincas (petites exploitations), les parents pauvres s'en prennent à leurs parents riches.

Cette augmentation du nombre d'enlèvements fait lancer un cri d'alarme à M. Ruben Dario Ramirez, directeur du Programme présidentiel pour la défense de la liberté personnelle : « Il faut éviter que se développe une paranoïa à l'intérieur des familles, mais il est nécessaire que se reconstruisent des liens affectifs solides. Cette mode est la pire que nous aient laissée les narcotrafiquants. »

Le récent succès du livre *Journal d'un enlèvement*, de Gabriel Garcia Marquez (Grasset, Paris, 1997), a rappelé comment Pablo Escobar avait su faire une arme de cette pratique. Elle reste un moyen de pression et la Société inter-américaine de presse (SIP) dénonçait, en mars 1996, l'enlèvement de huit journalistes en Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Brésil.

Les coupables se recrutent aussi au sein de la police. A Rio, un scandale a

* Respectivement auteur de *La Vie quotidienne en Colombie sous le cartel de Medellín* (Hachette, Paris, 1992) et journaliste.

éclaté quand des membres des forces de l'ordre ont été reconnus coupables de l'enlèvement d'une petite fille, Paula Zamoni. Le chef de la brigade anti-enlèvement fut révoqué... Le 1^{er} avril 1996, deux policiers de la division anti-enlèvement et deux membres de la police militaire brésilienne ont été pris en flagrant délit : ils tentaient de négocier contre rançon la libération d'un narcotrafiquant enlevé la veille.

Au Mexique, plusieurs victimes ont signalé que leurs ravisseurs portaient des armes de policier et parlaient un jargon de policier. Il est vrai que la réorganisation de la justice sous le gouvernement de M. Carlos Salinas de Gortari a mis beaucoup d'entre eux à la retraite... Au Guatemala, depuis que le président a épuré les forces de police de leurs éléments les plus corrompus, les enlèvements ont augmenté de 250 %. La plupart des enquêtes ont mis au jour, dans ce pays, la complicité d'employés de banque qui informaient les ravisseurs des possibilités financières des potentielles victimes.

Bien sûr, les proies les plus tentantes sont les plus riches. Les gros propriétaires terriens et les hommes d'affaires sont très recherchés (2). Ces dernières années, au Mexique, des records ont été battus. En mars 1994, l'homme d'affaires Alfredo Harp Helu, l'un des plus riches du pays, directeur de la banque Banamex, fut libéré après soixante jours de captivité contre 20 à 30 millions de dollars (3)...

Mais les victimes se recrutent de plus en plus parmi la classe moyenne, celle

quants enlèvent des enfants ou des femmes et contraignent les parents ou les sans être elles-mêmes courtiers de ce type de contrats, voient leur intervention prévue dans certaines polices.

Rattachée aux Lloyd's de Londres, Control Risks est l'une d'entre elles. Bon an mal an, elle traite d'une trentaine d'enlèvements. Ses règles déontologiques sont strictes : de l'aide, pas d'intervention. Ni Rambo ni Sherlock Holmes. Le travail s'effectue en rapport avec les autorités, même « s'il faut parfois éduquer la police », explique M. Peter Plunkett, représentant de la compagnie à Paris. « Nous travaillons sur le long terme », précise-t-il. Son but est de prévenir en sensibilisant les cibles,

La société civile commence, elle aussi, à répondre, là où les pouvoirs publics sont inefficaces.

Au Guatemala, des victimes ont créé une organisation : Familles et amis contre la délinquance et l'enlèvement (FADS), qui veut aider les victimes à surmonter cette « épreuve inhumaine ». Une polémique violente a opposé, en août 1996, le gouvernement au Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales et financières (Cacif). Ce dernier avait révélé que 140 entrepreneurs avaient été enlevés dans les huit mois précédents. Le gouvernement estimait « irresponsable » de dévoiler ce chiffre, dont les conséquences sur les investissements et le tourisme pouvaient être catastrophiques. En août 1996, lassés de la montée des enlèvements, les habitants de la petite ville guatémaltèque de Nueva Concepcion ont attaqué le poste de police, « libéré » deux enlèveurs présumés et les ont matraqués à mort. Peu après, 500 personnes du département du Quiché ont attaqué un autre poste, emmené les trois suspects de l'assassinat d'un entrepreneur local et les ont brûlés vifs.

En Colombie, le journaliste Francisco Santos, enlevé en 1989 par les « extraditables », le groupe de trafiquants de drogue auquel appartenait Pablo Escobar, a créé la fondation Pais Libre (Pays libre). Celle-ci fait un travail en profondeur de sensibilisation et d'information, dénonçant régulièrement l'augmentation des enlèvements, l'impuissance de l'Etat et le laxisme de la justice : seuls 2 % des faits sont punis. Au Mexique, ce sont les procureurs qui ont pris le mors aux dents. Trente-deux d'entre eux, dans la capitale, ont créé un front anti-enlèvements, qui aidera les procuradorias de l'intérieur du pays.

La situation profite également à toute une série de sociétés privées spécialisées

genre de contrats, jusque-là tenus secrets. Certaines courtiers de conseil, sans être elles-mêmes courtiers de ce type de contrats, voient leur intervention prévue dans certaines polices.

Rattachée aux Lloyd's de Londres, Control Risks est l'une d'entre elles. Bon an mal an, elle traite d'une trentaine d'enlèvements. Ses règles déontologiques sont strictes : de l'aide, pas d'intervention. Ni Rambo ni Sherlock Holmes. Le travail s'effectue en rapport avec les autorités, même « s'il faut parfois éduquer la police », explique M. Peter Plunkett, représentant de la compagnie à Paris. « Nous travaillons sur le long terme », précise-t-il. Son but est de prévenir en sensibilisant les cibles,

décomposition sociale accélérée. Ensuite parce que la mort est encore souvent au bout du chemin. A Bogota, il est courant de rencontrer des personnes enlevées ou dont des membres de la famille l'ont été. Il est difficile de les faire parler, de les amener à s'ouvrir. Parce que, raconte l'une d'entre elles, « quand je suis rentrée, le silence est devenu mon meilleur ami ».

(1) 200 pesos = environ 1 franc.

(2) En 1975, le mouvement de guérilla péroniste des Montoneros a enlevé les frères Jorge et Juan Born, propriétaires du consortium Bunge Born. Ils ont été libérés contre une rançon de 60 millions de dollars de l'époque, soit l'équivalent de 240 millions aujourd'hui.

(3) 1 dollar = environ 6 francs.



ESPRIT

Novembre 1997

Après la « vache folle »

Vers une politique de la précaution

Stanislas Breton, Pierre Lascoumes,
Cédric Philibert, Monique Rémond-Goulloud, Marc Savey

France-Algérie : les ondes de choc

Fatima Oussedik et Benjamin Stora

Lionel Jospin, la méthode et ses limites

Jacques Bertin et Michel Marian,
Louis Bourret, Olivier Mongin, Joël Roman

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 01 48 04 08 33 - Télécopie 01 42 71 11 58
www.oda.fr/ua/revue-esprit

MALGRÉ LES SACRIFICES IMPOSÉS AUX POPULATIONS

Tempête sur les économies d'Amérique latine

EST sur fond de naufrage financier que les Brésiliens se sont d'ores et déjà lancés, le 4 octobre dernier, M. Fernando Henrique Cardoso, avec des libéraux brésiliens et étrangers, ayant été réélu et l'effacement du Brésil risquant de provoquer une récession sur tout le continent, le FMI devait accorder à Brasilia, à la fin octobre, un prêt historique de plus de 30 milliards de dollars. Mais un « ajustement » stiqué devra suivre, peu soucieux des énormes problèmes sociaux, ce sauvetage n'a qu'un but : rassurer les marchés financiers.

Par CARLOS GABETTA *

Où la mondialisation, non à la généralisation ! C'est avec ce cri M. Fernando Henrique Cardoso, ident du Brésil, a clos sa campagne électorale, le 30 septembre 1998, à Curitiba. Depuis, les citoyens ont décidé de voter à une large majorité, la résilience d'un nouveau mandat. Comptant M. Cardoso résoudra-t-il les crises d'une contradiction jusqu'ici inconnue ? Pour les pays latino-américains - de même que pour les Etats asiatiques - la mondialisation « à la carte » n'a apporté que de la détresse aux pauvres et plus de richesse à ceux qui, jusque-là, ne sont pas.

En un récent rapport, la Conférence nationale des évêques s'indigne parce que le Brésil « est le pays du monde qui a les plus graves inégalités » et que quatre voies interdites à la

majorité de la population : l'accès à la terre ; à l'éducation, à la culture et à l'information ; au marché du travail et à un revenu ; et, enfin, à la santé, à la sécurité sociale et au logement (1).

Depuis des années, les Latino-Américains entendent leurs dirigeants politiques, les économistes et les journalistes leur expliquer que les sacrifices imposés par les politiques d'ajustement structurel dictées par le Fonds monétaire international (FMI) - réduction du déficit public, baisse de l'inflation, dérégulation et exportations à tout prix - se termineront rapidement et se traduiront par une augmentation générale du niveau de vie. Non seulement il n'en a pas été ainsi, mais tout l'édifice menace désormais de s'effondrer et de mener la région vers une période plus noire que celle de la « décennie perdue » des années 80.

La crainte d'une dévaluation généralisée

La crise mexicaine de 1994 avait déjà ébranlé le sous-continent. Les crises actuelles, asiatique et l'Indonésienne, ont supporté l'assaut de la spéculation et se préparent pour une nouvelle vague d'ajustements et de récessions. Le produit intérieur brut global a baissé de 5,3 % en 1997, mais, en 1998, la Commission économique Amérique latine (Cepal) estimait la baisse pour 1998 inférieure à 3 % que américaine d'investissements. Le Brésil a baissé de 1,1 %, Or la croissance régionale atterrit à moins de 7 % par an (2).

La dette extérieure - 640 milliards de dollars (35 % du PIB régional) - reste élevée. La chute des prix des matières premières a réduit les revenus des pays en dollars en moins de 20 % cette année. Le Venezuela en raison de la chute des prix du pétrole et des d'impôts en baisse de 5 milliards. Quant à la spéculation financière fait trembler les marchés boursiers. Entre janvier et septembre, la Bourse chilienne a perdu 33 % ; la mexicaine, 39 % ; la bolivienne, 47 % ; la colombienne, 48 % ; et la vénézuélienne 48 %.

La grande crainte latino-américaine est une dévaluation généralisée provoquée par les attaques spéculatives contre l'une de ses principales monnaies, le réal brésilien. A l'exception du Mexique, les monnaies des pays latino-américains sont liées au dollar. Plus rigide, comme le peso argentin, avec des marges de fluctuation étroites, comme le réal. A l'automne, en pleine crise russe et américaine, les réserves de dollars par jour, et ce pendant plusieurs semaines ! Il a dû aug-

menter ses taux d'intérêt jusqu'à 49,75 %. Si ces taux devaient être maintenus jusqu'à la fin de l'année, la dette brésilienne augmenterait de quelque 27 milliards de dollars, alors que les intérêts versés actuellement par cet Etat dépassent déjà 7 % du produit intérieur brut (PIB). L'Argentine, qui vend au Brésil 30 % de ses exportations, résisterait difficilement à une dévaluation de son voisin, de même d'ailleurs que le reste de l'Amérique latine : le PIB du Brésil équivaut à 45 % du PIB argentin.

Au Mexique, depuis le début de l'année, le peso a perdu 20 % de sa valeur face au dollar. A la fin septembre 1998, l'opposition refusait d'approuver un projet de gouvernement de convertir en dette publique (c'est-à-dire à la charge des contribuables) les 65 milliards de dollars versés aux banques en 1995 afin de sauver le système bancaire.

Les présidents latino-américains trouvent cette situation injuste. « Nous avons fait nos devoirs, et voilà que des facteurs qui échappent à notre contrôle créent des perturbations financières chez nous », s'est plaint récemment le président mexicain, M. Ernesto Zedillo (4). Il fait pourtant partie de ces dirigeants - et ils sont nombreux - qui ont accepté de négliger leur marché intérieur pour se lancer dans des programmes économiques reposant sur les exportations de matières premières ou de produits industriels peu compétitifs dans une économie globale affectée par une crise de la demande. Ces dirigeants ont cru au mirage des capitaux spéculatifs à tel point qu'ils en sont devenus totalement dépendants. La peur actuelle a pour origine la possibilité d'un retrait massif de ces capitaux...

En raison de la mondialisation et du reflux des prix des matières premières, des pays qui traditionnellement, comme l'Argentine, possédaient une balance commerciale excédentaire, se sont re-

trouvés en quelques années avec de graves déficits dans leur commerce extérieur (5). A court terme, la perspective régionale paraît sombre : chute de la production et des réserves en devises, et forte augmentation du déficit des comptes courants (6). Ce dernier facteur obligera les pays latino-américains à s'endetter davantage, avec de hauts taux d'intérêt : l'agence de notation Moody's a récemment révisé à la baisse le degré de fiabilité du Brésil, dont les titres de la dette extérieure sont désormais cotés à des prix aussi faibles que ceux de la Moldavie, du Turkménistan ou du Nicaragua...

Au même moment, le gouvernement de Buenos Aires tentait d'obtenir 6 milliards de dollars des organismes multilatéraux et des gérants des fonds de pensions... dans le dessein de couvrir ses besoins de financement pour les six prochains mois. La dette extérieure argentine - 62 milliards de dollars en 1989 - s'élève aujourd'hui à 110 milliards de dollars. Pourtant, l'Argentine est le pays qui a le mieux appliqué les consignes du FMI et qui a le mieux « fait ses devoirs », comme dit M. Ernesto Zedillo !

Le Brésil reste au cœur du cyclone financier. Son président réélu, M. Cardoso, promet « un ajustement drastique et définitif » et une réforme fiscale. Ce dernier point est le talon d'Achille des budgets latino-américains. Aucun pays ne dispose d'un système fiscal digne de ce nom. En Argentine, par exemple, le déficit fiscal approchera cette année les 9 milliards de dollars (3 % du PIB), bien que le gouvernement ait privatisé des industries « éléphants », et malgré les licenciements massifs de fonctionnaires. En fait, l'évasion fiscale (40 milliards de dollars) atteint 50 % des recettes qui devraient être perçues (7). Des 1 514 000 familles possédant de grandes



SEBASTIÃO BRANCO

LA VICTORIA, QUARTIER POPULAIRE DE SANTIAGO DU CHILI
Des citoyens menacés par l'effondrement de tout le système économique

fortunes ou de hauts revenus, 17,3 % seulement paient l'impôt sur le revenu. L'impôt sur les bénéfices est très faible (33 % contre 45 % aux Etats-Unis) ; en revanche, l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA), payé par tous les citoyens, est passé de 14 % à 17 %, puis à 21 % (7,5 % aux Etats-Unis). Un spécialiste résume ainsi la situation : « Si l'on ne veut ni dévaluer, ni fermer l'économie, ni modifier les règles qui ont conduit aux privatisations, ni se risquer à remettre en question les restrictions asphyxiantes provoquées par la mondialisation, le seul levier qui reste, l'impôt, est de loin le plus important (8) ». L'analyse vaut pour toute la région.

La tâche, au Brésil, ne sera pas facile. M. Carlos Magalhães, président du Congrès national et l'un des principaux alliés de M. Cardoso, a fait savoir qu'il est « hostile par principe à tout relèvement d'impôts (9) ». Que faire alors ? Se réjouir du fait que les Etats-Unis, dont 20 % des exportations vont vers l'Amérique latine (la seule région du monde

avec laquelle ils ont un excédent commercial), aient accepté de payer leur dette de 18 milliards de dollars au FMI.

Et prior pour que le FMI concrétise l'accord préliminaire avec le Brésil, annoncé à Washington le 8 octobre 1998 : un plan de sauvetage international pour éviter l'« effet samba », une dévaluation en chaîne dans toute l'Amérique latine (10).

(1) Francesco Relea, « El país del futuro nunca llega », *El País*, Madrid, 2 octobre 1998.
(2) Cepal, Santiago, Chili, avril 1998.
(3) *El País*, Madrid, 6 septembre 1998.
(4) *Le Monde*, 9 septembre 1998.
(5) Lire Carlos Gabetta, « Coup de semonce pour le président argentin », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.
(6) Fernando Gualdoni, « Las claves de la crisis en America Latina », *El País*, Madrid, 26 août 1998.
(7) Clarín, Buenos Aires, 10 août 1997.
(8) Marcelo Zlotogwiazda, « Ricos y canallas », *Trespatos*, Buenos Aires, 14 août 1997.
(9) *Le Monde*, 2 octobre 1998.
(10) Carlos Gabetta, « Le FMI s'apprete à venir au secours du Brésil », *Le Monde*, 2 et 10 octobre 1998.

problèmes d'Amérique latine

- L'Amérique centrale de l'après-guerre (n°30)
- Venezuela : la crise des partis politiques (n°29)
- La Bolivie de la réforme (n°28)
- Le Mexique en recomposition : société, économie et politique (n°27)

Donner du sens aux événements

Espace de cultures, de richesses mais aussi de tensions, continent en bouleversement, l'Amérique latine s'essaye aujourd'hui à de nouveaux modèles politiques, économiques et sociaux.

Problèmes d'Amérique latine analyse les réalités des divers pays latino-américains et dégage les grandes tendances et mutations du continent.

Base d'une réflexion sérieuse et approfondie, Problèmes d'Amérique latine détaille les éléments de compréhension de l'actualité latino-américaine et offre un éclairage pointu sur l'avenir.

Vous qui voulez vivre au rythme de ce continent, abonnez-vous à *Problèmes d'Amérique latine*

Offre d'abonnement (valable jusqu'au 28/02/1999)
Je m'abonne à **Problèmes d'Amérique latine** pour 1 an (4 numéros) au prix de :
 France 270 FF (TTC) Europe 290 FF (TTC)
 DOM-TOM, pays francophones africains (hors Maghreb) et de l'océan Indien 300 FF (HT, avion économique)
 Autres pays 310 FF (HT, avion économique) Supplément avion rapide 40 FF

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Localité _____

AS D'IMMIGRATION POUR LE CANADA

Résidence permanente

Cat. 1: techniciens supérieurs, D.U.T., (génie-mécanique, génie électrique, électronique, en instrumentation et contrôle, soudeurs-monteurs (bac + 2), Agronomes, ingénieurs électriciens, ingénieurs électroniciens, ingénieurs en aéronautique, ingénieurs chimistes, ingénieurs informaticiens, traducteurs anglais-français, maîtrises ou doctorats en sciences et domaines, audiologistes, ergothérapeutes, orthophonistes, etc.) avec expérience minimale d'une année, connaissance du français (pour le Québec) ou de l'anglais (pour le Canada anglais). Âge: maximum : 38 ans (Québec), 44 ans (Canada). Investisseurs. Entrepreneurs qualifiés et expérimentés, etc.

ENVOYER CURRICULUM-VITAE DÉTAILLÉ À :

Me DAHO MOKHTAR, AVOCAT-CONSEIL
8989, rue LaSalle, bureau 102
Montréal (Québec)
H3R 1Y1